UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

La crise politique ethnique de 1972 en commune de Vyanda. Essai d'analyse

Ndayirukiye, Adronis; Sous la direction de : Prof Evariste Ngayimpenda

2007
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1619

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

LA CRISE POLITICO-ETHNIQUE DE 1972 EN COMMUNE DE VYANDA : ESSAI D'ANALYSE

par

Adronis NDAYIRUKIYE

Sous la direction de :
Professeur Evariste NGAYIMPENDA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

Option : Science politique

Bujumbura, Mars 2007

DEDICACE

A mes parents ;

A mes frères et sœurs ;

A toute ma famille ;

A tous mes amis ;

A toutes les victimes de l'idéologie de haine ;

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS.

Au terme de ce travail, il nous est agréable d'adresser nos sincères remerciements à toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à son élaboration.

Nos remerciements s'adressent plus particulièrement au Professeur Evariste Ngayimpenda qui, non seulement a accepté spontanément la direction de ce mémoire mais surtout a facilité sa réalisation par la pertinence de ses sages conseils, sa bonne collaboration et sa rigueur scientifique. Qu'il trouve ici l'expression de notre profonde gratitude.

Notre reconnaissance va aussi droit à toutes les personnes qui ont participé à notre formation tant humaine qu'intellectuelle de l'Ecole primaire à l'Université.

Nous avons également une dette de reconnaissance envers nos informateurs de la commune de Vyanda pour avoir répondu autant qu'ils le pouvaient aux questions que nous leurs avons posées.

Que notre voix de reconnaissance parvienne à toutes ces personnes qui n'ont pas besoin d'être citées pour se reconnaître, sans l'affection et le soutien desquelles rien n'aurait été possible.

Enfin, nous disons merci à tous nos amis, à tous les étudiants qui nous ont témoigné amitié et sympathie ainsi qu'à nos camarades de classe avec qui nous avons partagé joies et peines durant notre séjour à l'Université du Burundi.

A tous et à chacun, nous disons merci.

Adronis NDAYIRUKIYE.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.

BOB	: Bulletin Officiel du Burundi
C.N.R.S	: Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés
C.R.I.S.P	: Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique
D.G.H.E.R	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales
F.L.S.H	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
H	: Hutu
I.C.G.	: International Crisis Group
J.R.R.	: Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore
L.D.G.L.	: Ligue des Droits de la personne dans la région des Grands Lacs
M.P.D.R.	: Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction
O.A.G.	: Observatoire de l'Action Gouvernementale
PARMEHUTU	: Parti du Mouvement pour l'Emancipation Hutu
P.D.C.	: Parti Démocrate Chrétien
P.P.	: Parti du Peuple
T	: Tutsi
R.C.N.	: Réseau des Citoyens Network
R.D.C.	: République Démocratique du Congo
U.B.	: Université du Burundi
U.F.B.	: Union des Femmes Burundaises
U.L.B.	: Université Libre de Bruxelles
UPRONA	: Union pour le Progrès National
U.T.B.	: Union des Travailleurs du Burundi

SOMMAIRE

Pages

Dédicace i
Remerciements ii
Liste des sigles et abréviations.....iii
Sommaire.....iv

Introduction générale 1

1. Choix et intérêt du sujet 1
2. Sources et méthodologie 2
3. Articulations du sujet.....3
4. Les contraintes rencontrées.....4

Chapitre I : Cadre socio-géographique de l'entité d'étude..... ... 6

I. 1. Présentation physique de la Commune de Vyanda 6
I. 1.1. Situation géographique 6
I. 1.2. Le milieu naturel 8
I. 2. Cadre socio-politique 9
I. 2.1. La population et ses activités 9
I. 2.2. Histoire administrative de la Commune de Vyanda 10
I. 3. Les relations économiques de la Commune avec les Communes voisines 14

Chapitre II : Cadre d'émergence et manifestations du phénomène ethnique dans la vie socio-politique burundaise 17

II. 1. La discrimination dans les écoles 18
II. 2. La discrimination des Hutu dans l'appareil administratif 20
II. 3. La révolution sociale rwandaise de 1959 22
II. 4. L'ethnisation de la lutte pour l'Indépendance 23
II. 5. L'année 1965 ; un tournant décisif pour le Burundi 24
II. 6. Le complot ethnique de 1969 28
II. 7. Le complot régionaliste de 1971..... 29

Chapitre III : Les massacres ethniques d'avril–mai 1972 en Commune de Vyanda 32

III. 1. Les signes avant coureurs de la crise 32
III. 2. Le film des événements 35
III. 2.1. Que veut dire « être mulélé » 36
III. 2.2. Le massacre des populations 37
III. 2.3. La répression 51
III. 2.4. La répression de 1972 : un génocide ou pas ? 56
III. 3. Essai d'analyse de la crise politico-ethnique d'avril 1972 57
III. 3.1. L'approche fonctionnaliste 57
III. 3.2. L'approche instrumentaliste 59

Chapitre IV : Les répercussions de cette crise 62

IV. 1. Les conséquences sociales 62
IV. 2. Les conséquences économiques 65
IV. 3. Le sort des terres désertées 69
IV. 3.1. Cadre général du règlement de la question des terres des réfugiés 69
IV. 3.2. Le règlement des conflits fonciers consécutifs à cette crise à Vyanda 73

Conclusion générale 77

Bibliographie 79

Liste des informateurs 82

Annexe

Introduction générale

Depuis son accession à l'indépendance, le Burundi a été caractérisé par des conflits répétitifs violents sur un fond ethnique qui ont marqué de leur empreinte sa vie socio-politique depuis 1964 jusqu'aujourd'hui.

Le Burundi connaît quatre catégories sociales à savoir les Bahutu, les Batutsi, les Baganwa et les Batwa. Suite à l'idéologie coloniale, les Barundi ont été catalogués en ethnies antagonistes où les Bahutu seraient exploités et dominés par les « seigneurs » tutsi et dont ces premiers cherchent à se libérer.

C'est ainsi que toutes ces crises ci-haut évoquées se sont produites entre les Hutu et les Tutsi. Toutefois, les causes de ces différents conflits sont difficilement détectables d'autant plus que toutes ces catégories sociales parlent la même langue (le kirundi), ont les mêmes pratiques culturelles et religieuses, partagent indistinctement les mêmes problèmes socio-économiques et sont soumis à la même autorité. Par ailleurs, ils occupent un même espace territorial, vivent ensemble et par conséquent, il n'y a pas de territoire réservé à l'une ou l'autre catégorie sociale.

Le conflit hutu-tutsi qui éclate pour la première fois du moins de manière violente en 1964 atteindra une ampleur nationale en 1972. Cette tragédie de 1972 qui fera l'objet de notre étude apparaît comme un détonateur d'autres crises qui devaient secouer le Burundi par la suite et qui risquent d'avoir un impact très grave sur l'avenir du pays si l'on n' y prend pas garde.

Le travail que nous nous proposons de faire se veut une analyse du vécu et de la représentation que la population de Vyanda se fait de la crise de 1972. Nous l'avons intitulé :

« La crise politico-ethnique de 1972 en commune de Vyanda : Essai d'analyse »

1. Choix et intérêt du sujet

Le choix de ce sujet a été motivé par divers mobiles : même si la crise de 1972-1973 reste dans la mémoire des Burundais, le constat est qu'elle ne semble avoir fait objet d'aucune étude approfondie. Ce n'est que le professeur Evariste Ngayimpenda qui a effectué des recherches sur la crise de 1972 ainsi que le travail de fin d'études de Théophile Nkezindavyi qui s'est intéressé sur la seule province de Makamba.

Toutefois, bien que les événements de 1972 aient une portée nationale et notre travail de recherche ne pouvant pas couvrir toute cette étendue, nous nous intéresserons dans notre travail sur une localité de la province actuelle de Bururi à savoir la commune de Vyanda alors zone de la commune de Bururi. Celle-ci a retenu notre attention pour quatre raisons principales :

Premièrement, nous avons été frappé par l'absence de documents qui s'intéressent sur la vie de notre entité d'étude. Deuxièmement, la commune de Vyanda semble avoir payé un lourd tribut de cette tragédie et de ce fait mérite de faire l'objet d'une étude spécifique. Troisièmement, Vyanda est notre commune d'origine : cela limite les difficultés de terrain et l'accès à l'information devient quelque peu facile.

De telles monographies pourraient par ailleurs contribuer à la connaissance de cette crise sur l'ensemble du pays. Bien plus, cette crise fait objet de beaucoup de controverses et est beaucoup instrumentalisée à des fins politiques. Les Tutsi parlent d'un génocide préparé et exécuté à leur encontre, les Hutu la qualifient aussi d'un génocide des leurs. Dans cette confusion, les gens s'interrogent sur les responsabilités de chaque catégorie dans ladite crise.

Enfin, nous avons été motivé par le souci de contribuer à la connaissance d'un événement national à partir de son analyse dans une entité locale.

Ainsi, dans notre travail, il a été question de mettre en lumière le déclenchement, le déroulement et les conséquences de cette crise dans notre zone d'étude. Bref, notre travail a comme objectif primordial l'appréciation du vécu de la crise de 1972 dans la commune de Vyanda sans oublier les conséquences socio-économiques de la crise sur la vie de la commune.

2. Sources et méthodologie

Pour élaborer notre travail, nous avons fait recours aux diverses sources d'information tant orales qu'écrites. Au sujet des sources orales, l'apport d'une enquête sur terrain a été plus que nécessaire. Dans ce même ordre d'idées, nous avons élaboré un questionnaire d'enquête qui devait nous guider dans les entretiens avec nos informateurs. Nous avons interrogé toutes les catégories socioprofessionnelles suivant des variables appropriées au phénomène d'étude: d'abord nous avons tenu en considération les collines les plus touchées surtout celles situées dans la partie occidentale de la commune, l'âge compris entre 50 et 80 ans au moment de l'enquête c'est-à-dire une catégorie de gens qui, à la période de la crise avait la capacité d'observer et d'interpréter les faits. Parmi les informateurs, il y avait toutes les composantes sociales, instruites et illettrées,

paysans et fonctionnaires. Toutefois, notre enquête n'a pas été sans difficultés. Nous y reviendrons plus loin.

Comme les sources orales ne pouvaient pas suffire à elles seules dans l'élaboration de notre travail, nous avons aussi utilisé les sources écrites comprenant les ouvrages, les thèses de doctorat, les mémoires de licence, les articles de journaux et périodiques ainsi que les documents divers. Nous avons enfin confronté les informations tirées des deux types de sources (orale et écrite) dans le souci de nous approcher de la réalité du vécu de la crise de 1972 en commune de Vyanda. Bien entendu, toutes ces sources d'information sont à traiter avec toutes les précautions qu'il faut. Ceci parce que à voir le phénomène d'étude, très peu de chercheurs prennent le risque d'écrire sur cette tragédie. D'où l'insuffisance d'une documentation. De plus, comme l'écrit Evariste Ngayimpenda, il y a risque « d'être égaré sur de fausses pistes par des informateurs qui, ayant parfois à se reprocher, ont tout à gagner à travestir les faits »[1].

3. Articulations du sujet

Ce travail s'intitule : « **La crise politico-ethnique de 1972 en commune de Vyanda : Essai d'analyse** ». Il se subdivise en quatre chapitres :

Le premier traite du cadre géographique et socio-politique de la commune de Vyanda, son histoire administrative ainsi que ses relations avec les communes voisines. La région de Vyanda a toujours été difficile à administrer depuis sa conquête par les Batare vers les années 1880 qui seront par après chassés par les Bezi qui occuperont la région jusqu'à la veille de l'Indépendance. Quant aux relations avec les communes voisines, les habitants de Vyanda vivaient en harmonie avec les gens des communes Vugizo et Bururi ; des relations axées tant sur des relations de parentés issues des mariages contractés entre différentes familles que sur les déplacements définitifs (*kwimuka*) à la recherche des terres dans les régions encore fertiles. D'autres relations étaient à caractère économique surtout avec les communes situées dans l'Imbo comme Rumonge et Nyanza-lac.

Le deuxième présente le cadre d'émergence de l'ethnisme au Burundi à travers quelques événements. Certes, le Burundi n'avait pas encore connu d'ethnies avant la colonisation mais dès l'invasion étrangère, le colonisateur entreprendra un long processus d'ethnisation de la société en démontrant l'existence des ethnies au Burundi jusqu'à créer des antagonismes entre les Hutu et les Tutsi ; une ethnisation aboutissant plus tard à des conflits sanglants. Ce

[1] Ngayimpenda, E., *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura, Editions de la Renaissance, septembre 2004, p.11.

chapitre montre la part du pouvoir colonial dans le renforcement des différences ethniques par une idéologie divisionniste et exclusive de l'une des principales composantes sociales d'abord dans les écoles ensuite dans la gestion des affaires publiques, Ce qui créa une frustration de la composante victime de l'exclusion. Cette frustration aura un impact très négatif sur la vie socio-politique du Burundi indépendant.

Le troisième chapitre quant à lui se consacre à une étude approfondie de la tragédie de 1972 en commune actuelle de Vyanda ; une entité qui se classe parmi les premières communes à avoir payé un lourd tribut. Il sera question dans ce chapitre d'examiner le vécu tant physique que mémorial de la tragédie dans cette localité: donner les signes précurseurs de la crise, le déroulement des massacres, la phase répressive de la rébellion ainsi que les différents cas d'exil.

Enfin, le quatrième chapitre examinera les conséquences qui s'en sont suivies. Il s'agira de voir ce que cet événement aura laissé comme tache sur le tissu social. De plus, il analysera les conséquences socio-économiques dans cette région. A ce sujet, la priorité sera accordée aux secteurs jouant un rôle important dans la vie de la commune comme l'agriculture et l'élevage. Ce dernier chapitre traitera aussi de l'impact de la crise sur le plan comportemental de la population face aux crises ethniques qui suivront. Bien plus, le même chapitre s'intéressera au sort des terres désertées lors de la crise.

4. Les contraintes rencontrées

La réalisation de ce travail n'a pas été sans difficultés. Nous nous sommes heurté à pas mal de problèmes surtout au niveau des enquêtes sur terrain. Parmi ces derniers, il y a la réticence de certains informateurs qui esquivaient purement et simplement certaines questions, d'autres refusaient même de nous accorder un entretien. A ce sujet, nous n'avons ménagé aucun effort pour équilibrer les témoignages (entre Hutu et Tutsi) mais sans succès. A notre avis, ce refus trouve sa justification dans le fait que notre période d'enquête coïncide avec les négociations d'Arusha où la question de vérité-réconciliation était toujours soulevée et par conséquent, nos informateurs pouvaient penser que l'enquête s'inscrivait dans ce cadre.

Une autre catégorie de gens acceptaient de répondre aux questions mais refusaient leur identification par peur d'être poursuivis par la justice.

D'autres encore pouvaient exiger un rafraîchissement avant de nous livrer des informations, Ce qui n'était pas facile pour nous vu la taille de nos moyens financiers.

Une autre difficulté était celle de certains enquêtés d'une « ethnie » différente à la nôtre qui ont catégoriquement refusé de nous livrer des informations. Nous ne faisons que déplorer cette situation. Dans ce cas, nous étions obligé de changer de tactique et ainsi chercher des intermédiaires parmi nos connaissances des lieux pour faciliter les contacts. Toutefois, certains d'entre eux finissaient par accepter après une longue explication de l'objectif de notre enquête.

De plus, nous ne pouvons pas oublier le manque de précision chez nos informateurs. A certaines questions surtout celles de savoir le nombre de victimes que ce soit au début des massacres ou lors de la répression ou encore des réfugiés, certains informateurs avançaient des chiffres exagérés parfois par mauvaise foi dans l'objectif de montrer la gravité de la crise à leur égard mais aussi par simple oubli. Il en était de même s'il s'agissait d'une narration des événements, celle-ci pouvait accuser des lacunes consécutives à l'oubli.

Toutefois, il importe de signaler la fierté éprouvée par certains informateurs surtout quelques vieillards hutu et tutsi de la région qui avaient déjà eu des sollicitations du genre.

Chapitre I : Cadre socio-géographique de l'entité d'étude

I.1. Présentation physique de la commune de Vyanda

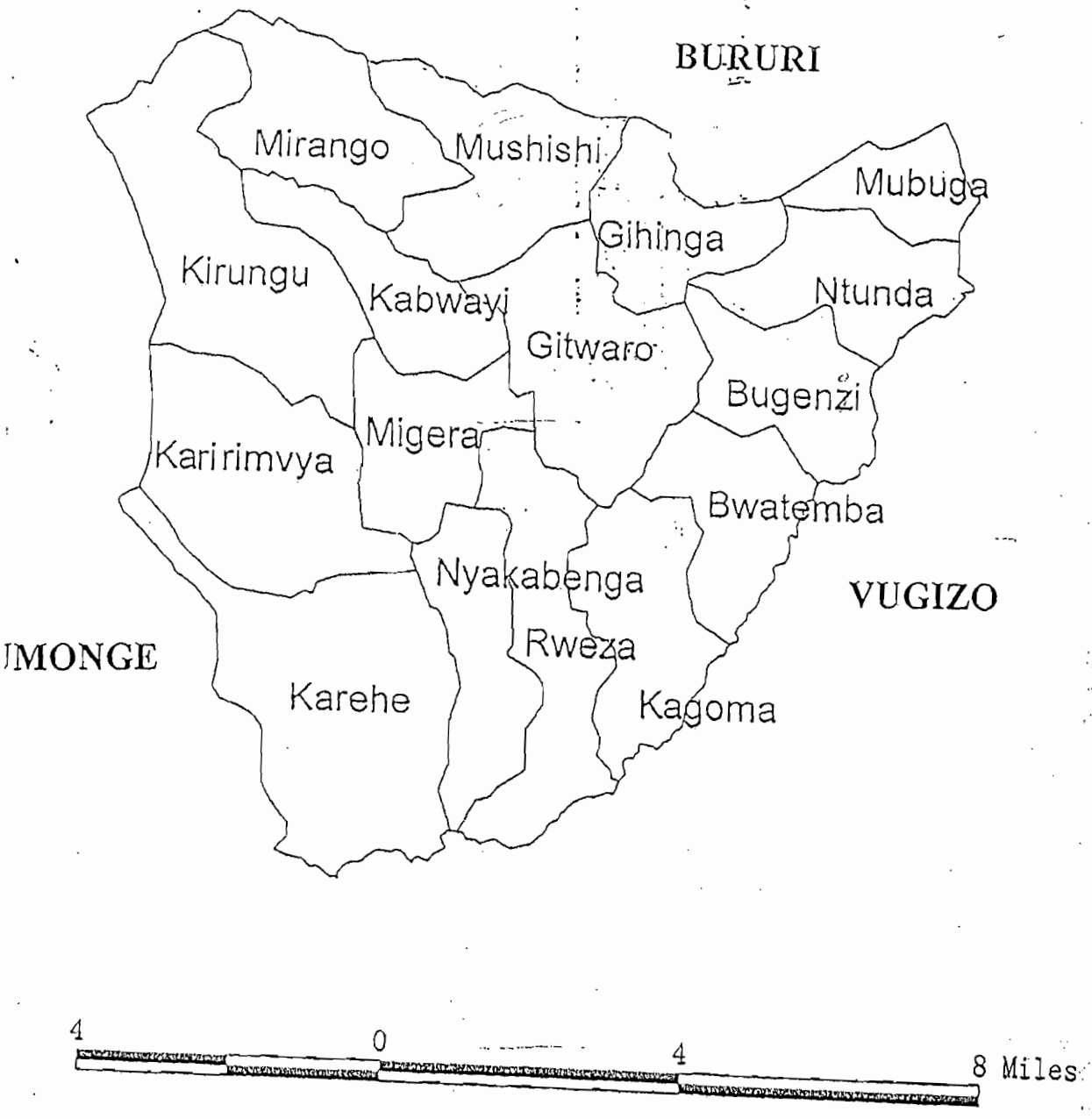
I.1.1. Situation géographique

La commune de Vyanda se situe au Sud du pays dans la province actuelle de Bururi. Elle est limitée au Nord par la commune de Bururi, à l'Est et au Sud par la commune de Vugizo et à l'Ouest par la commune de Rumonge. Les frontières sont naturelles comme la rivière Nyengwe à l'Est et au Sud, la rivière Buzimba au Nord et l'escarpement de Mirwa à l'Ouest.

Elle est divisée en trois zones dont Binyuro au Nord, Gitsiro à l'Ouest et Rweza au Sud. Elle comprend six secteurs à savoir : Bwatemba, Karirimvya, Kirungu, Mirango, Ntunda et Rweza. Les trois zones sont réparties en seize collines de recensement à savoir : Bwatemba, Bugeni, Kabwayi, Kagoma, Karehe, Karirimvya, Kirungu, Migera, Mirango, Mubuga, Mushishi, Gihinga, Gitwaro, Ntunda, Nyakabenga et Rweza où est établi le chef-lieu de la commune. La commune de Vyanda s'étend sur une superficie de 226 Km^2 [1].

[1] DGHER, *Etude de faisabilité pour l'alimentation en eau des provinces de Bujumbura et Bururi*, Bujumbura, juillet, 1994, p.46

Carte : Subdivisions administratives de la commune de Vyanda



I.1.2. Le milieu naturel

La commune de Vyanda s'étend sur deux régions naturelles dont le Bututsi et le Mirwa. Sa partie septentrionale et centrale est située dans le Bututsi alors que ses parties méridionale, occidentale et orientale se situent dans les Mirwa. Son altitude varie entre 1900 et 2180 m. Les altitudes les plus basses se rencontrent dans les vallées des rivières Nyengwe et Buzimba.

Quant à son hydrographie, elle est dense et appartient à deux principaux bassins versants locaux: le bassin versant de la rivière Buzimba au nord et celui de la rivière Nyengwe à l'Est et au sud. Le réseau hydrographique de la commune de Vyanda joue un rôle important dans l'aménagement des sources d'eau potable, des abreuvoirs (*ingomero*) ainsi que dans l'irrigation des cultures de marais surtout pendant la saison sèche.

Le climat de la commune de Vyanda est de type tropical tempéré avec huit mois de saison pluvieuse et quatre mois de saison sèche. La pluviosité moyenne annuelle est d'environ 1550 mm, les températures moyennes annuelles maximales oscillent autour de 23°C alors que les températures moyennes minimales varient autour de 18,9°C[1].

Pour ce qui est des sols, ils sont de deux types en commune de Vyanda : les sols acides qui se localisent essentiellement dans le Bututsi. Ces sols sont lessivés avec une faible fertilité aggravée par l'érosion. Le couvert végétal est dégradé sous les effets anthropiques avec disparition progressive de la forêt dense ombrophile de montagne. Suite au surpâturage, et aux feux de brousse, cette savane a été remplacée par des pâturages à eragrostis (*ishinge*). Quant aux sols des Mirwa et des fonds des marais, ils sont alluvionnés et beaucoup fertiles.

[1] MPDR, *Situation de référence des communes : province Bururi*, Bujumbura, mars 2005, p.36.

I.2. Cadre socio-politique.

I.2.1. La population et ses activités

Dans l'étude d'une localité, l'analyse de son évolution démographique est indispensable surtout que l'homme reste le principal agent de transformation du milieu naturel. Il peut le transformer par la pratique d'activités diverses notamment l'agriculture, l'élevage sans oublier la mise en place des infrastructures socio-économiques tels que les hôpitaux, les écoles, les marchés, les voies de communication pour ne citer que ceux-là.

Le Bututsi sud connaît un climat favorable à la vie humaine, soit des températures oscillant entre 18 et 23°C et une pluviosité moyenne de 1200 mm par an. Toutefois, notre entité d'étude est moins peuplée bien que la grande partie de son étendue se trouve dans la région naturelle précitée. En 2005 ,elle avait une densité de 107 habitants par km^2,de loin inférieure à la moyenne provinciale qui était de 191 habitants par km^2 [1].

La relation peuplement-altitude positivement démontrée ailleurs dans le pays[2], dans les régions dont l'altitude est comprise entre 1500 et 2000 m; ne se vérifie pas à Vyanda . Alors que ces premières notamment les provinces situées dans le Buyenzi et une partie du Kirimiro connaissent de fortes concentrations humaines, notre zone d'étude est faiblement peuplée. Le relief constitue le grand obstacle de l'occupation humaine dans cette région. Les versants des hautes montagnes à savoir Sure, Gihinga, Ntunda ,Ganza, Mirango, Rweza, Bwatemba, Sevyanda, Karehe pour ne citer que celles-ci sont pratiquement inhabitables et occupent une importante superficie. Leurs pentes raides permettent très difficilement l'exploitation agricole. L'érosion par ruissellement rend les sols de plus en plus stériles, alors que l'agriculture s'avère comme l'activité économique principale dans la commune de Vyanda.

D'après les données du recensement général de la population de 1979, la commune de Vyanda comptait 14800 habitants. Avec le recensement local de 1985, la commune comptait une population qui s'élevait à 16910 habitants à raison de : 8865 hommes et 8045 femmes[3]. Selon les données du recensement général de la population et de l'habitat effectué en 1990, la population de la commune de Vyanda était de 19772 habitants. Quant au plan triennal du développement socio-économique de la province de Bururi établi en novembre

---

[1] MPDR, *op. cit.* , p.43.
[2] Gourou, P., *La densité de la population au Ruanda-Urundi :Esquisse d'une étude géographique*, Bruxelles, Institut royal colonial belge, ,1953, p .63
[3] Archives communales de Vyanda

2001, la population de la commune de Vyanda était de 21526 habitants dont 9848 hommes et 11678 femmes.

Quant aux activités, c'est une région plutôt propice à l'élevage qu'à l'agriculture. L'absence du trypanosomiase dans la partie centrale de la commune située dans le Bututsi fait que la région soit traditionnellement favorable à l'activité pastorale. Les hautes montagnes, bien que peu fertiles restent verdoyantes durant toute la saison pluvieuse. L'élevage apporte un soutien important à l'agriculture par son apport en fumier. Par conséquent les deux activités sont souvent associées dans cette région. Les éleveurs de la commune pratiquent l'élevage extensif et même la transhumance pendant la saison sèche vers l'Imbo (Rumonge et Nyanza-Lac).

La pratique culturale est de type traditionnel avec une prédominance des cultures en association. Les travaux champêtres sont assurés pratiquement par la femme. La population de la commune de Vyanda pratique à la fois l'agriculture vivrière et industrielle. Les cultures vivrières telles que la banane, le haricot, le maïs, la patate douce...sont pratiquées pour la consommation locale tandis que le café, seule culture industrielle rencontrée dans la commune est destinée à la vente.

Concernant l'activité commerciale, elle est très peu développée dans la commune de Vyanda. Même ceux qui désirent investir dans le commerce préfèrent aller dans les grands centres comme Bururi, Rumonge ou même Bujumbura. Dans la commune, on n'enregistre que quelques petites boutiques. L'éventuel excédent vivrier est vendu dans les marchés des communes frontalières comme Mpinga et Rubanda respectivement dans les communes de Vugizo et de Nyanza-Lac ainsi que Kigwena, Mugara et Karonda dans la commune de Rumonge.

I.2.2. Histoire administrative de la commune de Vyanda

Faisant partie de l'ancienne chefferie du Bututsi, Vyanda fut érigée au niveau d'une commune par le Décret-loi n° 1/29 du 24 septembre 1982 portant délimitation des provinces et communes de la République du Burundi[1].

Au départ, malgré son appelation, la chefferie du Bututsi ne couvrait pas d'abord toute la région naturelle du Bututsi .Il est vrai que la plus grande partie se trouvait dans le Bututsi , mais aussi une partie considérable était dans le Mirwa et dans l'Imbo, avec une petite partie dans le Mugamba .La chefferie du Bututsi était limitée au Nord par la rivière Kibarazi qui la séparait du Bututsi–

[1] *BOB* n° 7 à 9/83 , p.172.

Sud ; au Nord–Est se trouvait le Bunyambo en territoire de Rutana Sud-Est et au sud, la rivière Nyengwe séparait le Bututsi du Bukurira . La rivière Murembwe quant à elle constituait la limite Ouest de la chefferie du Bututsi.

Comme notre travail se limite à la seule commune de Vyanda, nous ne pouvons pas prétendre faire une étude approfondie de l'histoire administrative de la chefferie du Bututsi, plutôt nous nous limiterons à la seule région de Vyanda.

Tout d'abord, la région de Vyanda fut disputée entre plusieurs pouvoirs et plusieurs influences. Au départ, avant l'implantation des Batare, il n'y avait pas de centralisation de pouvoir comme tel dans la région. Il y avait des chefs de clan qui étaient ainsi reconnus par les membres d'un clan déterminé comme l'écrit Misago Domitien :

> «A l'époque où les déscendants de Birori poussent vers le Sud et arrivent à Vyanda, Nterekeye, fils de Bikura était le chef des Bahinda et Magembe celui des Bacaba. » [1]

Nous pourrions dire que le clan constituait une entité autonome du fait qu'il occupait une contrée bien précise avec un chef de clan « indépendant ». Mais le terme indépendant est assez relatif étant donné qu'eux- mêmes reconnaissaient l'autorité royale malgré l'absence d'un prince de sang dans la région.

Vers la fin du règne de Ntare Rugamba c'est- à- dire à la fin des années 1840, ses fils sont déjà solidement implantés au Nord , à l'Est et au Centre du Bututsi. Vers 1880, les Batare descendants de Birori (un des fils de Ntare) qui étaient déjà au Bututsi, progressent vers le Sud dépourvu de pouvoir alors que c'était une région riche en hommes, en bétail et en pâturages. Ecoutons ce témoignage receuilli par Misago Domitien à propos de l'arrivée des premiers Batare au Sud à Vyanda :

> « *Igihugu catanguye Birori vya Ntare afata Vyanda, Nzove na Bukurira , akura abahutu, abaganwa n'abatware rero agerera mu Bihari. Abatutsi baramugarariza baranka kumwumvira. Araheza rero aduga kwa se. Birori ati ico gihugu kimeze neza ariko abantu ntibumvira. Ntare ati ugende rero ukoranye abantu, ufate imiheto mukinyage. Abahutu bo rero baramwumvira. Ati (Birori) none mumfashe ,tunyage igihugu co mu Mivo, dusehere inka ku Ndagano. Aho rero abantu baraherera muri Siguvyaye.*

[1] Misago, D., *Ndugu et la chefferie du Bututsi (1870-1933),* Mémoire de Licence en Histoire, Bujumbura, U.B, FLSH, 1981, p.12.

Birori aravyara Ruganyu na Mudari , Mudari akaja i Bukurira , i Vyanda naho Ruganyu. Birori rero arahava aratunganya igihugu ku nkoni »

Ce qui peut être ainsi traduit :

« Le pays (la région) a été occupé pour la première fois par Birori , fils de Ntare. Il prit Vyanda, Nzove et Bukurira, chasse les chefs et sous-chefs hutu et s'installe à Bihari. Les Batutsi se sont rebellés en refusant de l'écouter. Il est ensuite retourné chez son père. Birori dit à Ntare que ce pays était intéressant, mais que les gens n'obéissent pas. Ntare lui dit : « va alors et rassemble les gens, tu prends des armes, razzies ce pays ». Les Hutu lui ont obéi. Il (Birori) leur dit: alors aidez- moi , razzions ce pays de Mivo en emenant les vaches à Ndagano. Entre-temps, les gens ont péri dans la Siguvyaye. Birori a donc engendré Ruganyu et Mudari. Mudari alla à Bukurira et Ruganyu à Vyanda. Birori parvient à pacifier le pays par la force » [1].

Bien que les Batare contrôlaient la majeure partie du Sud du pays dont la région de Vyanda qui était sous l'autorité du prince un tare Ruganyu, on ne peut leur reconnaître une administration bien organisée ; une absence d'autorité plongeait la région dans le chaos. Ceci parce que même si les chefs de clans se voyaient évincés par les Batare en place, ils étaient toujours écoutés dans leurs clans. Des conflits fréquents entre princes batare et chefs de clans caractérisaient la vie quotidienne de la région et la pratique la plus courante pour le règlement des comptes consistait en échange de coup de lances, de flèches, d'épée, etc.

C'est suite aux abus causés par les Batare ou leurs descendants dans la région que les chefs de clans dont Nterekeye pour les Bahinda et Magembe pour les Bacaba sont allés à la cour de Mwezi pour réclamer un prince pour y rétablir l'ordre. Ainsi donc, le roi Mwezi Gisabo envoya son fils Sebudandi pour administrer la région de Vyanda qui était devenue ingouvernable comme le témoigne ce récit sur l'implantation de Sebudandi dans le Sud :

Q. « Savez-vous comment Sebudandi est venu à Vyanda ?
R. Pour venir ici, il a été amené par Nterekeye, fils de Bikura du lignage des Bahinda. On avait tué Cabureze. Les Bahinda étaient en voie d'extinction.
Q. Qui était ce Cabureze ?
R.Un Mutare

[1] Misago, D., *op .cit*, p.15.

Alors Nterekeye alla chez Mwezi et lui dit :
« Roi du Burundi, la région de Vyanda est abandonnée à elle- même, elle n'a pas de chef. »
Entre-temps les Batare sont à sa recherche. Une fois à la cour, Mwezi lui offre un taureau et lui dit d'aller réintégrer les siens sur leurs terres.
Nterekeye de répondre:
« Même si vous me donnez ce taureau, Roi du Burundi, donnez- moi un prince qui va gouverner la région de Vyanda »
Et Mwezi de dire :
« Oui, d'accord, je vous confie Sebudandi »
Alors Sebudandi est venu avec sa femme Nyanzira et s'est installé à Mahonda, près de Bururi. Après, il a abandonné Nyanzira, après avoir eu d'elle Kagunge. Il a alors épousé Karinganire quand il vint à Vyanda, à Kabuye[1]. Il a alors gouverné la région de Vyanda qui était devenue ingouvernable.
Q.Quand Sebudandi est venu, est-ce qu'il s'est installé tout simplement ou il a dû combattre les Batare ?
R.Ooh, Ooh! ils se sont bien sûr battus.
Q.Puisqu'il venait juste d'arriver, où est-ce qu'il a trouvé ses guerriers ?
R . Les natifs d'ici ont combattu à ses côtés, nos grands-pères étaient là, les Nterekere, les Rucano, les Birasa de chez vous et d'autres »[2].

Dès son arrivée, il (Sebudandi) déclenche une guerre contre les Batare (surtout les descendants de Birori) trouvés sur place mais l'action la plus remarquable en ce sens sera menée par son célèbre fils Ndugu. Jusqu'à sa mort Sebudandi et ses fils Kagunge installé à Ntunda et Setwano à Rweza contrôlaient toute la région de Vyanda et étaient aidés par les anciens chefs de clans dont voici quelques uns[3] :

Noms	**Lieu**	**Clan**
1.Rucano	Kaganza	Mushingo
2.Muhwabure	Mazinga	Murimbi
3.Kivuto	Karehe	Munyagisaka
4.Bategereza	Bugeni	Mumweka
5.Birasa	Kwibuye	Mugani
6.Rwirirwa	Gitaramuka	Muzigaba
7.Nkaramura	Kigwena	Mucaba
8.Mpakuro puis Bicumba	Mwisango(vers Kigwena)	Bashubi
9.Kamata	Karirinvya	Murama
10.Ndayarinze	Gitwaro	Muhinda

[1] Actuellement Kabuye est devenu Kabuza (sur l'actuelle colline de Gitwaro) après la mort de Sebudandi.
[2] Mworoha, E., (sous la dir.), *Histoire du Burundi. Des origines à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Hatier, 1987, p.249
[3] Misago, D., *op. cit.*, p.35

La plupart de ces chefs de clans continueront à exercer leurs fonctions, même après que Ndugu eut pris le pouvoir. Ce denier a également marqué l'évolution socio-politique de sa chefferie en brisant l'influence des Batare au profit des Bezi.

I.3. Les relations économiques de la commune avec les communes voisines

L'autarcie socio-économique parfaite n'existe pas, qu'on soit dans une microsociété ou dans une superstructure étatique. Il est acquis que la cellule familiale dans notre entité d'étude ne pouvait en aucun cas produire tous les biens dont elle avait besoin pour l'autoconsommation. D'où il était toujours impératif de recourir sous quelque forme que ce soit à des échanges et à plusieurs niveaux : les échanges locaux, de maisonnée à maisonnée, se passant sous forme de cadeaux mutuels de vivres et le commerce régional jouant sur la complémentarité entre zones d'échange.

Il a existé des relations économiques permanentes entre la commune de Vyanda et les communes voisines : Rumonge, Nyanza-lac, Vugizo et Bururi. Ces relations tenaient compte des spécificités de chaque région en matière agricole et pastorale. En effet, des productions de certaines communes faisaient défaut dans d'autres : Du petit pois, de l'éleusine, du maïs sans oublier les produits d'élevage de la commune de Vyanda et l'huile de palme, la banane et le manioc de l'Imbo. Même si le poisson était relativement abondant dans l'Imbo, sa pénétration dans la commune de Vyanda est relativement récente. Dans le temps, d'après les informations recueillies, les habitants du Bututsi ne mangeaient pas de poisson pour deux raisons à savoir la crainte du risque d'attraper la fièvre ou que leurs vaches ne donneraient plus de lait. En revanche, les gens de Vyanda n'étaient pas absents dans les marchés de l'Imbo comme Kigwena, Karonda, Mugara et Rumonge dans la commune de Rumonge ainsi que Mpinga et Rubanda respectivement en commune Vugizo et Nyanza-Lac. Ils pouvaient aussi être approvisionnés par des intermédiaires ; des marchands colporteurs appelés communément « *Abayangayanga* ».

Il est sans doute utile de nous demander qui sont ces gens dont les véritables motifs de l'échange étaient lucratifs. Nous connaissons un peu mieux les « *Bayangayanga* » grâce aux recherches de George Smets[1]. Ils étaient en effet des colporteurs ambulants, originaires du Buragane et de l'Imbo, initiés au commerce par leurs contacts avec les Zanzibarites et les Swahili venus de l'Est africain et établis le long du lac Tanganyika. Ils ne s'intéressaient pas uniquement au trafic des produits vivriers étant donné qu'ils achetaient des habits, des fils et des anneaux de cuivre utilisés comme bijoux (*Inyerere* et

[1] Smets, G., « Commerce, marchés et spéculation chez les Barundi », *Congo, I,* s.l., 1930, pp.568-574.

Imiringa), des bracelets, pour ne citer que ceux-là. En échange, ils ramenaient aux marchés de la plaine du bétail, des peaux, du beurre, des produits agricoles qu'ils revendaient avec intérêt. Smets notait que ces commerçants ne cultivaient jamais, que seules leurs femmes vaquaient aux travaux champêtres.

Il nous semble pourtant qu'il a oublié un rôle important qu'ils ont joué. En effet, ces hommes, outre les marchandises qu'ils proposaient aux habitants des communes d'échange, renseignaient les gens sur les régions plus fortunées que les autres en vivres ; informations extrêmement intéressantes surtout en période de famine ou de disette. En cela, ces connaisseurs par leurs voyages ont parfois rendu service aux régions en proie à des difficultés vivrières en leur faisant découvrir les lieux d'approvisionnement. Ainsi à la période de décembre/janvier qui correspond à peu près à la soudure dans les hautes terres de Vyanda, les habitants de l'Imbo voyaient les gens des hauteurs[1] arriver chez eux pour s'approvisionner en denrées alimentaires. Il semble que d'autres partaient définitivement pour l'Imbo en ces périodes de disette. Ceux qui s'y installaient temporellement ne revenaient qu'une fois la situation agricole rétablie. Une analyse a été faite par Célestin Niyongabo:

> « A côté des migrations de longue durée ou définitives, il y a des mouvements migratoires saisonniers. L'ensemble des Burundais des hautes terres qui sortent de leur cadre familial à la recherche d'un travail salarié dans l'agriculture et le commerce, composent un courant de migration de travail. Les plantations de café, de palmier à huile, font appel à une main d'œuvre massive »[2].

Cependant, à côté de ces échanges à caractère commercial, il subsistait des échanges socio-économiques tenant aux relations interhumaines entre les habitants de la commune de Vyanda avec ceux du Bukurira, du reste du Bututsi et de l'Imbo. Il s'agit entre autres des dons et contre dons faits lors des événements familiaux, des visites réciproques, des cadeaux de remerciement pour un terrain ou une vache reçue, des échanges entre parentés étant donné que les déplacements définitifs avaient créé des réseaux de parenté dans différentes régions. Bref, des relations multiformes témoignant de bons rapports entre les gens des régions frontalières.

Malgré la diversité des catégories sociales dans la région, les relations entre ces dernières en générale celles entre hutu et tutsi en particulier étaient bonnes jusqu'à la veille des évenements de 1972. Seulement, les mariages mixtes (entre hutu et tutsi) n'étaient pas fréquents du simple fait de la tradition.

---

[1] Ab'iyo ruguru dans le jargon de la plaine.

[2] Niyongabo, C., *Rumonge: Centre économique du Sud de l'Imbo,* Bujumbura, U.B., .F.L.S.H./Histoire, Mémoire, 1978, p.59.

Dans le temps, d'après les informations reccueillies, les familles hutu avaient une vocation plus agricole que pastorale alors que pour les jeunes filles tutsi, les familles riches en troupeaux et avec des terres fertiles étaient les plus préférées[1].

Bien plus, les familles hutu étaient méprisées et pour un jeune garçon tutsi contracter un mariage dans ces familles hutu n'était qu'une trahison. Toutefois, d'autres faits témoignant de bonnes relations entre les Hutu et les Tutsi existaient notamment les échanges de dons et les visites entre les Hutu et les Tutsi soit de la même commune ou des communes voisines.

Malgré les rapports fructueux, la commune de Vyanda n'a pas été à l'abri des courants socio-politiques liés à l'éveil des consciences ethno-centrifuges découlant, comme nous allons le voir tout de suite d'une série d'antécédents historiques qui, au fur du temps dégénéreront en une crise sans précédent à savoir la crise d'avril-mai 1972.

[1] Témoignage de Nyabenda Marcien, Bwatemba, 16 juin 2004

Chapitre II : Cadre d'émergence et manifestations du phénomène ethnique dans la vie socio-politique burundaise.

Jusqu'à la veille de l'invasion étrangère, le royaume du Burundi se classait parmi les royaumes les plus puissants de la région interlacustre grâce à son unité comme l'écrit Joseph Gahama :

« Le Burundi était habité par une population dense parlant la même langue, ayant la même culture et consciente d'appartenir à une même nation dirigée par le même Mwami (Roi) »[1]

Par contre, la puissance coloniale surpris par le niveau d'organisation administrative rencontré au Burundi à son arrivée elle a utilisé tous les moyens pour briser cette organisation dans l'optique de régner sur un peuple sans unité.

Dans la même logique de diviser pour régner, le colonisateur a essayé de démontrer l'existence de trois ethnies au Burundi en dégageant des critères de différenciation entre les composantes sociales à savoir : les Hutu, les Tusti et les twa allant des caractéristiques physiques, morales et intellectuelles mais aussi en tenant compte de l'activité préférée par telle ou telle composante.

Contrairement à ce que le naïf croit trop facilement, il est très difficile voir impossible de distinguer les différentes composantes sociales à base des descriptions caricaturales. Toutefois, ces descriptions ne sont pas moins racistes. C'est ainsi que l'homme blanc, en l'occurrence le colonisateur se considérant comme supérieur au nègre a présenté les Hutu comme des vrais nègres, donc des êtres inférieurs. Par contre, les Tutsi étaient décrits comme des européens sous une peau noire, donc supérieurs aux Hutu.

A force de le dire, toutes ces descriptions ont développé un complexe d'infériorité chez les uns et de supériorité chez les autres. Ce qui sera par après un facteur non négligeable dans l'évolution de l'ethnisme au Burundi.

A part ces descriptions physiques, des jugements moraux ont été aussi avancés où les Tutsi étaient élevés à un niveau d'intelligence supérieur à celui des Hutu. Ces jugements globalisant ont injustement infantilisé les Hutu au moment où ils rehaussent les Tutsi parce que parmi les Hutu et les Tutsi, il y en a qui sont intelligents et d'autres qui ne le sont pas.

---

[1] Gahama, J., *Le Burundi sous administration Belge. La période du mandat 1919 – 1939,* Paris, Karthala, 1983, p. 257.

Bref, toutes ces fausses considérations à force d'être reprises sans cesse servirent de modèle pour caractériser les diverses composantes de la population burundaise. C'était en réalité une façon de cautionner les idées discriminatoires.

C'est dans ce cadre qu'une injustice sociale s'est manifestée d'abord dans la formation de l'élite intellectuelle ensuite dans la gestion des affaires publiques. Les écoles furent créées par les missionnaires d'abord et par les coloniaux ensuite. Ceux-ci s'adressaient à l'autorité locale pour désigner les candidats. Comme les chefs et les sous-chefs ne voulaient pas réduire le nombre de travailleurs potentiels en envoyant les enfants hutu à l'école, seuls les enfants tutsi furent appelés à l'enseignement.

II.1. La discrimination dans les écoles

La politique scolaire belge appliquée au Burundi sous le mandat, consistait à privilégier la composante sociale tutsi au détriment des autres. L'enseignement devait former une élite favorable à l'implantation coloniale et missionnaire. Plus proches des habitants que les Administrateurs par leurs lieux de résidence surtout que les missions étaient plus nombreuses que les postes administratifs, par la connaissance de la langue et des coutumes, les missionnaires étaient les agents tout désignés pour répandre la « civilisation ». Le rapport d'administration de 1925 l'explique clairement :

> « Les missions religieuses sont mieux qualifiées et mieux outillées que toute autre institution pour répandre largement dans le pays les bienfaits de l'éducation »[1].
>
> Toutefois l'administration devait appuyer les missions dans cette tache comme le montre le même rapport :
>
> « Il appartient à l'Etat par l'octroi des subsides suffisants, d'amener les missions à perfectionner leur outillage scolaire et à développer le programme de leurs écoles »[2].

Malgré tous ces atouts pour dispenser une formation de qualité, l'administration belge limita cette formation à une petite élite où les enfants étaient éduqués selon le mode de vie occidental. A propos de cette élite, Joseph Gahama nous dit ceci :

> « d'une manière générale, on chercha à donner à la masse une petite formation. On toléra une petite élite mais uniquement

[1] *Rapport d'administration belge du Ruanda-Urundi de 1925.*
[2] Ibidem.

> choisie dans la classe dirigeante dite coutumière et devant être éduquée à part dans une école où on remodela les cadres pour mieux les manipuler »[1].

Par cette politique éducative, la puissance mandataire voulait se faire accepter auprès de la population par le biais des intermédiaires ouverts à la civilisation occidentale. C'est pourquoi pendant le recrutement, l'administration belge favorisait les fils des chefs, des sous-chefs et des notables. Joseph Gahama parle de ce favoritisme envers les fils des chefs lors du recrutement surtout au Groupe scolaire d'Astrida.

Il dit ceci :

> « Le recrutement, bien qu'obéissant à quelques critères, fut toujours « arrangé » au profit des fils de chefs. Entre autre conditions hormis une bonne intelligence, une bonne santé et la réussite au concours, il fallait avoir une taille minimum de 1,40 m à seize ans. Ce critère semblait être destiné à fermer la porte aux Bahutu dont on estime que la taille n'atteignait généralement pas cette hauteur. Mais les chefs ayant un commandement échappaient à cette réglementation. Eux seuls pouvaient être admis sans examen, doubler une fois, si la raison en était fondée »[2].

Toutefois, dans les Ecoles officielles dites Ecoles de fils de chefs, des Hutu étaient admis souvent pour atteindre les effectifs souhaités comme ce fut le cas à l'Ecole de Gitega :

> « L'Ecole de Kitega n'a pas rencontré, jusqu'à présent auprès des notables Barundi le même succès que l'établissement similaire du Rwanda ; aussi accepte-t-elle, pour parfaire le nombre de ses élèves, des enfants de race muhutu »[3].

Cette idée est confirmée par Joseph Gahama quand il écrit qu' « on accepta, à contre cœur, d'admettre des enfants bahutu pour atteindre le nombre d'élèves souhaités »[4].

De même, quelques Hutu et Tutsi parvenaient à réussir le concours d'entrée au Groupe scolaire d'Astrida et à y poursuivre leurs études. Mais par rapport aux Ganwa et Tutsi, l'effectif des Hutu restait insignifiant.

---

[1] Gahama, J., *op. cit.*, p.245.
[2] Idem, p.253.
[3] *Rapport de l'administration belge du Rwanda-Urundi de 1931.*
[4] Gahama, J., *op. cit.*, p.247.

L'Ecole a beaucoup contribué dans la discrimination ethnique. Les Bahutu ont connu une grande frustration car ils ont été traités comme des incapables et ainsi écartés de la scolarisation. Une certaine classe de Tutsi en a tiré quelque orgueil car l'administration belge ne faisait que vanter leurs qualités au détriment des Hutu. Dès lors, un comportement de méfiance s'observe dans les deux camps.

Au regard de toutes ces conditions de faveur attribuées à une composante sociale au détriment des autres, nous sommes dans le droit de parler d'une discrimination ethnique dans les Ecoles au Burundi pendant la période du mandat. Etant donné que la formation des indigènes était la mission confiée à la Belgique par l'ONU[1], il a fallu, pour la Belgique, former une élite et la diviser pour qu'elle ne se coalise pas contre elle pour revendiquer l'indépendance.

Chose étonnante, les Barundi ont été influencés par ces stéréotypes raciaux véhiculés par l'idéologie coloniale. L'administration coloniale réservait un traitement de faveur à une composante sociale sur base de ces mêmes préjugés et stéréotypes raciaux, et à force de les répéter dans les Ecoles, les Barundi surtout l'élite, qui avait suivi et écouté le colonisateur, y ont finalement cru.

II.2. La Discrimination des Hutu dans l'appareil administratif

Depuis les années 1930, les autorités coloniales ont adopté une politique de réorganisation administrative consistant à grouper les chefferies en entités administratives plus solides. Jean Ghislain, un ancien administrateur de territoire au Burundi nous donne l'esprit de la réorganisation politique de 1929-1945 :

> « Dès 1929 l'administration s'attaqua à la réorganisation politique sans laquelle dans ce pays aucun progrès n'était possible. Le Mwami avait des terres personnelles aux quatre coins du Burundi. Aucun chef n'avait son fief d'un seul tenant, mais des terres isolées en plus de sa terre principale. Certains avaient des chefferies énormes, d'autres des principautés minuscules de cent familles. Les sous-chefs étaient extraordinairement nombreux, et tout ce monde pressurait le pays. Il était donc illusoire de s'attacher à réprimer les exactions si on ne procédait pas d'abord au regroupement des chefferies et de sous-chefferies en limitant par

[1] Mariro, A., *Burundi 1965 : La première crise ethnique. Genèse et contexte géopolitique*, Paris, L'Harmattan, octobre 2005, p.35.

> voie de sélections successives, le nombre de commandements territoriaux et les autorités détentrices du pouvoir »[1].

Si on s'en tient à ce passage, la réorganisation aurait été motivée par le souci d'entreprendre le progrès du pays en effaçant d'abord toutes les barrières, essentiellement l'extrême morcellement du pays. A y regarder de près, « les motifs retenus pour procéder à ces destitutions sont les exactions graves et abus, les délits de droit commun, l'incapacité ou le manque d'autorité »[2].

L'effectif des chefs hutu a progressivement diminué depuis la réorganisation administrative de 1929 jusqu'à devenir nul en 1945. Ecoutons Joseph Gahama à ce sujet :

> « De 20% du nombre global des chefs en 1929, ils tombent à 7% en 1933 et à 2% en 1937. En 1945, ils ont été complètement balayés. »[3]

Par contre, les Tutsi constituent un cas à part car en dehors de toute légitimité traditionnelle, il y en avait parmi eux qui étaient liés aux grandes familles ganwa par des alliances matrimoniales contractées depuis très longtemps entre elles. Ceux-là furent tolérés. Toutefois, l'écart entre l'effectif des Ganwa et celui des Tutsi maintenus était énorme. Les principaux bénéficiaires de cette réorganisation furent donc les chefs bezi qui passèrent de 26% en 1926 à 48% en 1945, les Batare qui passèrent de 31% en 1929 à 23% en 1945, ainsi que les chefs tutsi qui montèrent de 23% en 1929 à 29% en 1945[4].

Par cette réorganisation administrative, les autorités belges venaient d'entretenir la haine entre les Bezi et les Batare car ces derniers ont été destitués au profit des chefs bezi comme nous l'avons constaté même dans notre entité d'étude dans les pages précédentes. De plus, ces remaniements administratifs ont engendré des frustrations dans les milieux hutu qui se retrouvaient écartés du pouvoir politique et une des conséquences tardive de cette exclusion sera l'éveil de la conscience ethnique dans tout le pays.

Toutefois, à côté de cette responsabilité du colonisateur dans l'implantation de l'idéologie divisionniste au Burundi, il y a d'autres facteurs qui ont contribué à accentuer la haine entre les deux principales composantes

---

[1] Ghislain, J., *La féodalité au Burundi, Br*uxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 1970, p.57.
[2] Gahama, J., *op.cit*, p.81.
[3] Idem, p.116.
[4] Idem, p.104.

(hutu et tutsi), et partant le conflit ethnique burundais. Il s'agit de l'imitation de la révolution rwandaise de 1959, l'ethnisation de certains événements par l'élite burundaise comme la conquête de l'indépendance ; les assassinats politiques ; les élections de 1965 ainsi que les deux complots de 1969 et 1971 qui développèrent la haine ethnique dans les milieux hutu d'autant plus que les comploteurs tutsi ont été libérés alors que pour un même délit les comploteurs hutu de 1969 avaient été exécutés.

II.3. La révolution sociale rwandaise de 1959

L'impact des événements survenus au Rwanda en 1959 occupe une place de choix dans l'évolution socio-politique du Burundi. En effet, à la Toussaint, le 1er novembre 1959, « une révolte sanglante, dirigée par le Parti du Mouvement pour l'Emancipation Hutu (PARMEHUTU), le plus puissant et exclusivement formé de Hutu, comme son nom l'indique, renverse la monarchie séculaire, chasse le roi, aboutit à l'exil et au massacre d'une partie de la couche dominante tutsi »[1]

Après le forfait, les révolutionnaires ont installé un régime exclusivement hutu. Les événements du Rwanda ont ainsi engendré une psychose dans les milieux tutsi du Burundi qui venaient d'accueillir des réfugiés tutsi du Rwanda.

Bien plus, le transfert du pouvoir au PARMEHUTU suggéra à quelques membres de l'élite hutu du Burundi, une occasion d'exploiter la même voie pour acquérir le pouvoir comme venaient de le faire leurs frères du Rwanda.

Cette situation empesta vite les rapports entre les composantes sociales du Burundi et cet état de choses marquera le Burundi durant pratiquement toute la période post-coloniale. Ecoutons Jean-Pierre Chrétien à ce propos :

> « C'est moins l'héritage direct de l'action coloniale que l'exemple de ce qui se passait dans le pays voisin, le Rwanda, à partir d'une situation différente, mais riche en analogies qui déclenche l'inflation des crispations ethniques au Burundi. Et à chaque étape de la tension politico-ethnique dans chacun des deux pays, le rôle ou simplement le regard de l'autre sont observés avec anxiété et acrimonie. Il s'agit à la fois d'un jeu de miroir et d'un engrenage d'interactions »[2].

Les événements du Rwanda ont donc engendré une méfiance réciproque entre les Hutu et les Tutsi du Burundi ainsi qu'une course au pouvoir. Bien

[1] Tannenwald, P., « Les origines du génocide au Burundi », *Le Soir*, 1er juin, 1972.
[2] Chretien, J.P., *Le défi de l'ethnisme : Rwanda et Burundi : 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997, p.157.

plus, on peut dire qu'à la lumière des événements du Rwanda il y a eu au Burundi l'éveil des consciences ethniques que l'élite va aiguiser à travers les programmes des partis politiques lors des campagnes électorales aux élections communales et législatives d'avant l'indépendance du Burundi.

II.4. L'ethnisation de la lutte pour l'indépendance

Durant la période des années 1960, l'Afrique a été caractérisée par la revendication des indépendances dans nombre de pays. Partout, les Africains aspiraient à l'indépendance mais les colonisateurs se résignaient plus ou moins vite à les accorder.

Au Burundi, comme les autorités coloniales avaient réservé un traitement de faveur aux Tutsi au détriment des Hutu, celles-ci ont été déçues par le militantisme qui a caractérisé les Hutu et les Tutsi dans la revendication de l'indépendance.

Cependant, les partis politiques en compétition s'étaient regroupés sur des objectifs inconciliables : l'indépendance immédiate pour l'UPRONA d'une part ; la démocratie avant l'indépendance pour le PDC d'autre part. Ecoutons Siméon Barumwete à ce sujet :

> « Malgré la présence des partis politiques pro-hutu, au Burundi (...), la pomme de discorde entre les partis burundais fut la date de l'indépendance et non les problèmes ethniques. »[1]

Face à cette divergence d'opinions, les autorités belges ont soutenu les partis qui « insistèrent sur une préalable démocratisation des institutions avant l'accession du pays à l'indépendance »[2]. Ce soutien n'était pas un fruit du hasard dans la mesure où l'autorité belge ne voulait pas lâcher le pouvoir. Elle a donc montré aux Hutu qu'il fallait une démocratisation des institutions où ceux-ci seraient associés au pouvoir sinon l'indépendance ne serait profitable qu'aux Tutsi minoritaires.

A y regarder de près, les autorités belges n'allaient pas accélérer la démocratisation des institutions ni la formation des cadres réclamées par ces partis partisans d'une indépendance retardée, alors qu'après la réussite de ces deux programmes, les cadres formés allaient contraindre les colonisateurs à plier bagages.

---

[1] Barumwete, S., *Contribution à l'étude de l'idéologie hamitique comme facteur de l'ethnisme et de violence au Burundi,* Mémoire, Bujumbura, U.B, 1998, p.68.

[2] Gahama, J., « Les partis politiques et la recherche de l'indépendance au Burundi », *Histoire de l'Afrique de l'Est (XIX^e^s-XX^e^s),* Actes du colloque organisé par le département d'Histoire de l'Université du Burundi, Paris, Karthala, 1991, p.136.

Malgré les tentatives de retarder l'indépendance, c'est le parti UPRONA qui réclamait une indépendance immédiate qui triompha aux élections du 18 septembre 1961 et 58 sièges lui reviennent sur 64[1] qui seront attribués à des Hutu comme à des Tutsi. Le parti UPRONA sous la conduite du Prince Louis Rwagasore, était rassembleur contrairement à certains autres partis qui avaient un caractère ethnique. Mariro écrit à ce sujet que la victoire de l'UPRONA était « incontestable aux yeux de la communauté internationale car largement national et sans étiquette ethnique »[2].

Cependant, le Prince Louis Rwagasore sera victime de son nationalisme. Il fut assassiné le 13 octobre 1961 à l'instigation du parti adverse le PDC[3], dominé par les Batare manipulés par la puissance tutélaire. Sa mort laissa un grand vide. C'est ainsi que, dès cet assassinat, le pays s'achemina progressivement vers une crise politique qui explosa de manière spectaculaire en 1965.

II.5. L'année 1965, un tournant décisif pour le Burundi

L'année 1965 va conditionner la vie politique du pays comme l'écrit Julien Nimubona :

> « Incontestablement, l'année 1965 correspond à une année décisive dans l'élaboration et la structuration des représentations politiques .»[4]

C'est une période de troubles jalonnée par une histoire d'assassinats politiques, de violence collective mais aussi d'une montée en flèche vers son paroxysme de l'ethnicité. Ainsi l'assassinat, le 15 janvier 1965, du Premier ministre Pierre Ngendandumwe, un leader hutu développe la tension entre les Hutu et les Tutsi. L'opinion que les Hutu s'étaient mise en tête est que le Premier ministre a été assassiné par les Tutsi dans l'objectif d'exclure les Hutu du pouvoir et ce en partant du sommet. Toujours à propos des mobiles de cet assassinat, Augustin Mariro nous dit ceci:

> « pour les propagandistes du parti PARMEHUTU au Rwanda et les partisans de l'ethnisation politique au Burundi (le Hutu), Ngendandumwe avait été assassiné par une catégorie de Tutsi opposée radicalement au fait qu'un Hutu puisse gouverner »[5].

---

[1] Mariro, A., *op.cit*, p.107.
[2] Idem, p.110.
[3] Idem, p.112.
[4] Nimubona, J., *Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi,* Paris, Presses Universitaires de Septentrion, 1998, p.457.
[5] Mariro, A., *op.cit*, p.171.

Un vide politique s'est installé et cette absence de pouvoir a favorisé, non seulement la crise politique mais aussi et surtout la crise morale. Face à cette situation, la réaction ne s'est pas faite attendre car les élections parlementaires de mai 1965 se sont passées sur des bases exclusivement ethniques[1]. Le P.P (Parti du peuple), un parti à caractère ethnique qui avait disparu de la scène politique depuis l'accession du Burundi à l'indépendance revient sur la scène politique pour conscientiser les Hutu à voter des représentants hutu. Toute la campagne électorale et la propagande diffusée après l'assassinat du Premier ministre Ngendandumwe jusqu'au scrutin législatif du 10 mai 1965, allaient polariser les populations burundaises sur leurs origines ethniques. Au vue de cette situation, à la veille de son départ pour l'Europe, laissant ainsi son pays en proie aux propagandes ethnistes haineuses, le roi a adressé à la nation burundaise cet avertissement radiodiffusé:

> « L'assassin (de Ngendandumwe) est arrêté, et j'entends qu'il soit puni sévérement par la justice. La justice, la véritable justice au sens le plus noble du mot, exercée par des magistrats à la fois intègres et indépendants, dira son dernier mot. Je défends à quiconque de s'ingérer dans les affaires judiciaires. »[2]

Si on quitte le cadre national pour notre entité d'étude, on remarque que la commune de Vyanda n'a pas été épargnée par cette montée de l'intégrisme ethnique suscitée par les élections législatives de 1965. Evariste Ngayimpenda le montre clairement dans son ouvrage à travers ce témoignage reccueilli dans la même commune :

> « un dimanche, il vint tenir un meeting à Bwatemba. S'adressant à la foule, il dit : peuple de Bwatemba et d'ailleurs, vous savez bien que vous m'avez élu en tant que candidat de l'UPRONA. Mais depuis que j'ai été élu, les choses ont changé. C'est pourquoi j'ai quité l'UPRONA pour mon parti, le PP, suivez-moi au PP, vous ne serez pas déçus, je serai votre lumière. Tout le monde fut stupéfait, et un membre de l'assistance demanda : Monsieur le Bourgmestre ; jusqu'ici nous nous reconnaissons dans l'UPRONA. Qu'est ce que votre parti promet de mieux que l'UPRONA ? Si quelqu'un décidait de suivre, dans quel projet politique prétendrait-il s'inscrire ? Et le Bourgmestre lui répondit : ce n'est pas encore le moment d'en parler, suivez-moi seulement, vous ne serez pas déçus. (...) A part cette seule personne qui avait posé une question, laquelle est d'ailleurs restée sans réponse, les autres sont restées là, désamparées. (...) Tirant les léçons de la désapprobation populaire,

[1] Tannewald, P., article cite, p.6.
[2] *Infor-Burundi*, 144, 6 au 13 mars 1965

il a pris toute sa famille (sa femme et leurs 11 enfants) et ils ont fui vers Rumonge. Pour finir, nous l'avons, de trace »[1]

A part cette tentative de début de campagne pour le P.P., durant tout le reste de la période électorale la population de Vyanda ne connaîtra que le seul parti UPRONA. Ce monopole de l'électorat par l'UPRONA dans cette région s'explique par deux faits. D'une part, la population de Vyanda gardait en mémoire l'apport de l'UPRONA dans le mouvement de revendication de l'Indépendance et de ce fait ne voyait aucune autre organisation politique de même calibre pouvant le remplacer sur la scène politique et d'autre part l'élite intellectuelle hutu était presque inexistante à Vyanda pour défendre les idéaux du P.P. Cette abscence d'une élite hutu à Vyanda n'est pas le résultat d'une quelconque exclusion mais plutôt une situation liée à la position géographique de la grande majorité des Hutu. En effet, ces derniers occupent la région des Mirwa ; une région très fertile qui constitue par ailleurs le grenier de toute la commune. Au lieu donc d'étudier, les gens des Mirwa préfèrent investir dans l'agriculture et le commerce dès le bas âge.

A la surprise de tout le monde, l'UPRONA gagne ces élections avec 20 élus dont 9 Tutsi sur 10 du P.P dont aucun Tutsi. Toutefois, les Hutu ont été les plus nombreux au parlement et au lieu de montrer que c'était la victoire de l'UPRONA, certains députés extrémistes ont crié haut et fort la victoire des Hutu sur les Tutsi. Manirakiza écrit à ce sujet que si sur le plan des partis, c'est l'UPRONA qui avait gagné, dans la réalité «la plupart des 23 élus hutu se considéraient davantage liés par leur origine ethnique que par le parti ».[2]

Face à cette situation, les autorités craignaient que ce comportement ne débouche sur des troubles ethniques à l'instar de la révolution survenue au Rwanda voisin. Pour y faire face, le roi Mwambutsa Bangiricenge nomma un Premier ministre non-uproniste, un Ganwa du nom de Léopold Bihumugani. Cette nomination était contraire à la loi parce que « le choix par la cour d'un Premier ministre non issu de la majorité parlementaire va discréditer un système parlementaire qui, pour les uns, marginalise la minorité sociale et, pour les autres, apparaît comme une illustration du rejet de toute légitimité des urnes par cette même minorité »[3]. Quant au roi, il croyait, par cet acte, qu'il fallait pouvoir rassurer les Hutu et les Tutsi.

Contrairement aux attentes du roi, cet acte antidémocratique aggrava le problème ethnique. C'est ainsi d'ailleurs que certains extrémistes hutu tentèrent

[1] Ngayimpenda, E., *op.cit*, p.229
[2] Manirakiza, M., *La fin de la monarchie burundaise (1962-1966)*, Bruxelles, Le Mât de Misaine, 1990, p.66
[3] Thibon, C., « Les origines historiques de la violence politique au Burundi », Guichaoua, A., (sous la dir.), *Les crises politiques au Rwanda et au Burundi : 1993-1994*, Paris, Karthala, p.57

un coup d'Etat ethnique accompagné du massacre des Tutsi des collines Bugarama et Busangana. A ce propos, Julien Nimubona écrit :

> « Quelques mois plus tard, à la suite d'une tentative de coup d'Etat contre la monarchie et des massacres de Tutsi de Busangana et de la colline Kavumu organisés par un groupe de civils et militaires Hutu, ce sont la plupart des députés et cadres politiques et administratifs de cette composante qui étaient liquidés après des procès sommaires ».[1]

En fait, dans la nuit du 18 au 19 octobre 1965 fut tenté un coup d'Etat organisé à la manière de la révolution rwandaise, c'est-à-dire un soulèvement de l'armée visant « le renversement des structures et des institutions de l'Etat, le massacre des Batutsi, la proclamation de la République et l'accaparement de la direction du pays par une poignée d'individus au nom d'une ethnie. »[2]

Avec cette action, l'extrémisme hutu venait d'atteindre son paroxysme surtout que le pays n'avait jamais connu des gens liquidés systématiquement du simple fait de leur appartenance ethnique.

En effet, ce soulèvement visant les populations civiles tutsi succédait à une révolte des militaires hutu du corps de la gendarmerie à Bujumbura conduite par le Major Serukwavu, le secrétaire d'Etat à la gendarmerie. Les mutins envahissent le palais royal dans le but d'assassiner le Roi mais n'y parviennent pas. Le Roi, après avoir échappé de justesse à la mort s'est réfugié au Congo d'abord, puis s'est installé en Suisse.

Quant aux mutins, « Serukwavu et quelques-uns de ses amis se réfugieront au Rwanda, où ils recevront un accueil chaleureux mais mêlé de regrets »[3].

Dès lors, le pays était plongé dans un chaos. Ce vide de pouvoir donna l'opportunité au Capitaine Michel Micombero qui destitua Ntare V et proclama la République le 28 novembre 1966. Dès cette date, le pays ne cessa d'être secoué par des tentatives de coup d'Etat à caractère ethnique ou même régionaliste comme ceux de 1969 et de 1971. Malgré l'impact national sur l'éveil des consciences ethniques et régionnalistes de ces complots hautement politiques visant le renversement du pouvoir en place, notre entité d'étude ne sentira pas le poids de ces derniers. Cette situation est due au fait que la commune de Vyanda est éloignée du pouvoir central. Ainsi donc, les effets des

---

[1] Nimubona, J., *op. cit.*, p.457

[2] République du Burundi, *Rapport de la commission chargée d'étudier la question de l'unité nationale,* Bujumbura, avril, 1989,p.92

[3] Rutabuzwa, B., *Rwanda et Burundi : Les nouveaux sorciers*, Paris, 1979, p.75.

complots pareils diminuent au fur et à mesure qu'on s'éloigne du pouvoir central.

II.6. Le complot ethnique de 1969

Après une année au pouvoir avec l'objectif de marquer le premier anniversaire de la proclamation de la République par des actes de clémence dans le but de réaliser la réconciliation nationale et la mobilisation de tous les citoyens à la cause de la révolution du 28 novembre 1966, le capitaine Michel Micombero a proclamé une amnistie pour tous les auteurs d'infractions purement politiques commises avant le 22 novembre 1967. Cette mesure concernait notamment les auteurs d'infractions d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. [1]

Malgré l'acte du Président Micombero, des rumeurs et des plaintes autour de la question ethnique réapparurent parmi l'élite hutu au cours de l'année 1968. Ecoutons Julien Nimubona à ce propos :

> «Au courant de l'année 1968, il règne au Burundi une atmosphère irrespirable de haine et de suspicion entre les élites politiques, hutu contre tutsi d'un côté, tutsi de Bururi contre ceux de Muramvya de l'autre ».[2]

Ce climat déboucha sur la prépration d'un coup d'Etat en 1969 par des militaires et des civils hutu comme le souligne Marc Manirakiza en précisant même les lieux des réunions de préparation du coup :

> « En septembre 1969, les réunions se succédèrent chez Barnabé Kanyaruguru qui avait pris la tête du mouvement. D'autres réunions se tinrent chez André Kabura, Jonathas et Venant Ntwenga à Kamenge. C'est ce denier qui, d'après certaines rumeurs, vendit la mèche. Le pouvoir soupçonna également ce groupe d'avoir provoqué la formidable explosion du camp militaire de Muha (Bujumbura) qui avait détruit un important stock de munitions en mars 1969. Les militaires hutu de Ngozi se réunissaient à proximité de la rivière Nkaka où ils furent arrêtés sans difficulté »[3].

Ces réunions de préparation sont aussi confirmées par Evariste Ngayimpenda quand il écrit que « le complot de 1969 est parfois désigné sous

---

[1] *BOB* n°2/68, p.51
[2] Nimubona, J., *op. cit.*, p.492
[3] Manirakiza, M., *Burundi : De la révolution au régionalisme (1966-1976)*, Paris/Bruxelles, Le Mât de Misaine, 1992, p.41

appelation de "plan Nkaka", du nom de la vallée où se tenaient les réunions, le long d'un cours d'eau qui sépare les communes actuelles de Ngozi et de Gashikanwa. »[1]

Les aveux des militaires capturés en flagrant délit lors des réunions facilitèrent le procès du 17 décembre. Dès lors, les responsables furent identifiés tel le Ministre du Plan Barnabé Kanyaruguru, qui a pris la tête du mouvement et « les premiers éléments sont arrêtés le 16 septembre. Parmi eux, figurent le Commandant de l'Ecole des Forces Armées, Nicodème Katariho, les ministres Marc Ndayiziga et Barnabé Kanyaruguru, Venant Ntwenga, l'un des assassins présumés du Prince Kamatari, ainsi que le Dr. Cyprien Henehene, Directeur de la Clinique Prince Louis Rwagasore et ancien Ministre de la Santé, qui finira ses jours en prison »[2].

Le procès de cette affaire déboucha à la veille de Noël 1969 sur l'exécution de 21 Hutu dont 19 militaires[3], ceci accentua une fois de plus le climat de suspicion et de méfiance entre les Hutu et les Tutsi.

II.7. Le complot régionaliste de 1971

Il n'est pas aussi aisé de mettre en lumière avec exactitude le fond de cette affaire. Tout commence le 5 juillet 1971 vers 18 heures avec l'arrestation de quelques personnalités toutes originaires de la province Muramvya et de la région d'Ijenda comme l'écrit Marc Manirakiza. Il s'agit de Jérôme Ntungumburanye, Ministre de l'information et ancien chef d'Etat-Major général-adjoint ; Libère Ndabakwaje, Ministre de l'économie ; Lazare Ntawurishira, Directeur de l'Ecole Normale Supérieure et ancien Ministre des affaires étrangères ; Bernard Rubeya, Commandant de la Compagnie de Bururi ; Joseph Ryumeko, lieutenant ; Emmanuel Nkundwa, lieutenant et Tharcisse Ruhwikira, lieutenant[4]. Elles sont toutes accusées d'"atteinte à la sûreté de l'Etat", un crime qui, à l'époque, est puni de la peine de mort[5].

Cette affaire fut perçue de manière différente dans les deux régions rivales : le sud et le centre.

Pour les gens du Sud, détenteurs des postes-clés dans le Gouvernement dont principalement : le Président de la République, le Colonel Michel Micombero ; le ministre des Affaires Etrangères, Arthémon Simbananiye ; le

[1] Ngayimpenda, E., *op.cit.*, p.334
[2] Idem, p.340.
[3] Ugueux, E., « L'étonnant verdict du procès de Bujumbura », *Le Soir* du 28 janvier 1972, p.5
[4] Manirakiza, M., *op.cit*, p.47
[5] Ngayimpenda, E., *op.cit*, p.254

ministre de l'Intérieur et de la Justice, Albert Shibura ; le ministre de l'Information, André Yanda et François Gisamare, ministre de l'Education Nationale[1] , l'affaire était perçue comme une tentative de coup d'Etat à caractère régionaliste organisé par les gens du centre.

Par contre, les gens du centre c'est-à-dire originaires de Muramvya considéraient l'affaire comme un « complot fabriqué » pour éliminer les rivaux non originaires de Bururi.

Comme ce fut le cas en 1969, il y eut un « procès » des comploteurs contre l'Etat qui déboucha sur le jugement suivant : Peine capitale pour Ntungumburanye Jérôme, Nkundwa Emmannuel, Bararufise Fidèle, Basita Ernest, Rubeya Bernard, Manirakiza Marc, Rukeba François, Baranyanka Charles et Ndabakwaje Libère ; peine d'emprisonnement à perpétuité pour Rusiga Paul (témoin), Ntawurishira Lazare, Ntiroranya Adrien (témoin), Ryumeko Joseph, Nyurusage Athanase, Wakana Gaspard et Nzohabonayo Didace (témoin) ; 20 ans de prison pour Ntiyankundiye Etienne, Nzohabonimana Alphonse (témoin) et Ntunguka Roger (témoin) ; 5 ans de prison pour Ndacituma Mathias et d'autres acquittés dont Ntambutso Sylvestre, Gasuguru Domitien, Ruhwikira Tharcisse, Banyiyezako Raphaël, Mpagaze Joseph et Kubako Isaïe.[2]

Malgré l'issue du procès, le régime en place fut contraint de libérer les accusés suite aux pressions tant nationales qu'internationales comme l'écrit un des accusés, Marc Manirakiza :

> « (...) plusieurs demandes de grâce furent adressées de Micombero par des éminentes personnalités telles que le roi Baudoin de Belgique, le Président français Pompidou, le Président allemand Heinemann, le Président zaïrois Mobutu, le Président tanzanien Nyéréré, le Pape Paul VI, le Secrétaire Général des Nations-Unies Kurt Waldheim, la reine Elizabeth d'Angleterre, etc. sans oublier des organismes internationaux comme Amnisty International et la Ligue des Droits de l'Homme, et plusieurs recteurs d'Universités européennes et américaines où certains d'entre nous avaient étudié »[3].

Quant à la pression des acteurs internes, elle était en grande partie issue de la «J.R.R (Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore), de l'U.T.B (l'Union des

---

[1] Ugueux, E., *op.cit*, p.7
[2] *Ndongozi*, n°4, 15 février 1972, p.7.
[3] Manirakiza, M., *op.cit*, p.78.

Travailleurs du Burundi), de l'UFB (l'Union des Femmes Burundaises) et des hauts fonctionnaires»[1]

Après la libération des accusés en date du 8 février 1972, une marche manifestation a été organisée par la population municipale de Bujumbura pour remercier le Président Michel Micombero pour sa décision du 4 février 1972 de gracier les accusés du procès du 24 janvier 1972[2].

A y regarder de près, pour un même délit c'est-à-dire un complot visant le renversement du pouvoir en place, les comploteurs hutu de 1969 ont été jugés et exécutés tandis que les Tutsi condamnés en 1971 ont été par la suite grâciés. C'est ainsi que le Décret du 4 février 1972[3] a contribué une fois de plus à nourrir le sentiment de frustration au sein de l'élite hutu.

En somme, comme nous venons de le voir, l'élite burundaise, après l'héritage d'une histoire manipulée du Burundi produite par le colonisateur, n'a pas tardé à son tour à produire son histoire. Elle fut prisonnière de ces trajectoires historiques basées sur des antagonismes hutu-tutsi. Les violences et massacres organisées de manière répétitive sont là pour le témoigner comme nous allons le voir dans notre entité d'étude avec la crise politco-ethnique d'avril-mai 1972. A voir les dégâts tant matériels qu'humains causés par cette tragédie, il est évident que l'éclatement de ces massacres n'était pas du tout inopiné. Il importe alors tout d'abord de donner les signes avant coureurs de la crise dans la zone d'étude, ensuite le déclenchement et le déroulement et enfin les conséquences.

[1] Manirakiza, *op. cit.*, p.78
[2] *Ndongozi*, n°4, 15 février 1972, p.7
[3] *BOB* n°3/72, p.175

Chapitre III : Les massacres ethniques d'avril-mai 1972 en Commune de Vyanda

III.1. Les signes avant coureurs de la crise

Le premier élément annonciateur de la crise et qui est d'ailleurs l'élément le plus sûr parce que fondé sur des témoignages oculaires des préparatifs de l'attaque est l'avertissement de la part des habitants de Bukanda[1]. Ces derniers ont eu le courage malgré tous les risques de signaler l'imminence de l'attaque à leur évangéliste le Pasteur Gabriel Ntirwinyegeza, un Tutsi. Ce geste a été posé la veille de l'attaque c'est-à-dire le vendredi 28 avril 1972. En venant avertir leur pasteur, ils venaient de constater un stock de neuves machettes chez un certain Naanson Ruzobakora dans la même localité de Bukanda. Ecoutons ce témoignage :

> *« Inama z'inyigisho z'amacakubiri zagirwa tubona. Abantu bava Imbo baguma baduga bamanuka cane cane mw'ijoro. Kandi twarabonye abantu benshi baja i Tanzaniya no muri Zaïre. Ugize urabaza igituma bagenda, bishura ngo bagiye kwiga kuba bamulele. Buca intambara itera, twabonye ibisu birunze kwa Ruzobakora Nahansoni natwe nta kindi twakoze atari ukuburira abagenzi bacu b'abatutsi nka Pasistori Ntirwinyegeza hamwe na Chef wa zone uwari Kivuvu ».*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Des réunions d'enseignements divisionnistes se tenaient sous nos yeux. Des mouvements de va-et-vient en provenance de l'Imbo s'observaient surtout les soirées à notre vue. Nous avons également constaté des départs massifs vers la Tanzanie et le Zaïre. Lorsque nous demandions les motifs de ces départs, ils répondaient qu'ils allaient apprendre à être « mulélé ». A la veille du déclenchement, nous avons vu un stock de machettes chez Naanson Ruzobakora et nous n'avons pu rien faire d'autre que d'en avertir nos amis tutsi comme le Pasteur Ntirwinyegeza ainsi que le chef de zone, feu Kivuvu »[2]

Ce témoignage suscite pas mal de questions. Peut-on dire que c'était le début des préparatifs alors que nous sommes à la veille de l'attaque ? Pourquoi n'ont-ils pas averti bien avant ? Bien plus, malgré l'avertissement, pourquoi

---

[1] Il s'agit de Philippe Kabura, Pontien Ndarikwije et Pierre Ngendanyi.
[2] Témoignage anonyme récolté à Mushishi, 7 avril 2005.

l'autorité publique n'a pas pu prendre des mesures qui s'imposaient pour y faire face et limiter ainsi les dégâts ?

L'autre signe le plus sûr et corollaire du premier fut une lettre d'un catéchiste protestant répondant au nom de Paul Ntiruvahirya adressé au même pasteur Gabriel Ntirwinyegeza lui présentant ses adieux en disant qu'ils se verront au ciel. Paul Ntiruvahirya signala également au pasteur que ce jour-là les Tutsi devaient subir un mauvais sort. Après lecture de la lettre, Gabriel Ntirwinyegeza informa l'autorité publique surtout le chef de la colline Bwatemba ; Mathias Kandigiri mais ce dernier rejeta les propos et soudain, c'était déjà les incendies sur les collines Rweza, Nyakabenga et Karehe dans la partie occidentale de la commune, frontalière avec la commune Rumonge[1].

Le troisième indice fut le mouvement de va-et-vient surtout le soir, d'éléments hutu inconnus dans la région, en provenance surtout de Mugara, Kigwena et Rumonge. Ces Hutu venaient enseigner l'idéologie divisionniste à leurs frères des localités de Gasera, Kibanda et Karirimvya ; exclusivement, peuplées de Hutu. Ces enseignements se sont passés dans la discrétion totale[2].

Le quatrième indicateur de préparation de l'attaque est le départ de pas mal de jeunes hutu des régions déjà gagnées par les enseignements divisionnistes visant l'extermination des Tutsi vers les pays frontaliers comme la Tanzanie et le Zaïre. A titre illustratif, nous pouvons citer les fils de Naanson Ruzobakora et celui de Philippe Kabura qui reviendront avec un stock de machettes la veille du coup vendredi le 28 avril dans la localité de Bukanda[3].

Le cinquième indice lié à la situation géographique de la commune est le fait que les gens qui exerçaient leurs activités dans l'Imbo plus précisément à Nyanza-lac, Kigwena, Mugara, Cabara, Gatete et Rumonge subissaient beaucoup de provocations tant verbales que physiques notamment dans les cabarets ou dans leurs propriétés comme le suggère un témoin :

> « *Ku Mugara, Abahutu bahavuka baraja mu mirima y'Abatutsi abo bita abamanuka bakimbura ibirimwo vyose ariko ntawashobora kumenya icatuma iyo nyifato itari isanzwe.* »

Ce qui peut être ainsi traduit:

> « A Mugara, les Hutu natifs de la localité s'introduisaient dans les champs des Tutsi (gens des hauteurs) et récoltaient tout ce qui s'y

[1] Témoignage de Ntasihiri Sévérin, Bwatemba, 15 juillet 2004.
[2] Témoignage de Manyurane Marcien, Gitwaro, 17 juin 2004.
[3] Témoignage anonyme récolté à Rweza, 3 avril 2005.

trouvait et on ne parvenait pas à saisir le pourquoi de ce comportement anormal.»[1]

Un autre indicateur non moins important est l'information reçue par un membre du mouvement J.R.R (Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore) répondant au nom de Côme Ntamagara. En effet, le dimanche 30 avril devait y avoir un match de football entre la section J.R.R de la colline Bugeni et celle de Bukanda. Le commerçant Côme Ntamagara étant le capitaine de l'équipe de Bugeni, son collègue commerçant du marché de Binyuro du nom de Joseph Mvukiye lui a proposé de laisser tomber le match pour des raisons de sécurité. Mais ce dernier (Mvukiye) ne voulait pas révéler toute la vérité, il voulait que ces derniers ne tombent pas dans le gouffre.

Des réunions semblables se tenaient également dans la localité de Gikumu située entre le mont Rukambasi en commune Vugizo et la zone Kigwena en commune Rumonge. A la tête de ces réunions se trouvait un certain Stéphane ; fils de Bahimanga. C'est d'ailleurs ce même Bahimanga qui livra l'information au chef de la colline Nyakabenga, Sévérin Sigirako que son fils organisait des réunions visant l'extermination des Tutsi. Au cours de ces réunions, toute une vache pouvait être abattue et mangée alors qu'avant une vache n'était généralement abattue que les jours de marché[2].

Sur base des informations reçues, le chef de la colline Nyakabenga informa à son tour le chef de zone Kivuvu qui informa à son tour le commissaire de l'arrondissement Bururi qui emprisonna même deux Hutu de Gasera, Rwajetubona et Ntahonkiriye Léopold, mais ceux-ci furent relâchés quelques jours après. A part les organisateurs locaux, surtout les enseignants dont le fils de Lazare sur la colline Bwatemba, le fils de Rusabira sur la colline Kagoma et le titulaire du Centre de santé Jean Bamporeye, le nom de Maronko Moïse ; alors administrateur de la commune Rumonge revient souvent sur les lèvres des informateurs en tant qu'organisateur de toutes ces réunions dans les localités de Vyanda.

Un dernier indice annonciateur de crise est venu le jour même de l'attaque. Avant on parlait d'une éventuelle attaque mais personne n'y croyait. C'est lors des travaux communautaires au chef-lieu de la zone Rweza que deux Hutu toujours de la localité de Bukanda, Pontien Ndarikwije et Philippe Minani sont venus avertir le chef de zone Alphonse Kivuvu de l'imminence de l'attaque. Le chef de zone appela les Bashingantahe présents dans les travaux communautaires à savoir Barampama, Nahigombeye, Baraho, Mazuru et Ntamasambiro et exposa la question à l'assemblée présente. Ces Bashingantahe

[1] Témoignage de Ntamagara Côme, Bugeni, 20 juillet 2004.
[2] Témoignage de Sigirako Sévérin, Nyakabenga, 13 juin 2004.

appelèrent à leur tour les deux Hutu pour la confirmation de l'information et ceux-ci reprirent la même chose[1].

Comme réaction, ils décidèrent d'envoyer quelqu'un pour avertir l'administrateur à Muzenga (nous sommes dans l'actuelle commune de Bururi) ; chef-lieu de l'arrondissement Bururi d'alors. Quant aux Bashingantahe, ils décidèrent de se rendre à Bukanda pour s'enquérir de la situation. A mi-chemin (précisément à Bikoma sur la colline Gitwaro), ils recontrèrent d'autres Hutu dont Ngendanyi Pierre et Zeblon dans une psychose de peur totale. Ces derniers étaient venus informer les autorités publiques d'alors que des élements hutu de Bukanda étaient déjà en route vers le camp militaire de Bururi au moment où d'autres préparaient leurs machettes pour l'attaque[2].

Au même endroit (à Bikoma), le titulaire du dispensaire de Vyanda du nom de Jean Bamporeye les croisa et demanda ce qui se passait alors que d'après les propos recueillis, ce dernier était parmi les organisateurs du coup[3].

Tels ont été les signes avant coureurs des événements sanglants qui ont éclaté le 29 avril 1972 dans notre entité d'étude à savoir la commune Vyanda. Chose étonnante et paradoxale, malgré tous ces indices d'une imminente attaque, l'administration n'a rien fait pour prévenir à temps.

Après ce récit sur les différents éléments annonciateurs de crise, faisons une analyse des événements eux-mêmes.

III.2. Le film des événements

D'après les informations recueillies ici et là, les massacres ont commencé aux environs de dix-huit heures dans la partie occidentale de la commune c'est-à-dire sur les collines Nyakabenga, Karirimvya, Mirango, Mushishi et une partie de la colline Kabwayi.

Des éléments hutu de cette partie de la commune frontalière avec l'Imbo y compris ceux qui étaient partis à l'extérieur surtout en Tanzanie et au Zaïre pour apprendre à être « mulélé » attaquent la commune, tuant la population tutsi, incendiant toutes les maisons des Tutsi et tout ce qu'elles contenaient : récoltes, matériel domestique, veaux, poules, chèvres et autres.

---

[1] Témoignage de Barampama Jean, Karehe, 14 juillet 2004.
[2] Témoignage de Bucumi Marc, Rweza, 12 juillet 2004.
[3] Témoignage de Nteze Isaac, Nyakabenga, 13 avril 2005.

Comme le concept « mulélé » revient fréquemment dans la tragédie de 1972, on ne peut traiter de la crise de 1972 sans dire un mot sur l'origine et la charge sémantique de ce dernier dans le contexte de cette crise.

III.2.1. Que veut dire « être mulélé » ?

Né au Nord-Est de Kinshasa dans le Kwilu ; une des provinces de l'Est de la RDC actuelle, Pierre Mulele mourut le 20 octobre 1968 assassiné par les hommes du Président Mobutu. Il a été Ministre de l'Education Nationale dans le gouvernement de Patrice Emery Lumumba. Après l'assassinat de ce dernier, Pierre Mulele dans l'objectif de poursuivre le programme de son chef, organisa un maquis dans sa province natale[1].

Parmi les stratégies adoptées dans l'organisation de ses troupes, figure un rituel d'immunisation magique. Les mulélistes faisaient croire aux membres du mouvement qu'avec le baptême reçu, les tatouages, la consommation des stupéfiants et en prononçant le refrain « Mayi Mulélé », les balles des militaires du camp adverse se transformaient en eau[2].

C'est pour cette raison que les rebelles burundais vont imiter à la lettre ces pratiques d'immunisation magique des mulélistes congolais, destinés, du moins dans leur entendement, à les rendre invulnérables et invincibles.

Pour la population locale de notre région d'étude, « être mulélé » renvoit au fait d'avoir appris à tuer à la machette surtout par l'utilisation des pratiques magiques mais aussi des stupéfiants comme la drogue qui a fait des ravages en 1972[3].

A part cette imitation des pratiques visant la préparation spirituelle, les rebelles burundais bénéficiaient également d'un soutien physique des mulélistes congolais. A ce propos, les informateurs affirment qu'un certain Japhet[4] qui résidait à Kigwena et qui savait manier les armes à feu, prit une part active à l'attaque du lundi 1 mai 1972 à dix-huit heures à Karehe[5]. Le motif de ce soutien des mulélistes à la rébellion burundaise est que ces derniers escomptaient utiliser le Burundi comme base-arrière contre le Congo en cas de victoire de ces rebelles burundais.

---

[1] Gérard-Libois, J. et Van Lierde, J., (Sous la dir.), *Congo 1964*, Bruxelles, CRISP, 1965, p.12

[2] Nkezindavyi, T., *La crise politico-ethnique de 1972-1973 en Province de Makamba,* Mémoire de Licence en Histoire, U.B, Bujumbura, octobre 2001, p.41.

[3] Témoignage anonyme récolté à Mazinga, le 11avril 2005

[4] C'était un Congolais de l'ethnie des Babembe alors que la même ethnie fait partie des milieux où se recrutaient les rebelles

[5] Témoignage de Barampama Jean, Karehe, 14 juillet 2004.

Pour mieux comprendre ou tout au moins avoir une idée claire des scènes horribles vécues dans notre entité d'étude, il faut traiter la crise à différents niveaux à savoir : le massacre des populations tutsi, le déroulement de la répression sans toutefois ignorer les pertes en vies humaines des Tutsi et des Hutu qui ont été massacrés dans l'Imbo où ils exerçaient leurs activités quotidiennes. Enfin, nous verrons l'ampleur de l'exil des Hutu vers d'autres régions ou à l'étranger. Ils reviendront peu à peu après le retour de la paix même si, d'autres resteront dans les camps des réfugiés installés surtout en Tanzanie jusqu'à nos jours.

III.2.2. Le massacre des populations

Quelques jours avant le déclenchement de la crise, il régnait dans toute la commune surtout dans sa partie Ouest, frontalière avec la région de l'Imbo un climat malsain causé en grande partie par les enseignements divisionnistes en témoignent les signes annonciateurs de crise tels qu'énumérés dans les pages précédentes. Ainsi, le jour de l'éclatement des massacres (le 29 avril 1972), 6 collines furent affectées à savoir : Karehe, Migera, Nyakabenga, Karirimvya, Mirango, Mushishi ainsi que Kabwayi. Pour plus de précision, voyons le vécu de la crise sur chacune des collines de la commune surtout les plus touchées.

Que s'est-il passé à Karehe ?

Karehe est une colline située au Sud-Ouest de la Commune Vyanda. Logiquement, cette colline devait payer un lourd tribut au cours de cette tragédie de 1972 pour diverses raisons : tout d'abord, ladite colline est frontalière avec Kigwena ; une zone de la commune Rumonge qui constituait une base-arrière des rebelles d'après les propos recueillis.
Ecoutons ce témoignage :

> *« Inyuma y'intambara zikomeye zabereye kuri uyu mutumba wacu, ba mulele baja mu Kigwena ku mukuru wabo yitwa Deni mwene Shinga. Bamubwira ko twabananiye baca bamusaba ko hogira uwuza kubafasha n'inkoho. Natwe, twari twakoraniye mw'i Buga turi kumwe n'abagore, abana n'ibitungwa. Ku wa mbere igihe c'isaha cumi na zibiri z'umugoroba, baragarutse bari kumwe n'umubembe afise inkoho. Yitwa Yafeti. Ashitse ku kibira, arasa kabiri. Vyahuriranye hari umututsi yitwa Vigitori yariko arahunga avuye mu Kigwena yari yinyegeje mu mateke kwa Mayonko aho yarakurikiranye ivyo bavuga vyose mbere baciye basubira inyuma k'umukuru wabo mu Kigwena bibaza ko tubarusha ibirwanisho. Kuko barashe kabiri natwe turihorera ».*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Après de durs combats sur notre colline, les mulélistes se sont repliés vers Kigwena chez leur chef répondant au nom de Denis, fils de Shinga. Ils lui ont signalé notre résistance farouche et lui ont proposé de les appuyer par une arme à feu. Quant à nous, nous étions groupés à Buga avec nos femmes, nos enfants et nos troupeaux. Le lundi à 18 heures, ils sont revenus avec un Mubembe pour les renforcer avec une arme à feu. Il s'appelait Japhet. Arrivé à la Kibira (à proximité de l'actuelle station radiophonique de Kaberenge), il tira deux coups. Par coïncidence, un Tutsi du nom de Victor qui avait fui à partir de Kigwena (il était natif de Karehe) et qui s'était caché dans les colcases de Monsieur Mayonko a suivi les discussions de ces rebelles qui ont dû retourner chez leur chef à Kigwena, croyant que nous avions une supériorité en armes. Ceci parce qu'ils ont tiré à deux reprises et que nous sommes restés calme »[1].

Il ressort de ce témoignage que les gens de la colline Karehe ont très bien résisté aux rebelles au moins pendant deux journées après l'éclatement des massacres. Toutefois, il faut bien sûr signaler que les premiers moments de l'attaque qui était par ailleurs inopinée, la population locale n'a pas pu résister. Seulement, elle a quand même allégé les pertes en vies humaines en fuyant. On enregistra deux pertes en vies humaines dont Bazi Nicaise et Muyoyo ainsi que deux blessés (Fidèle Ndarusanze et Mathias Ruje) pendant les combats du samedi 29 avril à Bandage (un centre de négoce de Karehe). D'autres morts ont été enregistrés parmi les natifs de Karehe qui exerçaient leurs activités quotidiennes dans l'Imbo à Mugara et à Kigwena.

Pourtant, les témoins affirment qu'ils étaient déjà au courant de l'attaque par deux voies. Premièrement, pendant la journée aux environs de seize heures quelques Hutu de Bukanda étaient venus avertir l'autorité locale surtout le chef de zone Alphonse Kivuvu. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer Ngendanyi Pierre, Pontien Ndarikwije et Philippe Kabura. Chose étonnante, malgré les avertissements, le chef de zone ne réserva aucune suite à l'information en dépit de sa gravité.

A notre avis, cette négligence d'une information combien troublante de la part des administratifs est due au fait que la commune n'avait jamais connu une telle tragédie. Donc, il était très difficile d'y croire pour en informer les autorités des échelons supérieurs en l'occurrence l'administrateur communal ou le gouverneur de province.

---

[1] Témoignage de Barampama Jean, Karehe, 14 juillet 2004.

Deuxièmement, la colline Karehe se trouvant sur les hauteurs qui surplombent la région de Kigwena qui a été attaquée bien avant Karehe, les gens de Karehe voyaient des maisons qui brûlaient dans toute la plaine de l'Imbo depuis Rumonge jusqu'à Nyanza-Lac seulement ils ignoraient ce que c'était. C'est après avoir vu des maisons brûlées sur leur colline qu'ils ont songé à fuir.

A part ces deux signes annonciateurs ci-dessus, aucun autre élément n'avait été constaté si ce n'est que quelques provocations verbales des Hutu de Kibanda sur la même colline Karehe envers les Tutsi, mais que ces derniers ne déchiffreront qu'après coup.

Quant à l'origine des rebelles, la colline Karehe a été attaquée par des Hutu de la même colline originaires des localités de Gasera et Kibanda avec un renfort des voisins des collines Gasaka en commune Vugizo et Kigwena en commune Rumonge. Ecoutons un témoin à ce propos :

> *« (...) dushitse mw'i Bandage, twasavye amacupa atatu y'urwarwa. Buno nyene, tubona ikirwi c'abantu baza iyo turi bavuye mu kiyaya c'Imbo cane cane mu Kigwena bari kumwe na bamwe bamwe mu Bahutu b'ababanyi bo mu Gasera, Kibanda ku musozi i wacu no mu Gasaka muri komine Vugizo. Bose hamwe, baca batangura gutema no guturira inzu. Bamaze kwica Bazi na Muyoyo, abasigaye twaciye duhunga. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « (...) arrivé à Bandage, nous avons commandé 3 bouteilles de bière de banane. Soudain, nous avons vu une foule qui s'avançait vers nous en provenance de la plaine de l'Imbo surtout de Kigwena, accompagnée de certains de nos voisins hutu de Gasera (sur la colline Nyakabenga), Kibanda sur notre colline et Gasaka en commune Vugizo. Ensemble, ils se sont mis à tuer et à brûler les maisons. Après l'assassinat de Bazi et Muyoyo, les autres nous avons pris fuite »[1].

Le même témoin qui a assisté à ce début de massacre à Bandage affirme avoir reconnu quelques visages dans les rangs des rebelles des localités précitées comme : Nkimagiza Jacques, Maze, Bakevya Joël, Karamudoga, Kungu et Boaz. Le nom de Boaz de la localité de Gasera sur la colline Nyakabenga revient souvent sur les lèvres des témoins et des informateurs avec

[1] Témoignage de Barampama Jean, Karehe, 14 juillet 2004.

un titre de Chef d'un groupe qui avait la mission d'attaquer le Camp Bururi. C'est d'ailleurs en cours de route vers le camp militaire que le groupe a endommagé le véhicule du titulaire du dispensaire de Vyanda au niveau de Gitongo sur la colline Rweza. A bord de ce véhicule se trouvait le titulaire du dispensaire lui-même, le chef de zone Alphonse Kivuvu et le policier communal Majugu. Tous les trois ont été sauvagement massacrés à la machette[1].

L'assassinat du titulaire du dispensaire Jean Bamporeye inquiéta les rebelles dans la mesure où il a été tué par erreur. Au cours de cet embuscade, les rebelles croyaient que c'était le véhicule du Major Sinduhije Jérôme alors Commandant du troisième Bataillon Commando de Gitega qui, ce jour là se trouvait à Vyanda pour y passer la fête de Pâques. Cette information avait été livrée aux rebelles par le même titulaire du dispensaire. D'après les propos recueillis, ce titulaire du dispensaire serait parmi les principaux organisateurs des massacres dans Vyanda mais aussi était un ami du Major Sinduhije[2]. Même à certaines fêtes, le Major Sinduhije Jérome invitait le titulaire du dispensaire chez lui à Gitega comme ce fut le cas à la fête de Noël précédent les événements. A cette ocasion, le titulaire Bamporeye invita à son tour Sinduhije en ces termes :

> « Je vous invite pour la fête du 1er mai à Vyanda, je pense organiser à partir du samedi le 29 avril, quelque chose qu'on a jamais connu dans cette région, à l'occasion de la journée internationale du travail. »[3]

Par contre, le chef de zone Kivuvu et le policier Majugu étaient les cibles visés des rebelles parce qu'ils étaient tous tutsi.

S'agissant de la colline Migera qui est aussi frontalière avec la colline Karehe et située sur les hauteurs qui surplombent la plaine de l'Imbo plus précisément à côté de Mugara en commune Rumonge, le déroulement des attaques sur cette colline s'inscrit dans la même logique qu'à Karehe parce qu'il s'agit d'un même mouvement qui progressait dans la même commune de Vyanda.

En effet, Migera n'a pas connu de massacres le premier jour c'est-à-dire le samedi 29 avril mais les témoins affirment avoir vu des maisons qui brûlaient dans la plaine de l'Imbo à Mugara et sur les collines frontalières spécialement à

---

[1] Sinduhije, J., *Echelle des responsabilités dans les guerres et conflits africains, Pays du COMESA. Cas du Rwanda et du Burundi*, Bujumbura, décembre 2002, p.171

[2] Témoignage de Nahigombeye Bonaventure, Rweza, 20 juin 2004.

[3] Sinduhije, J., *op.cit*, p.164

Karehe, Karirimvya, Mushishi et Kabwayi. C'est ce que laisse entendre ce témoin :

> *« Iminsi yose nakorera Imbo mugabo ngataha i muhira. Umusi bitera, kubera wari umunsi w'ibikorwa rusangi, nagumye i muhira. Duhejeje kwitorera, abanyabukanda babwiye umukuru wa Zone ko hariho abantu batazi bafise ibipanga bishasha bari kwa Ruzobakora Nahansoni. Abo rero barya impene bakaguma mu nzu umunsi wose. Abari ngaho basaba ko hogira abagenda kuraba ivyo ari vyo ariko umukuru wa zone aranka. Twebwe, ku musozi iwacu, twaciye twiyumvira kwirarira ku mugoroba. Tucitegura ngo tuje kw'irondo, twumva induru buno nyene tubona amazu asha i Sevyanda. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « J'exerçais mes activités quotidiennes dans l'Imbo mais je rentrais tous les jours à la maison. Le jour de l'attaque (samedi), comme c'était réservé aux travaux communautaires, je suis resté chez moi. Après les travaux, les gens de Bukanda ont informé le chef de zone de la présence des gens inconnues armés de machettes neuves chez un certain Naanson Ruzobakora. Ceux-ci mangeaient des chèvres et restaient dans les maisons toute la journée. La population présente proposa qu'il y ait une délégation de la zone pour aller inspecter chez ce suspect mais le chef de zone refusa. Sur notre colline, nous avons directement songé à une ronde. Au moment où on se préparait pour cette ronde, des cris violents se sont faits entendre et directement nous avons vu des maisons qui brûlaient à Sevyanda (sur la colline Nyakabenga) »[1].

Le lendemain à l'aube c'est-à-dire la journée du dimanche 30 avril, des retentissements des tambours se sont fait entendre dans la localité de Bukanda (une localité exclusivement peuplée de Hutu) sur la colline actuelle de Gitwaro. C'est dans cette même matinée, vers cinq heures du matin que les premières maisons furent brûlées à Migera alors que les gens s'étaient déjà déplacées vers Kaganza à l'Eglise catholique. Toutes les maisons de la sous-colline Migera ont été brûlées ainsi que tout ce qui était dedans. A la différence de ce qui s'est passé à Karehe, les informateurs convergent sur l'idée que les rebelles ne brûlaient pas les veaux. Ils les faisaient sortir et brûlaient les maisons ensuite. Cette tactique était dû au fait qu'après la réussite du coup, les rebelles devraient récupérer toutes les vaches pour l'élevage.[2]

---

[1] Témoignage de Rufyiki Rupien, Migera, 23 juillet, 2004.
[2] Témoignage anonyme récolté à Migera, le 23avril 2005

La colline Migera a été attaquée par des Hutu de la même colline des localités de Nyentonga, Kigutu, Bukanda, Kirungu et Zina. Certains visages auraient d'ailleurs été reconnus dans les rangs des rebelles. C'est ce qui ressort d'un témoignage:

> *« (...) mu ntambara zabereye mw'i Ramvyo ku musozi wa Rweza harya ugaburira na Migera, twamenyemwo Pierre Ntibarikure, Bubonye, Kagoma, Bwandu, Majane, Didiye, Rwashije, Kanani Samweri, Yisaka, Kirimwindugi, Ngenda na Daniyeri Nshaka. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

« (...) lors des combats de Ramvyo sur la colline Rweza à sa frontière avec notre colline Migera, nous avons reconnu parmi les assaillants Pierre Ntibarikure, Bubonye, Kagoma, Bwandu, Majane, Didiye, Rwashije, Kanani Samuel, Isaac, Kirimwindugi, Ngenda et Daniel Nshaka. »[1]

Toujours à propos de ces combats de Ramvyo, des pertes en vies humaines ont été enregistrées pendant le repli dont Nturama Simon, Mbehe Cassien, Mudagi Marc, André Butobuto et Audace. De toutes ces victimes tutsi, à part Cassien Mbehe qui était originaire de Migera, les autres étaient venus de la colline Rweza pour appuyer et renforcer les voisins de Migera.

Une autre colline qui a été attaquée dès le premier jour fut Nyakabenga au Sud-Ouest de la commune. Sur cette colline, on n'enregistre pas de différence avec les collines précédemment citées en ce qui concerne le déroulement des massacres. En effet, on a observé un mouvement en provenance de Gasera, Kibanda et un renfort des gens de Gasaka en commune Vugizo qui tuaient sélectivement et incendiaient, si bien que les Tutsi de ladite colline ne pouvaient que fuir. C'est ce que laisse entendre l'ex-chef de cette même colline :

> *« Baje bava mu Gasera, Kibanda ku musozi iwacu abandi bari abo mu Gasaka. Abateye bica umututsi wese bahuye ; iyo bamubuze bagaturira inzu yiwe. Bamwe barapfuye nka Maruri, Buziya, Rufyikiri na Mifutero yakomeretse. Twahungiye kw'i zone i Rweza ubwicanyi bugitanguye. Kuva i Sevyanda gushika ku ngoro y'umugambwe twaharuye inzu 118 zaturiwe harimwo n'ingoro y'umugambwe mw'ijoro rimwe gusa ry'itariki 29 z'ukwa kane. »*

[1] Témoignage de Ntahobaje Domitien, Migera, 22 juillet 2005.

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Ils sont venus de Gasera, Kibanda sur notre colline ; d'autres étaient des gens de Gasaka. Les rebelles tuaient tout Tutsi qu'ils rencontraient ; à défaut, ils incendiaient sa maison. Les uns sont morts comme Maruri, Buziya, Rufyikiri et Mifutero qui a été blessé. C'est juste au déclenchement des massacres que nous avons pris fuite vers le chef-lieu de la zone à Rweza. De Sevyanda (frontalière avec Gasera) jusqu'à la maison du parti, nous avons enregistré 118 maisons incendiées ainsi que la maison du parti dans la seule nuit du 29 avril. »[1]

Toujours à propos du bilan de la première journée de l'attaque, le même témoin fait état de deux vaches que les rebelles ont coupé les sabots à la machette et une autre tuée mais qui n'ont pas été mangées.

Concernant le déroulement de la crise proprement dite, dès le dimanche, c'est-à-dire le lendemain du déclenchement, la population de Nyakabenga a commencé à repousser les rebelles. Mais comme elle s'était réfugiée au chef-lieu de la zone, les gens des collines non encore touchées devaient renforcer leurs voisins sur la colline Nyakabenga.

La partie Nord-Est surtout les collines Kagoma, Bwatemba, Bugeni, Ntunda et Mubuga ne connaîtra pas l'attaque des rebelles, exceptée la colline de Gitwaro qui sera attaquée le lundi 1er mai. Cette colline (Gitwaro) située presqu'au centre de la commune n'a pas connu d'attaque pendant les premiers moments de la crise. Même si les Hutu de cette colline ont accusé un petit retard, cette localité ne pouvait pas être épargnée en raison des préparatifs qui avaient eu lieu dans Bukanda où même un stock de machettes a été découvert. De plus, la grande majorité des gens énumérés dans les pages précédentes qui ont eu le courage d'avertir les Tutsi de l'imminence de l'attaque étaient de la même colline. En effet, Gitwaro sera attaqué le lundi 1er mai à l'aube comme nous le rappelle un témoin alors commerçant au marché de Binyuro :

> *« Mu Binyuro hatewe ku wa mbere mu gaturuturu. Abateye baturiye inzu kwa Bididagira, kwa Matunu no kwa Bondo. Tubonye ico gitero, bamwe basavye ko twohungira i Bururi hariya ku Munini. Abandi na bo bati ahubwo tubarwanye. Niho rero twaca twumvikana ko twobarwanya. Twebwe, dufashijwe n'abanyabugeni, twaciye tuja mu Binyuro kubasubiza inyuma. Twararwanye bimwe*

[1] Témoignage de Sigirako Sévérin, Ex-chef de Colline Nyakabenga, 13 juin 2004.

bikomeye, twarabirukanye imbere y'uko abasoda baza ku munsi wa gatatu itariki zitatu z'ukwezi kwa gatanu. »

Ce qui peut être ainsi traduit :

« A Binyuro, l'attaque a eu lieu le lundi à l'aube. Les rebelles ont incendié les maisons chez Bididagira, chez Matunu et chez Bondo. Au vu de cette attaque, les uns ont proposé la fuite vers Bururi, plus précisément à Munini, les autres proposaient plutôt qu'on organise une contre-attaque. C'est ainsi que nous avons opté pour le combat. Avec le renfort des gens de Bugeni, nous nous sommes dirigés vers Binyuro pour repousser les rebelles. Après de durs combats, nous les avons repoussés avant même l'intervention militaire qui aura lieu le mercredi 3 mai. »[1]

Concernant l'équipement, les rebelles n'avaient pas d'armes à feu. Ils étaient tous armés de machettes et de massues. Les gens de la colline, avec un équipement semblable à savoir : les serpettes, les machettes et les lances, ont au vu de l'effectif des rebelles, recouru à un intifada local. Ce qui a d'ailleurs été à la base de leur victoire. C'est d'ailleurs lors de ces combats de Binyuro qu'ils ont pu constater qu'ils ont été attaqués par leurs voisins des localités de Bukanda, Gitsiro et Mushishi. Ceci parce qu'en poursuivant ces rebelles, ils ont pu capturer quelqu'un qu'ils ont identifié. Après la fuite des rebelles, ils sont tombés sur un stock de bananes et de haricots. Ce stock est confirmé par un ancien veilleur, d'une des boutiques de Binyuro à qui, les rebelles ont d'ailleurs coupé un doigt étant donné que l'attaque a eu lieu alors qu'il était à son poste:

« Uravye ibitoke n-ibiharage bari barunze mu mangazini yo kw-isoko mu Binyuro, womengo bagomba kuhagira ikambi y-igisoda. Kandi ivyo vy'ikambi umuntu yonavyizera kuko twasanze baja bashinze idarapo isa n-icatsi kibisi iciyemwo umurongo utukura hagati. »

Ce qui peut être ainsi traduit :

« A voir les stocks de banane et de haricot qu'ils avaient constitués dans les magasins au marché de Binyuro, on dirait qu'ils avaient l'objectif d'y installer un camp militaire. De plus, cette installation d'un camp se confirme par le fait que nous y avons trouvé déjà implanté un drapeau vert barré de rouge au milieu. »[2]

[1] Témoignage de Ntamagara Côme, Bugeni, 20 juillet, 2004.
[2] Témoignage de Manyurane Marcien, Gitwaro, 17juin 2004.

Il ressort de ce témoignage que les rebelles avaient l'ambition de rester maîtres du centre de négoce de Binyuro. Ce qu'ils n'ont pas réussi parce qu'ils ont quitté le lieu par force pour retourner à Bukanda, une colline qui ne fera plus objet d'agression depuis ce jour.

Pour donner plus d'éclairage sur le déroulement de la crise en commune Vyanda, analysons son déroulement dans la partie occidentale qui semble avoir payé un lourd tribut à cette tragédie. Et dans ce même ordre d'idées, il faut dire un mot sur le vécu de la crise sur la colline Karirimvya.

Des suspicions d'une attaque ont commencé dans l'après-midi après l'information livrée par les gens de Bukanda au chef-lieu de la zone lors des travaux communautaires mais personne n'y croyait jusqu'à la tombée de la nuit. C'est avec le début des massacres sur Nyakabenga et Karehe que les gens de Karirimvya ont cru à l'imminence de l'attaque.

En effet, la nuit du 29 avril, la colline Karirimvya n'a pas connu de massacres parce que les Hutu de ladite colline des localités de Mazinga et Karirimvya sud n'ont pas attaqué, ce jour là. Par contre, les attaquants de la colline Karehe ont progressé dans leur mouvement jusqu'à Karirimvya. Ceci parce qu'ils s'étaient organisés en deux groupes : l'un pour incendier les maisons et l'autre pour massacrer les gens. Ce qui facilitait le mouvement étant donné que même par leurs pratiques magiques, il était interdit de retourner en arrière même s'il s'agissait d'achever le blessé.

Remarquons ici que comme les gens de Karirimvya étaient déjà avertis, la journée du 30 avril sera marquée par de violents combats entre les Tutsi et les rebelles hutu de ladite colline aidés par les voisins hutu de la plaine de l'Imbo surtout de la localité de Mugara. C'est ce qui ressort de ce témoignage :

> « *(...) ico gitero carahitanye abantu kuri Karirimvya nka Bazi Mikasi, Yakobo Bamarire yari yiriwe mu gahawa kiwe mu Kibanda hamwe n-umwana w-umuhungu mwene Ruhwata wo ku musozi Ntunda. Abo nibo bishwe bigitanguye. Nokumenyesha ko atanuwakomeretse. Ibintu vyagiye gukomera bukeye.* »

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « (...), ce mouvement emporta quelques vies humaines sur Karirimvya comme Bazi Nicaise, Jacques Bamarire qui avait passé la journée à Kibanda dans ses caféiers ainsi qu'un jeune garçon ; fils de Ruhwata de la colline Ntunda. Ce sont ceux-là qui furent tués dans les premiers moments de l'attaque. Je te dirais qu'il n'y a

même pas eu de blessé. Les choses se sont empirées le lendemain. »[1]

Comme la région de Mugara était toujours convoîtée par les gens de vyanda et que même la plupart s'y installer définitivement pour des fins économiques, les gens de Mugara avaient toujours une dent contre ces envahisseurs en témoigne le comportement des Hutu de ladite localité envers les Tutsi comme on l'a vu dans les signes avant courreurs de la crise. Ainsi donc, Mugara peut être considéré comme base-arrière pour les rebelles qui ont attaqué à Karirimvya. C'est ce que laisse entendre ce témoin :

«Ku wa mungu mugatondo, abahutu b'i Karirimvya no mu Mazinga baratororokanye ngo badutere. Twari kw-irondo ku gatwe kwa Muyoyo mbere we yishwe ubwambere. Uyo amaze gupfa, twaciye duhunga kugira tuje kwumvikana ico twokora. Tugarutse, twarishemwo abatari bake harimwo n-umunyakibanda ku musozi wa Karehe twamenye isura yatewe icumu na Fideri Ndarusanze, uwitwa Simoni yatewe icumu na Remejiyo Ntahomereye na Kigufa ; umuhutu w-i Karirimvya. Ntitwashoboye guharura abakomeretse kuko bategerezwa gutwarwa kuvurirwa ku Mugara. »

Ce qui peut être ainsi traduit :

« Dimanche matin, les Hutu de Karirimvya et de Mazinga s'étaient mobilisés pour nous attaquer. Nous faisions la ronde sur le sommet chez Muyoyo Michel qui, d'ailleurs fut tué en premier lieu. Après la mort de ce dernier, nous avons pris fuite pour nous consolider. Au retour, nous avons tué pas mal d'entre eux dont une personne de Kibanda sur la colline Karehe dont on a identifié le visage, atteint d'une lance lâchée par Fidèle Ndarusanze, un certain Simon, blessé par la lance de Rémégie Ntahomereye et Kigufa, un Hutu de Karirimvya. Nous n'avons pas pu dénombrer les blessés car ils devaient être évacués vers Mugara pour être soignés. »[2]

Le même témoin poursuit :

« Muri izo ntambara nyene, uretse abo bapfuye mu bari bateye bahutu bo ngaha, hariho abandi bishwe batavuka muri iyi Komine nk-abantu bava muri Komine Vugizo hamwe n-abantu

[1] Témoignage de Nahimana Fabien, Karirimvya, 10 avril 2005.
[2] Témoignage anonyme récolté à Mazinga, Karirimvya, 11 avril 2005.

batatu bava mw-Isale mu ntara ya Bujumbura. Abo bamenyekanye kubera karangamuntu zabo. »

Ce qui peut être ainsi traduit :

« Lors de ces mêmes combats, outre ces pertes en vies humaines dans les rangs des rebelles hutu de la région, il y a d'autres rebelles tués étrangers à cette commune comme des hommes originaires de la commune Vugizo ainsi que trois autres originaires de la commune Isale dans la Province Bujumbura. Ces derniers ont été reconnus à base de leur carte d'identité. »[1]

A y regarder de près, on a enregistré peu de pertes dans les rangs des Tutsi de Karirimvya. Les seuls cas à signaler sont Muyoyo Michel, Bamarire Jacques qui ont été massacrés ainsi qu'un blessé répondant au nom de Ndereye.

Malgré les échecs encaissés, les rebelles ont imposé leur ordre deux jours durant de façon qu'il a fallu une intervention militaire pour rétablir l'ordre. Cette intervention de l'armée a été appréciée différemment selon les individus et selon les ethnies. Les Tutsi d'une manière générale étaient favorables aux militaires, tandis que les Hutu leur étaient hostiles. Cela a fait que l'intervention militaire dans la commune de Vyanda a été qualifiée de juste par les Tutsi de la partie Nord-Est surtout ceux de la colline Mushishi sur la sous-colline Gako ; une localité qui a pu être secourue en premier lieu par les militaires et d'inefficace par les Hutu qui ont subi le poids de la répression.

De plus, les Tutsi de la partie australe de la commune qui ont connu l'intervention militaire très tardivement qualifiaient l'armée d'inefficace. Pour ces derniers, les soldats n'ont pas pu protéger tous les Tutsi[2]. Ceci témoigne du manque de compréhension parce qu'il existe des endroits difficilement accessibles mais aussi les effectifs des militaires n'étaient pas suffisants pour pouvoir intervenir au même moment dans tous les coins en crise. C'est dire que les militaires devaient parcourir de longues distances à pied qu'ils arrivaient après que les bourreaux aient eu tout le temps pour tuer, piller et incendier des maisons. Tel a été le cas par exemple sur les collines Migera, Nyakabenga, Karehe et Karirimvya surtout à Mazinga. Là, il a fallu qu'un hélicoptère éparpille les rebelles du moins ceux qui n'avaient pas succombé sur le champ. C'est ce qui ressort de ce témoignage:

«Twagira dute twomoke haca haza indege isanga abateye bariko barya impfizi yo kwa Subirako (umututsi) mu mazinga. Emwe

[1] Témoignage anonyume récolté à Mazinga, Karirimvya, 11 avril 2005.
[2] Témoignage de Nahimana Fabien, Karirimvya, 10 avril 2005.

sindakubesha hapfuye benshi. Abacitse kw-icumu, baciye bahungira imbo batumbereye ku Mugara ».

Ce qui peut être ainsi traduit :

« Nous étions au point de nous rendre lorsqu'un avion est venu trouvant les rebelles en train de consommer le taureau de Subirako (un Tutsi) à Mazinga. En tout cas, je ne te mens pas, il y a eu beaucoup de morts. Pour les rescapés, ce fut le moment de prendre fuite vers l'Imbo en direction de Mugara. »[1]

Cette fuite sera suivie par une répression atroce où la population avec les militaires cherchaient ceux qui seraient blessés ou restés dans les buissons ou encore cachés dans les maisons.

Au nord de la commune, plus précisément sur la colline Mushishi, la situation a été pire. Malgré que la localité de Gako était habitée par peu de Hutu, les voisins ont beaucoup contribué dans les massacres des Tutsi surtout ceux de Gitsiro et Bukanda. Il y aurait eu même un camion de Rumonge qui a déplacé des renforts comme l'exprime ce témoin :

« Ikamyo y-umukomeresa wo mu Rumonge yitwa Daniyeri Gitamira niyo yaduganye abahutu gushika mu Kibira. Hari inyuma yivyari bihejeje kuba mu Rumonge. Kuva mu Kibira, abo bahutu batumbereye mu Gitsiro gufasha benewabo hanyuma bamare abatutsi bose bo mu Gako. »

Ce qui peut être ainsi traduit :

« Un camion d'un commerçant de Rumonge du nom de Daniel Gitamira a déplacé des Hutu jusqu'à Kibira[2]. C'était juste après le coup de Rumonge. De Kibira, ces Hutu se sont dirigés vers Gitsiro pour renforcer leurs collègues et ainsi exterminer tous les Tutsi de Gako. »[3]

Comme ailleurs, les massacres ont été déclenchés le 29 avril. C'est un Hutu de la même localité du nom de Rwasa Eléazar qui est considéré comme le porte flambeau de cette attaque comme le souligne ce témoin :

---

[1] Témoignage anonyme récolté à Karirimvya, 11 avril 2005.
[2] Kibira est un centre de négoce de la commune Bururi situé sur la route Rumonge-Bururi.
[3] Témoignage de Rarana, Gako, le 18 juin 2004.

« Rwasa Eriyazeri yari yaraguze ingoma yaciye ayivuza kugira amenyeshe ko hageze gutangura kwicana. Ahubwo Imana yarakoze, iyo atavuza iyo ngoma yiwe, bose bari kwicirwa i muhira. Iyo ngoma niyo yatumye duhungira i Bururi. Abateye barica, bagaturira inzu. Nta nzu nimwe y-umututsi yasigaye. »

Ce qui peut être ainsi traduit :

« Rwasa Eléazar avait un tambour acheté pour cette fin qu'il a battu pour marquer le début des massacres. Et Dieu merci, s'il n'avait pas battu son tambour, tout le monde aurait été massacré à domicile. C'est ce tambour qui nous a poussés à prendre fuite vers Bururi. Les rebelles tuaient et incendiaient les maisons. Aucune maison d'un Tutsi sur Gako n'a été épargnée. »[1]

Contrairement aux autres collines où les Tutsi ont pu résister victorieusement aux rebelles, ceux de Gako constituent une exception parce que faute d'organisation, la colline a été désertée dès les premiers moments de l'attaque faisant place aux rebelles qui seront maîtres du lieu du 29/4 jusqu'au jour où ils seront chassés par les militaires en collaboration avec la population au cours de la répression.

Quant au bilan des morts, Gako serait parmi les premières collines à avoir payé un lourd tribut surtout la première journée de l'attaque. On enregistre 12 morts à savoir : Ntibabarirwa, Binyoma ; le fils de Mirango, 3 fils de Rarana, Sinzi, 3 fils de Sinarusize ainsi que Bijanya et 6 blessés dont Ndayongeje, Nzambimana surnommé Munuba, Ndikuriyo, Niyongabo Augustin et Sinarusize[2].

Dans cette localité, les assaillants avaient des éclaireurs locaux qui devaient leur indiquer les maisons des Tutsi. Ce qui laisse croire à l'existence des complicités locales. Quoi de plus normal lorsque l'on sait que le premier à battre le tambour fut un Hutu de la même localité. En plus de cela, lors de la répression, d'autres comme Minani Etienne ; frère de Rwasa Eléazar ainsi que son cousin Biyaka furent capturés sur le champ de bataille dans les rangs des rebelles comme l'affirme cet informateur :

«(...) mu ntambara zo ku wa kabiri i Nyakibanda ku musozi wa Gihinga, twafashe abanyagako babiri : Rwasa Eriyazeri na mwene nyina Minani Sitefano hamwe n-abahutu babiri bava mu ntara ya Makamba. Bose barishwe. »

[1] Témoignage de Hatungimana Joseph, Mushishi, 7 avril 2005.
[2] Témoignage de Hatungimana Joseph, Mushishi, 7 avril 2005

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « (...) lors des combats de mardi à Nyakibanda sur la colline Gihinga, nous avons capturé deux natifs de Gako à savoir Rwasa Eléazar et son frère Minani Etienne ainsi que deux autres Hutu originaires de la Province Makamba. Tous ont été tués. »[1]

En dehors des régions qui seront attaquées le 1er et le second jour, le reste des collines seront épargnées même si elles ont enregistré quelques pertes en vies humaines surtout pour les gens qui exerçaient leurs activités quotidiennes dans l'Imbo ainsi que ceux qui sont tombés sur le champ de bataille au cours de la répression étant donné que toute la commune devait être mobilisée.

En guise de conclusion sur le déroulement des massacres, nous pouvons affirmer que la commune a été attaquée par des Hutu. Cela a été l'affaire des rebelles formés à l'étranger surtout en Tanzanie et au Zaïre en collaboration avec les Hutu restés chez eux mais qui avaient adhéré au mouvement surtout en hébergeant ceux de l'Imbo qui venaient de temps en temps pour dispenser des enseignements divisionnistes visant l'extermination des Tutsi. S'il y a des Hutu tant intellectuels que paysans qui ont été impliqués, divers témoignages tant du côté des Tutsi que du côté des Hutu convergent sur l'idée qu'il y a d'autres Hutu qui subissaient le même sort que les Tutsi du moins ceux qui n'avaient pas adhéré à l'idéologie. Les uns parce qu'ils n'ont pas été informés, les autres parce qu'ils n'y ont pas adhéré. Ces derniers devaient subir le même sort que les Tutsi.

Malgré le mot d'ordre de tuer tous les Tutsi, les Hutu qui n'avaient pas adhéré au mouvement ont livré le secret à leurs voisins tutsi et d'autres ont même mené une résistance acharnée contre les rebelles aux côtés des Tutsi surtout sur les collines Gitwaro, Bugeni, Nyakabenga et bien d'autres.[2]

---

[1] Témoignage anonyme récolté à Gako, Mushishi, 7 avril 2005.
[2] Témoignage de Nteze Isaac, Nyakabenga, 13 avril, 2005.

III.2.3. La répression

Dès le déclenchement des massacres, samedi 29 avril, la résistance était constituée par la seule population locale. L'intervention militaire n'aura lieu que le mercredi après quatre jours de combat. Autant les massacres avaient été très durs, autant la répression viendra empirer la situation car elle fut violente, sanglante, voire aveugle envers les Hutu. Elle est décrite par les Hutu comme un « génocide » dirigé contre eux. Ecoutons Parqué à ce propos : « La répression a ainsi décapité non seulement la rébellion mais pratiquement toute la société hutu, ce génocide sélectif aura des répercussions terribles sur la société future. »[1]

Cette répression débuta par un affrontement entre les rebelles et les militaires du Camp Bururi dans la partie Nord de la commune plus précisément à Gako et Binyuro. L'affrontement de Binyuro fut facile pour les militaires étant donné que la population des trois collines à savoir Gitwaro, Bugeni et Bwatemba s'était coalisée pour infliger une défaite aux rebelles. A l'arrivée de ces militaires, les rebelles déjà affaiblis se sont enfuis vers Bukanda et d'ailleurs la plupart ont continué la route jusqu'à traverser la frontière en direction de la Tanzanie.

Dans les premiers moments, la répression ne consistait qu'à traquer les rebelles qui se seraient cachés dans les buissons mais aussi à incendier les maisons des Hutu. Ce fut en principe l'œuvre des administratifs, des forces de l'ordre et de la population surtout les membres de la J.R.R qui étaient réputés être les meilleurs défenseurs de l'ordre public surtout avant le déclenchement des massacres[2].

Pour les Hutu de la région, les militaires ont été injustes. Ces Hutu peuvent avoir raison dans la mesure où ces militaires trouvaient certains membres de leurs familles massacrés et partant, pouvaient se venger. Suite aux bavures qui ont été commises, les militaires ont été toujours présentés comme l'ennemi juré des Hutu[3]. De tout cela, il faut retenir que dès que les militaires sont arrivés, la guerre civile générale a diminué d'ampleur. Il faut aussi noter qu'ils ont rempli une de leurs missions, celle de protéger les populations qui néanmoins, ont échappé à la mort. De plus, il faut regretter les excès commises lors de la répression. Malgré l'injustice de la répression envers les Hutu dans certaines localités de la commune (Bukanda, Kibanda, Kabanda, Karirimvya), il serait injuste de ne pas signaler les Hutu qui ont opéré aux côtés des Tutsi

[1] Parqué, V., *Evolution politique du Burundi de la Première République à nos jours,* Bruxelles, U.L.B, 1992, 158p. , cité par Barumwete Siméon, *Contribution à l'étude de l'idéologie hamitique comme facteur d'ethnisme et de violence politique au Burundi,* Mémoire de Licence en Histoire, Bujumbura, U.B.,1998, p.103.
[2] Témoignage anonyme récolté à Karirimvya, le 11 avril 2005.
[3] Témoignage de Nahigombeye Bonaventure, Rweza, 20 juin, 2004.

pendant la répression du moins ceux qui n'avaient pas adhéré au mouvement. C'est ce qui ressort d'un témoignage d'un Hutu :

> *«Hari ku wagatandatu intambara ziriko zibera ku Rugogwe. Twabonye imodoka icenda zo mw-ikambi ya Bururi zizherekeje musitanteri Karori Nyanzira. Yashaka kumenya ibirwanisho bafise natwe twishura tuti bafise ibisu gusa. Niho yaca aduha ibibiriti ngo tuje mu Bukanda guturira inzu z-abahutu turi kumwe n-abasoda. Ico gihe twari abahutu n-abatutsi. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « C'était mercredi, les combats se passaient ici à Rugogwe. Nous avons vu 9 véhicules du Camp Bururi accompagnant l'administrateur Charles Nyanzira. Ce dernier voulait savoir l'équipement des rebelles et nous lui avons répondu qu'ils n'avaient que des machettes. C'est ainsi qu'il nous donna des boîtes d'allumettes pour nous rendre à Bukanda et ainsi incendier toutes les maisons des Hutu du lieu. Et à ce moment, nous étions Hutu-Tutsi confondus. »[1]

A part cette répression opérée dans la partie Nord de la commune, nous pouvons aussi noter les combats entre les militaires et les rebelles qui ont eu lieu à Gatongo; un sommet situé entre Karehe et Kibanda. Lors de cet affrontement, les informateurs tant hutu que tutsi avancent des chiffres approximatifs compris entre 100 et 200 morts du côté des rebelles et plusieurs blessés. Quand à la question de savoir le pourquoi d'un bilan si lourd, un informateur répond :

> *«Nibaza ko ahanini ari kubera ko abateye bari benshi kandi baritanga bikwiye. Kandi bakoresha ibirwanisho bitangana kuko abariyo bemeza ko atanumwe yarafise inkoho mu gihe abasoda bose bari bafise inkoho. Uyo munsi jewe nari nasivye ».*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Je pense qu'en grande partie, c'est parce que les rebelles étaient plus nombreux et déterminés. En plus, il y avait une supériorité en armes car ceux qui ont été sur le front affirment qu'aucun rebelle n'avait une arme à feu alors que tous les militaires étaient armés de fusils.»[2].

---

[1] Témoignage de Nteze Isaac, Nyakabenga, 13 avril 2005.
[2] Témoignage de Barampama Jean, Karehe, juin, 2004.

Il ressort de cette information que la répression était très dure à cause de la détermination des rebelles. Il a fallu mobiliser la population tutsi et les Hutu non gagnés à l'idéologie pour rétablir l'ordre. Par ailleurs, même l'armée burundaise d'alors n'avait pas un effectif suffisant à mobiliser pour cette fin. En effet, tous ceux qui étaient suspectés de collaboration avec les insurgés ont été arrêtés et abattus sans délai. Les arrestations se faisaient de plusieurs manières.

Pour le cas de notre entité d'étude, l'existence des listes de cotisation ou de participation dans les réunions préparatoires comme preuve revient souvent sur les lèvres des informateurs. Ecoutons ce propos:

> *« Mu bwicanyi buteye isoni bwabereye i Rweza ; umukuru w-abasoda arampamagara. Yari afise igitabu kirimwo amazina nanone ikibi ni uko ntazi gusoma. Mfatiye kuvyo yambariye, ico gitabu cari catowe mu nzu bataye mu Kibanda. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Lors du carnage de Rweza, le chef des militaires m'appela. Il était muni d'un registre avec des noms mais malheureusement je suis analphabète. D'après ce qu'il m'a dit, ce registre avait été trouvé dans une maison désertée à Kibanda »[1].

Dans son ouvrage, Evariste Ngayimpenda fait également état de l'existence de ces papiers en ces termes :

> « L'indice le plus courant de participation au complot, est peut- être aussi un des moins contestables, était constitué de papiers saisis reprenant les listes de cotisations ou des participants aux réunions préparatoires. C'est sur base de ces papiers qu'on put procéder dans certains cas à l'arrestation de ceux qui parmi les rebelles, n'avaient pas encore fui. Ces derniers à leur tour en dénonçaient d'autres »[2].

Malgré les divers témoignages sur l'existence de ces listes de cotisations, la presse étrangère surtout le journal *La Libre Belgique* tend à nier la responsabilité de certains extrémistes hutu dans les massacres. Elle avance l'idée que l'armée aurait massacré les Hutu sans preuve. Elle se serait servie des listes de comptabilité d'un fonds de solidarité hutu pour les déclarer coupables. De notre part, nous nous demandons pourquoi l'existence de ce fonds de

[1] Témoignage anonyme récolté à Rweza, 3 avril 2005.
[2] Ngayimpenda, E., *op.cit.*, p.469.

solidarité à caractère ethnique. Ne serait-ce pas un moyen d'innocenter les rebelles ?

Outre, les arrestations à base de ces listes, il y aurait eu d'autres arrestations arbitraires insipirées des règlements de compte ou encore visaient la récupération des biens des victimes comme le souligne ce témoin :

> « *Hamaze gufatwa abahutu benshi, umukuru w'umutumba Gihinga Ndereya Singwabiye yaca atwara inka zabo avuga ko zica ziba iza Leta, yarabesha kuko niwe yaca aja kudandaza izo nka ahandi* »

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Après l'arrestation de plusieurs Hutu, le chef de la colline Gihinga André Singwabiye récupérait leurs troupeaux disant qu'ils devaient revenir à l'Etat ; un mensonge parce que c'est lui-même qui allait vendre ces vaches ailleurs »[1].

Une autre scène horrible de la répression dans notre entité d'étude fut le massacre de Rweza où les autorités administratives en collaboration avec les militaires invitèrent la population aux « activités de récoltes du café » à Kabanda et Gasera sur la colline Rweza et à Kibanda sur la colline Nyakabenga. Le lieu de rassemblement était le chef-lieu de la zone établi à Rweza. C'est ainsi qu'on procéda à l'appel des personnes impliquées dans les massacres à base des listes trouvées dans les maisons désertées. Celles qui répondaient à l'appel étaient alors enfermées dans une des maisons du centre de santé. Un témoin fait aussi état d'un groupe de six femmes qui ont succombé dans le même coup :

> « *Uyo munsi, uretse abo bari ku rupapuro, hariho kandi abagore batandatu n'abana bane b'abahutu bo mu Nzibwe bazanywe kw'i zone n'abasoda bavuye kurwana. Nabo nyene barasiwe muri iyo nzu.* »

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Ce jour là, à part ceux qui figuraient sur cette liste, il y a aussi six femmes et quatre enfants hutu de la localité de Nzibwe que les militaires avaient amené au chef-lieu de la zone lors des opérations répressives. Ceux-là aussi furent fusillés dans la maison »[2].

---

[1] Témoignage de Hatungimana Joseph, Mushishi, 7 avril 2005.
[2] Témoignage anonyme récolté à Kagoma, 9 avril, 2005.

A la question du nombre de victimes de ce carnage, les informateurs avancent des chiffres approximatifs de plus de 70 morts.

A y regarder de près, ces arrestations tenaient parfois aux faits ou aux comportements quotidiens des derniers moments précédents l'éclatement des massacres. Parlant du rôle des autorités publiques locales dans la crise de 1972 à Vyanda, nous avons remarqué au cours de notre enquête que ces dernières ont joué un rôle important dans certaines localités en organisant la population pour la contre-attaque pendant les premiers moments de la crise comme à Karehe.[1] De plus, ces administratifs, de *Nyumbakumi* à l'administrateur communal ont été accusés par la population d'avoir participé dans les massacres des Hutu et pillages de leurs troupeaux et autres biens pendant la répression comme nous l'avons vu dans les pages précédentes.

Enfin, d'autres arrestations à signaler sont les arrestations à base des dénonciations de la part des personnes déjà arrêtées. Ecoutons ce témoin :

> *«Abenshi bavuzwe n-abo bavukana cane cane ababijamwo badashaka. Nka Minani Sitefano twabana yafatiwe mu ntambara yo mu Gako, aca avuga mwene nyina Eliyazeri n-abandi bahutu babiri ; Ndayizeye na Pfumuheba. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « La plupart ont été dénoncées par leurs frères surtout ceux qui s'étaient engagés à contre-cœur. C'est le cas de Minani Stéphane notre voisin qui, capturé dans Gako lors des combats, dénonça son frère Eléazar et deux autres Hutu ; Ndayizeye et Pfumuheba. »[2]

Dans son ouvrage, Evariste Ngayimpenda fait aussi état de ces cas d'arrestation dans notre entité d'étude.[3]

Nous avons évoqué les différentes modalités utilisées pour reconnaître ceux qui étaient impliqués dans les massacres. Il convient néanmoins de préciser que certains intellectuels hutu voient en ces listes de simples documents fictifs, inventés par l'administration tutsi d'alors pour justifier la répression.

Une telle conception est tout à fait compréhensible, lorsqu'on est pertinemment conscient que personne ne peut assumer officiellement la

---

[1] Témoignage de Barampama Jean, Karehe, 14 juillet 2004.
[2] Témoignage de Nduwimana Domitien, Gihinga, 5 avril 2005.
[3] Ngayimpenda, E., *op. cit.*, p.471.

préparation et l'exécution d'un génocide. Seulement, on pourrait penser que certains Hutu auraient peut-être donné des cotisations sous contrainte, surtout dans les localités à prédominance hutu comme Mbiga, Kibanda, Gasera, Kigutu, Nyentongo, Gitsiro, Bukanda et Mushishi. Cependant, même s'il en était ainsi, qu'ils aient cotisé de leur propre gré ou de force, en ne dénonçant pas, ne fût-ce que dans la discrétion, ceux qui les menaçaient, cela peut difficilement contribuer à les blanchir.

D'après les divers témoignages recueillis, nous sommes convaincus que la répression a été sévère voire exagérée. Malgré la sévérité de cette dernière, pas mal de témoignages, aussi bien des Hutu que des Tutsi affirment qu'il y a des vies humaines qui ont été sauvées sans tenir compte de leur appartenance ethnique. A cet égard, certains Hutu qualifient la répression de 1972 comme un génocide des leurs. Raison pour laquelle, nous sommes obligé de nous y arrêter un instant.

III.2.4. La répression de 1972 : un génocide ou pas ?

S'il est vrai que la phase répressive de la crise de 1972 en commune de Vyanda a été exagérée, cela ne suffit pas pour coller à cette répression le qualificatif de génocide, contrairement à ce que tentent de faire croire certains radicalistes hutu et tutsi sans toutefois écarter les discours des hommes politiques burundais qui veulent instrumentaliser la crise de 1972 pour des fins purement politiques.

En effet, étymologiquement, le mot génocide est constitué de deux racines : l'une grecque « genos » (origine ou espèce) et l'autre latine provenant du verbe « caedere » (tuer) pour désigner la destruction méthodique d'un groupe national, racial, religieux ou ethnique[1]. Quant à la définition proprement dite du mot « génocide », le *Nouveau Larousse* affirme que qui dit génocide dit « un crime commis dans l'intention de détruire un groupe humain, national, ethnique, racial ou religieux »[2].

Or, en s'appuyant sur cette définition et en analysant le film des événements de 1972 dans notre entité d'étude, nous nous rendons compte que cette crise obéissait à un plan coordonné pré-établi (signes avant coureurs, déroulement) et visait l'extermination d'un groupe « ethnique ». Ainsi, nous sommes dans le droit d'affirmer que le génocide contre les Tutsi et les Hutu non gagnés par l'idéologie génocidaire a été organisé et a connu un début d'exécution.

---

[1] Nations-Unies, *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, New-York (DPI/1055), 1991, p.1 cité par Kaneza, J., *Le crime de génocide en droit international,* Mémoire de Licence en Droit, Bujumbura, U.B, 2000, p.8.

[2] *Nouveau Petit Larousse,* Librairie Larousse, 1972.

Par contre, même si la répression concernait particulièrement l'élite hutu, ce qui nous amènerait à penser à l'intention de détruire un groupe humain, et partant à parler de génocide à l'égard des Hutu, nous voyons que bien d'éléments de cette même élite ont été épargnés non pas parce que l'administration s'était avérée inapte à les arrêter et à les exécuter (car elle en disposait tous les moyens) mais parce qu'elle était soucieuse de viser les éléments de l'élite hutu les plus coupables. Toutefois, de nombreux innocents ont été exécutés à cause des erreurs ou des règlements de compte mais aussi à cause des excès.

En outre, si certaines opinions hutu et étrangères tentent aujourd'hui de faire croire que le génocide se situe au niveau de la répression, c'est parce que les exécutions à cette phase ont été non seulement nombreuses mais aussi et surtout extra-judiciaires et même celles qui ont fait objet de jugement n'ont pas fait grand cas de la loi. D'où une perte de certaines valeurs affectant ainsi l'autorité politico-administrative et par conséquent la légitimité du pouvoir comme nous allons le voir sous différéntes approches.

III.3. Essai d'analyse de la crise politico-ethnique d'avril 1972.

La crise politico-ethnique de 1972 est soumise à une interprétation divergente et subjective suivant la sensibilité et la passion de chaque auteur.Elle est sujette à des analyses parfois simplistes et contradictoires et par conséquent menant à une diversification d'approches.

III.3.1. L'approche fonctionnaliste.

Pour certains auteurs, la crise de 1972 est une crise des valeurs. A ce titre, nous pouvons citer l'unité nationale qui est une valeur sans laquelle un peuple ne peut en aucun cas exister ni survivre. « Elle constitue entre les membres de la collectivité un lien qui transcende les différences inhérentes à la diversité des croyances, des âges, des statuts sociaux et des allégeances politiques »[1]

Sans doute comme on l'a vu, le Burundi en général a connue dans le passé de son histoire des périodes durant lesquelles l'unité nationale a été menacée. Mais, l'unité nationale des groupes sociaux présents à Vyanda n'avait jamais été aussi profondément et aussi dangéreusement remise en cause que durant la tragédie d'Avril 1972. En effet, à part le cas des massacres ethniques de Busangana et Bugarama de 1965, d'autres menaces connues auparavants

[1] Burdeau, G., *Traité de Science politique*, T.10, *La révolte des colonisés*, 3e édition, Paris, 1986, p.78

étaient essentiellement de nature politique ; il s'agissait d'une lutte pour le pouvoir. Mais par contre, dans la crise de 1972, c'est la base même de la société burundaise en général et de Vyanda en particulier qui est compromise : L'unité nationale. Bref, du fait de la détérioration de la valeur de l'unité nationale, ce sont toutes les valeurs de la société qui se trouvent touchées. Pour ce faire, la crise de 1972 devait être une manifestaton d'une demande de renégociation d'une forme de citoyenneté et donc d'une nouvelle unité nationale. Car, sur le plan politico-organisationnel, le lien national fait de la nation la condition d'existence de l'Etat et le fondement de la légitimité du pouvoir. On considère alors qu'outre la communauté physique résultant de l'unité du territoire, la conscience d'appartenir à une même communauté territoriale de base et par conséquent à une même nation est indispensable pour procurer au pouvoir l'assise sociale homogène nécessaire à l'exercice de sa fonction.

Durant la période de la tragédie et même au lendemain de la crise, l'autre domaine qui a été durement frappé par la crise de 1972 est celui de la justice. On sait que des crimes ont été dirigés contre toutes les catégories de personnes ; hommes, femmes, vieillards, enfants mais « faute d'enquête permettant d'établir les faits et les responsabilités, cette crise a été exploitée, et a grandement aggravé la fracture identitaire. Chaque partie se considérant comme étant la victime principale de cette tragédie. Revendiqué par les Tutsi comme étant d'abord une tentative d'extermination par les Hutu, alors que ces derniers considèrent que la répression a suivi un plan systématique d'élimination des élites hutu et n'hésitent pas de parler d'un véritable génocide ».[1]

Depuis 1972 jusqu'aujourd'hui, cette page reste entièrement sombre et n'a bénéficié d'aucun éclairage objectif pour que la vérité et les responsabilités puissent être établies et les victimes quelles qu'elles soient rétablies dans leur droit. Pendant plusieurs années, « les victimes ont souffert de voir leurs bourreaux trôner comme des héros, parfois jouissant de leurs biens en parfaite et totale impunité, avec la bénédiction ou le silence complice des pouvoirs en place. Cette situation ne pourait que plonger les victimes dans la frustration, le déséspoir et la révolte alors qu'on leur accolait l'étiquette de renégat ou de traître » [2]

Face à cette situation d'impunité, le crime a pris plusieurs visages : vengences personnelles ou collectives, assassinats en masse, tueries aveugles pour simples motifs de la différence ethnique, exécution sommaire des responsables politiques ou administratifs. Bref, cette impunité n'a fait que

[1] Sebudandi, C., *Burundi : Quarante ans d'impunité*, Ligue des Droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL), Rapport final, Juin 2005, p.45
[2] Sebudandi, C., *op.cit*, p.46

continuer à alimenter les crises comme l'histoire du Burundi en a été jalonnée par la suite en 1988, 1991 et la plus récente de 1993.

Les acteurs politiques qui étaient à la tête de ces conflits devraient avoir des facilités surtout que comme l'écrit Julien Nimubona la « mobilisation politique agit sur les dispositifs représentationnels que sont les affects et les états d'âme »[1]

On peut dès lors se demander s'il est encore possible de parler d'un Etat de droit dans une telle situation où le droit qui n'est pas défendu ; le plus banalisé et même le plus nié, c'est le droit le plus important : le droit à la vie

De plus, que cette crise soit politico-administrative, morale, éducative ou intellectuelle, toute autorité devait s'en sortir fortement diminuée voire disqualifiée. Du coté des autorités politico-administratives, bon nombre ont été directement ou indirectement impliquées dans les massacres qui ont eu lieu en prenant la tête des tueurs, en les encadrant pendant la répression surtout dans les pillages ou destructions des biens désertées ou encore en aménageant même l'espace administratif comme lieu d'exécution.

Ce rôle de flagrant délit a sans doute beaucoup affecté l'autorité politico-administrative notamment en les détournant de leur rôle normal de protection des administrés.

Concernant les autorités morales telles que les réligieux, on est frappé par leur incapacité notoire à donner aux événements une tournure qui correspond à leurs enseignements. On a l'impression que l'enseignement des religions n'a aucune influence dans la vie pratique des gens.

III.3.2. L'approche instrumentaliste.

Pour d'autres analystes, la tragédie de 1972 peut être qualifiée de crise politico-ethnique.

Depuis l'indépendance, la variable ethnique joue un rôle important pour celui qui veut comprendre l'articulation de l'Etat burundais. Elle est devenue le « canal par lequel se réalise la compétition en vue de l'acquisition de la richesse et du pouvoir »[2].

En effet, la violence ethnique s'inscrit généralement dans une conjoncture de mobilisation politique intense par un groupe ethnique déterminé

---

[1]Nimubona, J., op.cit, p.63

[2] Médard, J.F., *Etats d'Afrique noire. Formation, mécanismes et crises*, Paris, Karthala, 1991, p.124.

surtout le plus exclu du pouvoir. Sous l'effet des diverses stratégies de mobilisation pratiquées par les leaders des groupes ethniques, se cristallise une nouvelle conscience des identités différentielles, phénomène qu'avive également l'émergence de nouveaux enjeux : les perspectives d'accès au pouvoir et aux nouvelles ressources mises à la disposition des détenteurs de l'autorité. Dans la mesure où la lutte pour le pouvoir met en cause les intérêts et parfois la survie des groupes défavorisés ou se jugeant tels par rapport aux autres, soit par le nombre soit par la faiblesse de leur réussite sociale ou même par leur situation géographique, l'appel à la violence apparaît souvent comme l'ultime recours face aux menaces de domination d'un groupe ethnique par un autre. Le cas de la crise de 1972 au Burundi constitue un bel exemple.

Ainsi, la revendication du pouvoir via la violence a débouché sur un phénomène de définition du pouvoir par l'ethnicité qui envenime les relations entre les groupes ethniques à savoir les Hutu et les Tutsi au Burundi. Toutefois, « le fait de soutenir que l'ethnicité est ipso facto l'orgine du conflit est une approche non valide du problème qui continue d'aboutir à des politiques inefficaces »[1]

Par ailleurs, du fait que l'ethnicité est au coeur de l'identité de l'Individu au Burundi, les affronts ou les menaces perçus comme tels venant « d'étrangers » tendent à susciter des réactions collectives importantes. Ces réactions sont aisément récupérées et politisées par l'élite du groupe, motivée en partie par des préoccupatios véritables envers la population et en partie par la volonté de nourrir ses ambitions politiques en exploitant la ressource naturelle de l'identité collective. Cette utilisation de l'ethnicité comme outil politique a conduit de nombreux observateurs du paysage politique burundais à souscrire au point de vue « instrumentaliste » et à affirmer que « l'ethnicité a été inventée à des fins politiques[2] »

Un groupe ethnique peut avoir des intérêts politiques bien entendu, mais il serait erroné de définir le groupe ethnique en fonction de ses intérêts politiques.

Toutefois, les conflits sont inhérents aux rapports humains, et ce pour deux principales raisons. D'une part, les individus ou les groupes d'individus ont des valeurs, des besoins et des intérêts différents. D'autre part, la plupart des ressources ne sont pas disponibles en quantité illimitée, et il faut donc organiser leur accès. Ces deux facteurs sont intrinsèquement générateurs de conflits. Ceux-ci ne sont pas forcément destructeurs. Ils peuvent même au contraire être porteurs d'innovations et d'ingéniosité sociale. Ce qu'il faut donc

[1] PNUD, *Le défi de l'ethnicité et des conflits en Afrique, nécessité d'un nouveau modèle*, p.6
[2] PNUD, *op.cit* , p.21

avant tout éviter, c'est la dégradation d'une situation conflictuelle normale en crise ou encore en conflit violent. J.D. Reynaud ajoute que le conflit est comme un processus de décision et comme un créateur, s'il n'y avait pas conflit à résoudre, les juges n'auraient pas de décision à prendre et il n'y aurait ni coutume ni loi. L'ordre social est fondé sur des conflits résolus ou ritualisés[1]

Nous venons d'analyser les événements de 1972 en commune de Vyanda depuis la phase préparatoire jusqu'à la phase considérée comme finale, c'est-à-dire au niveau de la répression. Il est difficile qu'une tragédie comme celle-là se passe sans laisser des traces difficiles à effacer. C'est dans ce sens que cet événement aura entraîné dans notre entité d'étude d'énormes conséquences tant sur le phénomène identitaire que sur le plan socio-économique mais aussi en laissant un comportement particulier à la population qu'elle adoptera face aux crises ethniques suivantes qu'a connues le Burundi.

[1] Reynaud, J.D., *Sociologie des conflits du travail,* Paris,PUF, Collection « Que sais-je ? », 1982, p.3

Chapitre IV: Les Répercussions de cette crise

La crise de 1972 a laissé des traces qui ont conditionné la vie ultérieure de notre entité d'étude. Dans ce chapitre, nous nous intéresserons à l'impact de cette crise au point de vue socio-économique.

IV.1. Les conséquences sociales

En réalité, la crise de 1972 a eu beaucoup de conséquences sur le plan social en commune Vyanda. La commune a été dépeuplée en raison des pertes humaines résultant des massacres et de la répression, mais également des exils qui ont eu lieu soit vers les communes voisines, soit vers les pays frontaliers comme la Tanzanie et l'actuelle RDC. Ce dépeuplement est également le produit d'une émigration vers les communes frontalières surtout celles de l'Imbo comme Nyanza-Lac et Rumonge, désertées pendant la crise. Le motif de ces déplacements était en grande partie d'occuper les terres désertées surtout qu'elles étaient plus fertiles par rapport à celles de Vyanda. A ce sujet, un témoin qui a occupé une terre à Nyanza-Lac nous dit ceci :

> *«Sinagiye mu Kazirabageni nk'impunzi kuko ntaco niyagiriza mu vyari bihejeje kuba ahubwo nashaka itongo ryagutse na cane cane ko ari ahantu himbuka. Noneho urabizi abo tuvukana bigumiye aha i wacu. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Je ne suis pas parti à Kazirabageni (Nyanza-Lac) comme réfugié car je ne m'accusais de rien à propos de ce qui venait de se passer mais plutôt je voulais avoir une grande propriété terrienne surtout que cette région est très fertile. Tu sais d'ailleurs que mes frères sont restés ici chez nous. »[1]

Cette occupation causera des ennuis pendant la phase de rapatriement entre les anciens propriétaires qui étaient partis ailleurs et les nouveaux occupants comme nous allons le voir dans les pages qui vont suivre.

Malgré le cachet « ethnique » de la crise, elle n'a pas laissé beaucoup de taches sur le tissu social. Ceci parce que tous les Hutu n'avaient pas adhéré au mouvement, ce qui facilitait alors l'identification des plus coupables ou des suspects diminuant ainsi les erreurs pouvant emporter des innocents.

---

[1] Témoignage de Ndoricimpa Jonas, Bwatemba, 15 juillet 2005.

Dans le même ordre d'idées, les propos recueillis montrent bien que les liens unissant les Hutu et les Tutsi n'ont pas tardé à se ressouder ; du fait que ceux qui avaient trempé dans les massacres s'étaient enfuis et le reste mâtées pendant la répression. C'est ce qui ressort du témoignage de Sinzinkayo sur la colline Bwatemba :

> *«Inyuma y'urwimo, twasubije hamwe ningoga kuko ababigiyemwo cane ntibari bakiriho, ni abari basigaye bari bake. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Après la crise, les amitiés se sont vite renouées étant donné que les plus gagnés à l'idéologie n'étaient plus ou restaient moins nombreux. »[1]

Il ressort de ce témoignage que la répression ne pouvait pas atteindre tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé aux massacres. Bien plus, les amitiés ne pouvaient pas tarder à se renouer, du moment que les Hutu de certaines collines étaient restés calmes dans les premiers moments des massacres mais cette attitude mérite une lecture critique. Ceci parce que lors de la répression nombre d'entre eux figuraient sur les listes de cotisations ou de réunions et d'autres ont eu seulement la chance de ne pas être perçus ou dénoncés ou encore avaient déjà pris fuite.

Toujours sur le plan social, malgré les bonnes relations qui se sont renouées entre les deux composantes de la population, il s'est également installée une peur chronique d'un génocide dans les cœurs tant des Hutu que des Tutsi. Les événements de 1972 ont entraîné beaucoup de morts et de réfugiés, créant un climat de haine et de suspicion entre les Hutu et les Tutsi. Tout le monde avait peur de la réapparition d'une tragédie semblable dans la commune. Ecoutons ce témoin :

> *« Twasubije hamwe ningoga n-ababanyi b-abahutu batari bagiye muri vyo. Abari banyuzwe n-izo nyigisho z-amacakubiri, bamwe bari bahungiye muri Tanzaniya canke mu makomine yegereye ya Nyanza-Lac na Rumonge, abandi bafashwe baricwa. Abari basigaye mw-ikomine nabo baguma bibaza ko abahunze bashobora kugira ikindi gitero. »*

[1] Témoignage de Sinzinkayo Simon, Bwatemba, 14 juin 2004.

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Nous nous sommes vite réconciliés avec nos voisins hutu qui n'avaient pas adhéré au mouvement. Les plus gagnés à l'idéologie ethniste, les uns avaient fui vers la Tanzanie ou vers les communes voisines de Nyanza-Lac et Rumonge, les autres arrêtés et tués. Ceux qui restaient dans la commune craignaient toujours une nouvelle attaque de ces réfugiés. »[1]

A y regarder de près, cette peur était fondée d'autant plus que même l'attaque du 29 avril avait été préparée en Tanzanie.

La commune qui avait été dépeuplée sera de nouveau peuplée petit à petit par des gens originaires d'autres communes du pays. Remarquons ici que cette réoccupation répondait à l'appel lancé par le Président Micombero qui invitait la population à se réconcilier avec elle-même pour s'adonner au travail. Donc, les régions désertées avaient besoin de main- d'œuvre pour leur mise en valeur.

En effet, « les paysans venus des environs ou de plus loin ont vite fait de combler le vide créé par ces départs massifs avec la bénédiction de l'administration locale. La tentation était d'autant plus grande qu'il s'agit de terres riches, déjà exploitées et habitées, ne posant, par conséquent, aucun problème de logement ni de soudure pour les nouveaux occupants. »[2]

On peut d'ores et déjà noter la tendance des autorités administratives locales qui, au lieu de prendre des dispositions pour protéger les propriétés de ces expatriés dont le retour était prévisible, les ont plutôt attribuées comme il s'agissait de terres vacantes. On y reviendra plus loin.

Cette crise aura aussi un impact sur le comportement de la population face aux crises ethniques ultérieures. On peut ici penser que si les Hutu de la commune Vyanda sont restés relativement calmes lors des massacres ethniques de Ntega-Marangara en 1988 et lors de ceux de Cibitoke et Bujumbura en 1991, c'est parce que les événements se passaient loin de la commune d'une part mais aussi et surtout parce que la mémoire collective des gens, surtout des Hutu se souvenait encore du caractère sévère de la répression.

Dans notre entité d'étude, il était fréquent, que certains vieillards surtout hutu qui voyaient que leurs fils commençaient à adopter un comportement ethniste, les conseillent d'abandonner. Ils faisaient allusion à la répression de

---

[1] Témoignage de Nyandwi Pascal, Kagoma, 19 juillet 2004.
[2] RCN Justice et Démocratie, *Etude sur les pratiques foncières au Burundi*, Bujumbura, décembre 2004, p.9.

1972. C'est également de tels conseils qui ont fait que les Hutu de la localité soient restés calmes lors de la crise qui a secoué le Burundi depuis 1993.

Parlant de cette même crise, il faut préciser que les Hutu de la commune de Vyanda resteront hostiles aux enseignements divisionnistes et même quelques jeunes qui étaient partis dans les rangs des rebelles reviendront petit à petit et seront bien accueillis. Cependant, malgré les efforts consentis par les autorités dans la reconstruction, la crise de 1972 a entraîné des conséquences économiques très graves pour la commune de Vyanda.

IV.2. Les conséquences économiques

La tragédie de 1972 a occasionné beaucoup de dégâts matériels et par voie de conséquence l'économie de la commune devait en souffrir. La mort et l'exil de pas mal de gens a privé la commune de gens qui devaient œuvrer pour son développement. Dans certaines localités désertées de la commune, les activités quotidiennes tendaient à s'arrêter et les propriétés se sont transformées en brousse. Il faudra attendre le repeuplement de ces dernières par des gens originaires d'autres communes surtout de Bujumbura rural et Gitega. Là à titre illustratif, il faut signaler les localités de Kibanda et Gasera qui ont été occupées par les gens de Kabezi.

Au point de vue matériel, la crise de 1972 a occasionné beaucoup de conséquences. D'abord, les maisons du parti ainsi que les maisons d'habitations appartenant aussi bien aux Tutsi pendant les premiers moments de l'attaque qu'aux Hutu pendant la répression furent incendiées. Ecoutons ce témoin :

> *«Abasoda bo mw-ikambi y-i Bururi bashitse ku munsi wa gatatu hapfuye abahutu batari bake ariko abenshi bahungiye mu makomine ya Rumonge na Nyanza-Lac no muri Tanzaniya. Natwe twaciye dusubira ku mitumba iwacu ariko benshi muri twebwe basanze inzu zabo ari umunyota. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « A l'arrivée des militaires du Camp Bururi le mercredi, pas mal de Hutu sont morts, mais nombreux ont fui vers les communes frontalières comme Rumonge et Nyanza-Lac mais aussi vers la Tanzanie. Quant à nous, nous avons regagné nos collines respectives mais la plupart d'entre nous ont trouvé leurs maisons en cendre. »[1]

[1] Témoignage anonyme récolté à Migera, 23 avril 2005.

Si cette crise a emporté toutes les catégories de la population confondues, à savoir les vieillards, les adultes, les jeunes et les enfants, elle a particulièrement touché les personnes les plus aptes à produire, dont l'âge pourrait varier entre 18 ans et 40 ans. Ceci est d'autant plus vrai que les pertes n'ont pas été occasionnées uniquement par les tueries mais aussi et surtout par les départs massifs vers la Tanzanie. C'est donc dire que la crise surtout par ces départs a emporté les gens qui auraient pu maximiser la production surtout si on sait qu'on est dans une commune à vocation essentiellement agro-pastorale.

Un autre domaine qui a souffert de cette tragédie est le commerce.Ces départs massifs des gens des Mirwa vers l'étranger devait d'une manière ou d'une autre avoir un impact négatif sur les activités commerciales. Le cas le plus frappant est le marché de Binyuro qui a regressé. Cette regression était due au fait que la région des Mirwa avait perdu sa main d'oeuvre alors qu'elle constituait une zone d'approvisionnement en denrées alimentaires mais aussi pas mal de boutiques ont été désertées suite à l'exil de certains commerçants. Bien plus, le marché de Binyuro ne retrouvera jamais son état d'avant la crise mais plutôt finira par s'effacer dans les années 1980. Au moment de notre enquête en 2004, il ne restait que trois Bars de bière de banane ainsi que deux boutiques. Ce marché vient d'être réouverte en 2005 avec une place amenagée pour la vente du gros et du petit bétail.

Dans le domaine agricole, l'on se souviendra que la crise a éclaté fin avril-début mai. Or, le mois de juin constitue une saison de récolte par excellence non seulement des cultures vivrières mais aussi commerciales comme le café pour le cas de notre région d'étude plus précisément dans les Mirwa.

En outre, la commune de Vyanda connaîtra des perturbations majeures surtout dans le domaine agricole et partant dans l'économie de la population étant donné que la récolte s'avèrera quasiment impossible. Ce qui a d'ailleurs occasionné des pillages dans les champs désertés par les Hutu qui s'étaient réfugiés en Tanzanie ou dans les communes de Nyanza-Lac et Rumonge. Il a fallu que les autorités publiques mobilisent la population pour les récoltes de café dans les localités de Bukanda, Gitsiro, Gasesa, Kibanda, Kirungu situé dans la région naturelle des Mirwa, mais aussi pour la récolte des cultures vivrières surtout que ces localités constituaient des grandes zones d'approvisionnement pour toute la commune. On y cultivait en grande partie le manioc, le haricot, le café, mais aussi la banane.

Parlant du domaine pastoral, le bétail fait partie des éléments qui jouent un rôle important dans la vie économique des habitants de la commune Vyanda. L'importance de l'activité pastorale s'explique par l'abondance des pâturages,

exceptée la région des Mirwa où le relief constitue un grand handicap à cette activité économique. En effet, avec cette tragédie de 1972, le bétail fut soit volé, soit abattu. Lors du déclenchement des massacres, les rebelles abattaient les vaches et les consommaient sur place dans certaines localités comme à Mazinga sur la colline Karirimvya. Le véritable pillage des vaches et autres biens viendra plus tard pendant la phase de répression et a été l'affaire des militaires et des autorités administratives. La population tutsi ne pillait que les denrées alimentaires et autres biens restés dans les maisons ou dans les boutiques. Ecoutons ce témoin:

> *«Ku musozi iwacu i Gihinga umukuru wawo Ndereya Singwabiye niwe yafasha mw-isahurwa ry-inka. Yavuga ngo izo nka ni izo kubagira abasoda bo mw-ikambi y-i Bururi. Ico ntazi ni uko yoba yarazigabura canke atazigabura n-abasoda ubundi yaja kuzidandaza i Matana. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Sur notre colline Gihinga, c'est le chef de colline André Singwabiye qui organisait le pillage des vaches. Il arguait que ces vaches seront battues et consommées par les militaires du Camp Bururi. Ce que j'ignore, c'est qu'il les partageaient ou non avec les militaires sinon il allait les vendre à Matana. »[1]

A la question de savoir si le fait que seules les autorités administratives pillaient les vaches ne pouvait pas entraîner la colère des autres Tutsi, le même témoin répond:

> « *Mu bisanzwe, gusahura inka sico cari kiraje ishinga abatutsi. Bari binyoterewe cane cane amahoro. Noneho, ntibari bazi ko ivyo ababatwara bababwira atari vyo. Gusa vyaribonekeje ko inka zitatwawe mw-ikambi i Bururi, zagurishirizwa hano nyene twibaza ngo amahera avuyemwo azoca aja mu bigega vya Komine. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « En fait, le pillage des vaches n'était pas la principale préoccupation des Tutsi. Ils avaient davantage soif de paix. Par ailleurs, ils n'étaient même pas sûrs que le prétexte avancé par les administratifs n'était pas vrai. Seulement voilà, les vaches qui n'étaient pas acheminées vers le Camp Bururi étaient vendues sur

[1] Témoignage de Domero Raphaël, Gihinga, 5 avril 2005.

place et on croyait toujours que la somme perçue serait versée dans les caisses de la commune. »[1]

Il ressort de ce témoignage que malgré des inquiétudes de la population au sujet du sort du bétail pillé, il n'y a pas eu de confrontation entre les Tutsi puisque de manière générale, ce pillage n'a été orchestré que par les autorités administratives. Bien plus, beaucoup de Tutsi ne se sont pas impliqués dans ce pillage : les rares qui se sont impliqués le faisaient quand l'occasion se présentait c'est-à-dire lorsqu'ils étaient rassemblés pour renforcer les militaires pendant la répression de sorte que cela ne pouvait pas engendrer des disputes comme l'exprime ce témoin :

« *Ntawovuga n-ukuri ko hariho abarondeye gusahura inka ; ariko iyo hari izo batoye mu myonga canke ku misozi, barazitwara bakazigabura atawushwanye n-uwundi.* »

Ce qui peut être ainsi traduit:

« On ne peut vraiment pas dire qu'il y en a qui ont cherché à piller les vaches ; mais s'il y en a qui pouvaient les retrouver dans les marais ou sur les collines, ils les récupéraient et les partageaient avec les autres sans aucune dispute. »[2]

Il faut noter que nombre de Hutu surtout des localités non pastorales en raison du climat ou du relief avaient des troupeaux chez leurs connaissances ou leurs amis dans les régions favorables à l'élevage. Ces vaches furent récupérées par l'administration. Bref, on ne peut vraiment pas parler de pillage du bétail pendant les premiers moments de l'attaque. Au cours de cette phase, il n'y a eu que quelques vaches abattues et consommées sur le champ par les rebelles. Le pillage proprement dit s'observera pendant la phase répressive.

En conclusion, nous sommes dans le droit de dire avec nombre de témoins qu'en commune Vyanda, il n'y a pas eu de véritables conflits sociaux au sujet du bétail pillé dans le cadre des événements de 1972. Ce calme a une justification simple. C'est parce que la région des Mirwa, exclusivement peuplée de Hutu était hostile à l'élevage du gros bétail. Les seuls Hutu qui avaient des vaches, les avaient chez leurs connaissances ou leurs amis dans la région du Bututsi et ce sont ceux-là qui ont été victimes de pillages.

Si le pillage du bétail n'a pas été à l'origine des conflits sociaux, il en va autrement des terres.

---

[1] Témoignage Domero Raphaël, Gihinga, 5 avril 2005.
[2] Témoignage anonyme récolté à Karehe, 6 avril 2005.

IV.3. Le sort des terres désertées

Les terres désertées ont été purement et simplement occupées par les gens qui étaient restés sur place ou par des gens originaires d'autres régions. Cette occupation a été en grande partie le résultat des départs massifs vers la Tanzanie ou vers les communes frontalières avec la commune de Vyanda après le déclenchement de la tragédie de 1972. De plus, cette occupation s'opérait de deux manières soit spontanément par les Hutu des communes voisines du moins dans les Mirwa, soit des terres étaient distribuées aux Tutsi par les autorités administrantes. Comme les régions désertées (surtout dans les Mirwa) étaient réputées fertiles, elles ont attiré l'attention tant des Hutu que des Tutsi qui restaient dans les environs. En effet, depuis 1972, tous les réfugiés sont restés dans les lieux de refuge et leurs propriétés exploitées par les nouveaux occupants de l'après-crise. Ce n'est qu'après la victoire du FRODEBU en 1993 que certains réfugiés reviendront en exécution du programme national de rapatriement comme le précise Jacqueline Nkiramagi en ces termes :

> « Tous les Burundais furent appelés à l'édification d'un Etat fort qui garantissait la sécurité à ses citoyens. C'est pour cela que les réfugiés des années précédentes furent appelés à regagner leur patrie. »[1]

Ce rapatriement devait nécessairement être accompagné d'une série de litiges fonciers opposants les anciens aux nouveaux propriétaires. C'est d'ailleurs avec l'objectif de limiter les dégâts que tous les régimes successifs se sont penchés sur la question.

IV.3.1.Cadre général du réglement de la question des terres des réfugiés.

Il est vrai que jusqu'à la veille de la victoire du Parti Sahwanya FRODEBU en juin 1993, le problème foncier lié à la réoccupation des terres n'avait pas réellement éclaté au grand jour

Ainsi donc, il n'est pas unitile d'analyser les différents textes qui ont tenté de trouver une solution à ce problème à différentes époques. La première action politique en faveur de ces réfugiés remonte du 26 novembre 1974, lorsqu'à l'occasion de son septenat, le Président Micombero signa le Décret n°100 /314 portant la main levée de saisie de certains immeubles des personnes condamnées dans le cadre des événements d'avril 1972[2]

---

[1] Nkiramagi, J., *La question ethnique au Burundi à travers la presse belge francophone. Le cas de deux journaux « Le soir » et « La Libre Belgique » (avril 1972 à juin 1978)*, Mémoire de Licence en Histoire, U.B, Bujumbura, 1997, p.53.

[2] *BOB* n°3/1975, p.74

Ce pendant, ce décret ne portait que sur les immeubles, et dans ce cas, comme l'écrit Evariste Ngayimpenda « si les maisons des personnes condamnées devaient être restituées à leurs héritiers, assez curieusement ce Décret ne devait s'appliquer aux maisons situées dans les localités entièrement désertées par les propriétaires, si bien qu'il apparut comme un non événement »[1]

En 1977, après le changement de régime intervenu le 1 novembre 1976, cette République fut la première à être confrontée aux problèmes des terres des réfugiés. Un décret-loi relatif à la réintégration dans leurs droits des personnes ayant quitté le Burundi suite aux événements de 1972 et 1973 fut promulgué.[2]

Le Décret-loi se proposait ''d'instaurer une procédure rapide spéciale pour apurer les contentieux des biens litigieux des rapatriés'' (Préambule).
La commission était composée d'un membre du Comité Exécutif du Conseil Supérieur Révolutionnaire (l'organe dirigeant de l'époque) qui en assurait la présidence, d'un représentant du ministère de l'Intérieur, d'un magistrat désigné par le ministre de la justice, d'un représentant du ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural et du Gouverneur de Province où se situaient les biens ou droits litigieux (article 2).

En réalité, si l'on analyse bien les attributions de cette commission, on constate qu'il s'agit d'un tribunal spécial aux pouvoirs exorbitants qui, en fait, a contribué à fragiliser les droits légitimes des rapatriés et à renforcer ceux, encore virtuels des nouveaux occupants. En effet, rapporte International Crisis Group (ICG), « (...) la procédure exigeait de déposer une plainte devant la commission en indiquant l'occupant illégal de la propriété réclamée ainsi que la taille de sa propre famille. La solution consistant à partager la terre litigieuse entre l'occupant et le plaignant. Celui-ci était donc dépouillé d'une partie de sa terre en toute légalité. Bien plus, très peu d'anciens réfugiés rentrèrent à l'époque pour déposer plainte, de sorte que leur terre ne fut réclamée par personne »[3].

Au regard de cette situation, l'on est frappé par le peu de protection dont les refugiés-rapatriés ont pu bénéficier contre les prétentions des nouveaux occupants. Il ne faut pas oublier qu'à cette période, il s'agissait réellement de nouveaux occupants, puisqu'il y avait à peine quatre ans que les réfugiés avaient quitté leurs propriétés. L'on remarquera que la commission était compétente pour attribuer des concessions de terres vacantes aux réfugiés

---

[1] Ngayimpenda, E., *Evaluation de la politique sectorielle de Rapatriement, de Réisertion et de Réhabilitation des sinistrés au Burundi*, Etude commandée et dirigée par l'OAG, Bujumbura, mai 2005, p.34
[2] Décret-loi n°1/19 du 30 juin 1977, *BOB* n°10/77, p.562.
[3] ICG, *Réfugiés et déplacés au Burundi : désamorcer la bombe foncière*, Rapport Afrique n° 70, Nairobi/Bruxelles, 7 octobre 2003, p.4.

n'ayant pas pu réintégrer leurs terres en raison de la cession de celle-ci régularisée au profit des bénéficiaires (article 3). En clair, ce décret-loi reconnaissait la prééminence de droit au nouvel occupant lorsqu'il bénéficiait d'une cession régularisée.

Comme l'affirme une étude récente, « on peut dire que la politique de rapatriement initiée par le régime de Jean-Baptiste Bagaza a souffert fondamentalement de manque de sincérité, de cohérence et d'engagement politique »[1].

Or, le temps n'a pas permis d'arranger la situation. Il devait au contraire la compliquer au fur et à mesure que les droits des nouveaux occupants se renforçaient, sans que pour autant la détermination des réfugiés à réintégrer leurs terres ne s'apaise. Le problème allait ainsi réapparaître sous la Troisième République, avec la libéralisation du régime.

Le Président Buyoya prit le pouvoir à la veille des grands mouvements de démocratisation des années 90. Il initia la politique « de l'unité nationale » qui prônait le partage du pouvoir avec les membres de l'ethnie hutu qui, depuis la crise de 1972, avaient été pratiquement exclus du pouvoir :

> « La part des Hutu dans le Gouvernement tutsi passa d'environ 20% à la moitié. »[2]

C'est dans ce contexte qu'il faut situer le programme de rapatriement des réfugiés. Pour résoudre cette question, une commission nationale chargée du retour, de l'accueil, et de l'insertion des réfugiés burundais fut, encore une fois, créée[3]. Cette nouvelle commission était en réalité chargée d'une mission plus vaste. En ce qui concerne le contentieux des terres des réfugiés, elle était chargée d'une double mission : « aider les rapatriés à se réinstaller sur les propriétés encore disponibles » d'une part, et « connaître du contentieux né à l'occasion des opérations de réinstallation », d'autre part (article 1, b et c).

Les attributions de cette commission rappellent celles de la commission précédente, notamment en ce qu'elle disposait des attributions d'une juridiction spéciale. Concernant le fond, il était spécifié que les rapatriés ne pouvaient se réinstaller que sur les terres encore disponibles. La commission a effectivement fonctionné mais il faut analyser le contexte de l'époque pour comprendre pourquoi les travaux de cette commission n'ont pas soulevé de problème

---

[1] OAG, *Politique de rapatriement, de réinsertion et de réhabilitation des sinistrés ainsi que la problématique de gestion des terres au Burundi*, mars 2003, p.10.

[2] Chretien, J-P. et Mukuri, M., (sous la dir.), *Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violences et certitudes « ethniques »*, Paris, Karthala, 2002, p.16.

[3] Décret-loi n°1/01 du 22 janvier 1991, *BOB* n°4/91, p.94.

majeur. En premier lieu, le décret-loi de 1991 excluait déjà la possibilité de réinstallation sur des terres occupées ; en second lieu et surtout, les conditions politiques n'étaient pas encore remplies pour un retour massif des rapatriés. Ce n'est qu'avec la victoire du parti FRODEBU, à prédominance hutu, que les choses commencèrent à évoluer.

A cette période, le conflit foncier est réapparu dans toute sa vigueur parce que le FRODEBU en avait fait un instrument de propagande et de mobilisation politique dans le pays, y compris en commune Vyanda en promettant non seulement le rapatriement aux réfugiés mais aussi de leur accorder, sans aucune condition, leurs anciennes propriétés. C'est du moins ce qui ressort de la déclaration de feu le président de l'Assemblée Nationale, Monsieur Pontien Karibwami, lors de la première session ordinaire du 4 octobre 1993, qui eut lieu au Palais des Congrès de Kigobe :

> « (...) les réfugiés n'ont pas fui les conditions économiques telles que la faim ou la misère. Ils ont fui la guerre civile. Ils ont dû sauver leurs vies. La quasi-totalité d'entre eux étaient des innocents car ce ne sont pas eux qui ont provoqué ces tueries. Dans leur fuite, ils ont laissé beaucoup de biens derrière, surtout les maisons ainsi que des lopins de terre qu'ils appréciaient pourtant. Les lopins de terre et les maisons abandonnés par les réfugiés ont été occupés par des gens qui, soit les ont confisqués, soit les ont achetés chez les usurpateurs, soit les ont reçus de l'Etat UPRONA, soit ont acheté ces dotations de l'Etat. Il y en a même qui ont purement et simplement exilé des propriétaires afin de s'emparer de leurs biens. Les lois en vigueur donnent aux réfugiés le droit de récupérer leurs biens. Par voie de conséquence que les usurpateurs, surtout les confiscateurs ou ceux qui se sont appropriés des biens d'autrui après avoir orchestré l'exil des ayant-droit, ne résistent ni ne prétendent que cette appropriation demeure définitive. Bien au contraire, ils devraient être épris de paix, de pitié et du sentiment d'autocritique afin de restituer les biens d'autrui sans regimber. »[1]

C'est donc cette politique de rapatriement entreprise par le gouvernement d'alors qui a encouragé le retour en masse des réfugiés surtout en provenance de Tanzanie. A l'arrivée, ils revendiquaient leurs anciennes propriétés comme promis par le régime en place et parfois même avec des menaces de mort surtout par des menaces d'empoisonnement étant donné que la Tanzanie était réputée dans ces pratiques obscurantistes comme ce fut le cas dans notre entité d'étude.

---

[1] Ndiho, J., « Que les expatriés retrouvent leurs biens », *L'aube de la démocratie, n°27*, Bujumbura, du 1er au 15 octobre 1993, pp.1-3, cité par Nkezindavyi Théophile, *op. cit.*, 2001, p.97.

IV.3.2. Le règlement des conflits fonciers consécutifs à cette crise à Vyanda.

Dès le retour en masse des réfugiés de 1972 surtout à partir de la Tanzanie, la question des terres a provoqué pas mal de conflits surtout que les réclamations se faisaient sous diverses formes(entente mutuelle, menace, procès judiciaires). C'est ainsi que certains parmis les nouveaux occupants ont dû céder ces propriétés aux rapatriés sans la moindre résistance. A ce propos, un témoin de la localité de Mbiga sur la colline Bwatemba affirme que :

> *«Bamwebamwe mu bari bafashe amatongo i Manga n'i Mugurube bashimye kuyasubiza ba nyeneyo batiriwe baragorana. Abo ni nka Misago Yohani yabonye bene Mbanza Nikodemu batatu nyene itongo ry'i Mugurube aca ararisubiza.»*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> «Certains occupants de ces propriétés terriennes à Mugurube et à Manga ont préféré restituer les lopins de terre aux ayants-droit sans la moindre résistance. Tel est le cas de Misago Jean qui, voyant le retour de la descendance (3fils) de l'ex-propriétaire du nom de Mbanza Nicodème lâcha le lopin sise à Mugurube »[1]

Pour le même mouvement de retour, nous avons recensé au moins huit cas pareils sur la sous-colline Mbiga. Par contre, dans les localités de Kibanda et de Gasera, on est respectivement sur les collines Karehe et Nyakabenga, les nouveaux occupants ont préféré ne pas céder devant les menaces des rapatriés. C'est ainsi que certains préfereront purement et simplement apprêter les armes et attendre de pied ferme qui viendrait les déloger. Ecoutons ce témoin :

> *«Ku musozi i wacu, abafashe amatongo baranse kuyavamwo. Bamwe mbere bavuga bati ni bazana uburozi twese turazi iyo budandazwa, ni bazana ibisu navyo natwe turabifise bikwiye. Na none ni uko abategetsi baza baramama mu gukurikirana ibibazo vy'amatongo. »*

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « Sur notre colline, les nouveaux occupants de ces lopins de terre ont opté pour la résistance sur place plutôt que de céder ces propriétés. Certains même disaient : s'ils reviennent avec du poison, nous savons tous là où il se vend et s'ils reviennent avec

[1] Témoignage de Kagoma Joseph, Mbiga, Bwatemba, 8 avril 2005.

des machettes, nous en avons assez nous aussi. Heureusement que les autorités publiques essayaient de calmer les esprits en suivant de près la question des terres »[1].

La grande majorité de ceux qui ont choisi de mener une résistance féroce étaient les nouveaux occupants originaires des provinces et communes étrangères à Vyanda. L'explication de cette attitude est purement et simplement le fait que ceux-ci ne pouvaient pas retourner dans leurs régions d'origine une vingtaine d'années après. Là on peut citer ceux des communes Bururi, Songa, Rutovu, Matana mais aussi ceux de la Province Gitega et même de Bujumbura rural. Ainsi donc, ils sont toujours prêts à mourir plutôt que céder ces propriétés.

Par contre, ceux qui avaient occupé ces terres ne fût ce que pour l'exploitation sans toutefois résider dans ces dernières, ceux-là n'ont pas beaucoup résisté et, lorsqu'il y avait plainte, les *Bashingantahe* tranchaient généralement en faveur des rapatriés.

Toutefois, cette situation de récupération des terres et autres biens ou tout simplement de réoccupation ou encore de résistance n'a pas duré car quelques mois après avec l'assassinat du Président Melchior Ndadaye, ces rapatriés ont été obligés de fuir de nouveau vers la Tanzanie et jusqu'à aujourd'hui, la plupart reste dans les lieux de refuge à l'exception de quelques familles qui, ces derniers temps commencent à revenir pour revendiquer leurs propriétés terriennes et autres biens qui sont encore disponibles comme les maisons.

A y regarder de près, nous pouvons affirmer que n'eût été la crise de 1993 qui a provoqué la fuite des rapatriés allégeant ainsi le conflit foncier, ce problème de réoccupation des terres désertées en 1972 aurait déjà de nouveau fait couler le sang, affirme ce témoin :

«Ikibazo c'amatongo catumye haba ingorane nyinshi hagati y-abahungutse n-abafashe ayo matongo. Hari n-igihe vyashika uwahungutse yemera kugabura itongo ariko bwari uburyo bwo kuraba ingene yosohora uwo ari muri ryo. Vyaraboneka ko bitashoboka ko babana mbere vyashobora no gutuma indwano amaraso agaseseka ».

[1] Témoignage anonyme récolté à Gasera, Nyakabenga, avril 2005.

Ce qui peut être ainsi traduit :

> « La question des terres désertées a occasionné de multiples difficultés entre rapatriés et les nouveaux occupants de ces terres. Il arrivait des fois que le rapatrié accepte le partage de la propriété mais c'était une façon de trouver une voie de déloger l'occupant. Il était donc prévisible que la cohabitation se serait avérée impossible et aurait même dégénéré en conflits sanglants »[1].

C'est ainsi que, toujours dans l'esprit de prévenir cette crise sociale latente, les signataires de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi ont fait preuve de beaucoup de sens de compromis. Le problème est d'abord posé en termes modérés :

> « A la suite de la tragédie de 1972, des milliers de Burundais ont été obligés de quitter leur terre et de partir en exil. Nombre de ces propriétés ont par la suite changé de propriétaire. Cette redistribution des terres a été effectuée par l'Etat dans un souci de bonne utilisation d'une ressource rare. Ceci s'est fait sur base des lois que certains ont contestées et qualifiées comme injustes parce que violant les droits fondamentaux. Il se pose alors la question de trancher entre la restitution de leurs biens aux expatriés et la sauvegarde des droits acquis subjectivement souvent de bonne foi par les propriétaires actuels. »[2]

C'est pour cette raison que les négociateurs ont décidé de mettre sur pied une Commission Nationale de Réhabilitation des sinistrés (CNRS) avec une sous commission « Terre et autres biens » chargée de la question justement foncière. La population cible se composait des déplacés, rapatriés, regroupés, dispersés, victimes de guerre et les vulnérables.

Dans notre entité d'étude d'étude, la catégorie cible qui intéresse la CNRS est celle des rapatriés de 1972. Ceci parce que les autres catégories cibles ci-haut évoquées ne sont pas présents en commune Vyanda étant donné qu'elle est restée calme dans la dernière crise politico-ethnique d'octobre 1993. La CNRS a fonctionné depuis décembre 2002 jusqu'en 2006 et le 30 mars 2006 l'Assemblée Nationale a adopté un projet de loi portant création d'une autre commission « La Commission Nationale Terres et Autres Biens »[3]. Cette commission, indique le projet de loi, aura pour mandat de connaître des litiges relatifs aux terres et autres biens opposant les sinistrés à des tiers ou à des services publics ou privés. Elle

---

[1] Témoignage de Nyandwi Pascal, Kagoma, juin 2004.
[2] *Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi du 28 août 2000*, annexe V, p.119.
[3] *Le Renouveau* n° 6717 du 3 avril 2006, p.3

sera en outre chargée d'identifier et de récupérer les terres de l'Etat irrégulièrement attribuées, de connaître toutes les affaires lui soumises par les sinistrés en vue de recouvrer leur patrimoine, de fournir une assistance technique et matérielle pour aider les sinistrés à rentrer dans leurs droits de propriété, d'attribuer de nouvelles terres aux sinistrés qui n'en ont pas ainsi que d'étudier les possibilités et les modalités de compensation pour les sinistrés qui n'ont pas leurs terres et autres biens.

Ainsi, cette commission disposera des pouvoirs plus étendus, en agissant essentiellement comme médiateur pour régler à l'amiable les problèmes liés aux terres et aux autres biens dans le cadre de la réhabilitation des sinistrés dans leurs droits. Il est à signaler que par l'instruction des affaires, cette commission agira par sa délégation provinciale du lieu où se situe la terre ou le bien litigieux.

Au vu alors de la situation actuelle surtout avec le retour en masse des réfugiés depuis la Tanzanie et considérant les propos recueillis dans notre entité d'étude, nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper que si l'administration n'use pas d'une lucidité particulière dans la gestion du problème lié à la réoccupation des terres désertées après la crise de 1972 en commune Vyanda, cette question risque de déboucher sur un autre conflit sanglant semblable à celui lié à l'ethnisme.

Conclusion générale

Ce travail se proposait d'analyser le vécu de la tragédie de 1972 en commune de Vyanda depuis le déclenchement jusqu'au niveau des conséquences en passant par le déroulement.

Même si la crise d'avril-mai 1972 avait une portée nationale, notre région d'étude à savoir la commune de Vyanda semble être parmi les premières communes à avoir payé un lourd tribut à cette tragédie. En effet, le déclenchement de cette crise sur quelques collines de la commune de Vyanda en grande partie celles situées dans la partie Ouest, frontalière avec la commune de Rumonge a entraîné des massacres à l'encontre des Tutsi. Au cours de cette tragédie, les rebelles incendiaient les maisons d'habitation, les maisons du Parti (Ingoro), abattaient et mangeaient les vaches.

Les mulélistes avaient un objectif de prendre le pouvoir après avoir liquidé toute la population tutsi à l'image de ce qui venait de se passer au Rwanda en 1959. En plus de l'imitation de cet événement, les extrémistes hutu tenaient compte des antécédents historiques à la crise d'avril-mai 1972 qui, dans l'histoire du pays avaient dévéloppé une conscience ethnique dans les milieux hutu (surtout l'élite). La discrimination des Bahutu non seulement dans les écoles mais aussi dans la gestion des affaires publiques ainsi que l'ethnisation de certains événéments comme l'assassinat du Premier Ministre Pierre Ngendandumwe, les élections législatives de 1965, le complot de 1969 et celui de 1971 pour ne citer que ceux-là ont beaucoup contribué dans le développement d'un climat de haine et de suspicion entre les Hutu et les Tutsi. Cette situation déboucha sur une crise sans précédent en avril 1972.

Bien plus, au cours de notre analyse du vécu de la crise de 1972 en commune de Vyanda, nous avons constaté que ces massacres visaient l'élimination des Tutsi. Ainsi donc, nous pouvons affirmer que la crise de 1972 mérite un qualificatif d'une tentative de génocide organisé et dirigé à l'encontre des Tutsi. Cependant, une répression sévère voire exagérée qui s'en est suivie a entraîné la disparition de nombreuses vies humaines dans les rangs des Hutu. Au cours de cette répression, on enregistre même plusieurs innocents qui ont été injustement arrêtés et tués sans procès préalable.

Nous avons également constaté qu'entre autres conséquences de cette crise, les départs massifs des réfugiés en exil que ce soit dans les communes voisines (Rumonge et Nyanza-Lac) ou à l'extérieur du pays (en Tanzanie), peuvent être classés en deuxième position après les pertes en vies humaines. En effet, dès le déclenchement de la crise, d'abord, les Hutu qui n'avaient pas adhéré au mouvement, ensuite, les rebelles se sont tous (du moins ceux qui

n'étaient pas tombés sur le champ de bataille) refugiés et la quasi-totalité de ces derniers y resteront pour longtemps. D'ailleurs, la plupart sont toujours dans les milieux d'exil jusqu'à aujourd'hui.

Ce phénomène fut à la base d'une série de conséquences néfastes. C'était d'abord une perte d'une main-d'œuvre, ensuite, les terres désertées seront à la base des conflits fonciers entre les rapatriés et les nouveaux occupants. A l'heure actuelle, avec le rapatriement massif, l'autorité publique doit s'investir plus que jamais dans la prévention de cette crise latente qui risque de dégénérer en un conflit sanglant semblable à celui de l'ethnisme.

En somme, on peut dire que les événements de 1972 n'ont pas profondément entaché le tissu social en Commune Vyanda parce que les amitiés se sont vite renouées après le rétablissement de l'ordre. De plus, la répression de la crise a servi de leçon pour les Hutu de la région, permettant ainsi d'éviter que des maux du genre ne se reproduisent. Le refus de participer dans les crises qui ont secoué le Burundi par la suite notamment celles de 1988, de 1991 et de 1993 est là pour le témoigner. Toutefois, cette leçon n'est pas une réponse aux conflits ethniques burundais mais le remède approprié au mal burundais, c'est de connaître la vérité et les véritables responsabilités, que la justice soit faite et que le peuple ainsi éclairé et réconcilié avec lui-même ait à sa tête de véritables dirigeants honnêtes, qui puissent promouvoir le culte du mérite et la compétence professionnelle et, pour couronner le tout, très soucieux du véritable intérêt national, bien compris et poursuivi sans relâche.

Enfin, au terme de ce travail, nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet, nous devons reconnaître l'existence de quelques lacunes dues à l'insuffisance de documentation dans l'analyse de certains aspects. Beaucoup d'aspects méritent encore d'être approfondis pour une meilleure compréhension car, nous avons abordé un domaine très vaste et très complexe où chaque point pourrait faire objet d'un travail de recherche. Nous espérons quand même avoir retracé les principaux traits qui ont caractérisé la Commune de Vyanda au cours de la crise d'avril-mai 1972.

Le présent travail aura donc contribué à la connaissance d'une histoire de l'entité de base à savoir la Commune de Vyanda. En outre, il aura défriché le terrain pour les chercheurs ultérieurs.

Bibliographie.

I. Sources écrites.

A. Ouvrages.

1. Burdeau, G., *Traité de Science politique*, T.10, *La révolte des colonisés*, 3ème édition, Paris, 1986.
2. Chretien, J.P., *Le défi de l'ethnisme : Rwanda et Burundi : 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997, 157 p.
3. Chretien, J.P et Mukuri, M., (Sous la dir.), *Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violences et certitudes « ethniques »*, Paris, Karthala, 2002.
4. Gahama, J., *Le Burundi sous administration belge . La période du mandat (1919-1939)*, Paris, Karthala, 1983, 467 p.
5. Gérard-Libois, J. et Van Lierde, J. (Sous la dir.), Congo 1964, Bruxelles, CRISP, 1965, 589 p.
6. Ghislain, J., *La féodalité au Burundi*, Bruxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 1970, 137 p.
7. Gourou, P., *La densité de la population au Ruanda-Urundi : Esquisse d'une étude géographique,* Bruxelles, Institut Royal Colonial Belge, 1953.
8. Manirakiza, M., *La fin de la monarchie burundaise (1962-1966),* Bruxelles, Le Mât de Misaine, 1990.
9. Manirakiza, M., *Burundi : De la révolution au régionalisme (1966-1976)*, Paris / Bruxelles, Le Mât de Misaine, 1992 ,173 p ;
10. Mariro, A., *Burundi 1965 : La 1ère crise ethnique. Genèse et contexte géopolitique,* Paris, L'Harmattan, octobre 2005, 273 p.
11. Médard, J.F., *Etats d'Afrique noire. Formation, mécanismes et crises*, Paris, Karthala,1991
12. Mworoha, E. (Sous la dir.), *Histoire du Burundi. Des origines à la fin du XIXème siècle*, Paris, Hatier, 1987, 272 p.
13. Ngayimpenda, E., *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura Editions de la Renaissance, septembre 2004, 629 p.
14. *Nouveau Petit Larousse*. Librairie Larousse, 1972.
15. Reynaud, J.D., *Sociologie des conflits du travail,* Paris, PUF, Collection « Que sais-je ? », 1982, 124 p.
16. Rutabuzwa, B., *Rwanda et Burundi : Les nouveaux sorciers*, Paris, s. éd., 1979, 110 p.
17. Sebudandi, C., *Burundi : Quarante ans d'impunité*, LDGL, Rapport final, juin 2005.

18. Sinduhije, J., *Echelle des responsabilités dans les guerres et conflits africains, Pays du COMESA. Cas du Rwanda et du Burundi*, Bujumbura, s. éd., décembre 2002, 329 p.
19. Vansina, J., *La légende du passé. Traditions orales au Burundi*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale, 1972, 257 p.

B. Mémoires et Thèses.

1. Barumwete, S., *Contribution à l'étude de l'idéologie hamitique comme facteur d'ethnisme et de violence politique au Burundi*, Mémoire, UB, FLSH, Département d'Histoire, Bujumbura, 1998, 125 p.
2. Misago, D., *Ndugu et la chefferie du Bututsi (1870-1933),* Mémoire, Bujumbura, U.B, 1981.
3. Nimubona, J., *Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi,* Paris, Presses Universitaires de Septentrion, 1998, 644 p.
4. Niyongabo, C., *Rumonge : centre économique du Sud de l'Imbo,* Mémoire, Bujumbura, U.B, 1979.
5. Nkezindavyi, T., *La crise politico-ethnique de 1972-1973 en Province Makamba*, Mémoire, UB, FLSH, Département d'Histoire, Bujumbura, 2001, 110 p.
6. Nkiramagi, J., *La question ethnique au Burundi à travers la presse belge francophone. Le cas de deux journaux « Le Soir » et « La Libre Belgique » (avril 1972 à juin 1978)*, Mémoire, U.B, FLSH, Département d'Histoire, Bujumbura, 1997.
7. Parque, V., *Evolution politique du Burundi de la première République à nos jours*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 1992, 158 p.

C. Articles.

1. Gahama, J., « Les Partis politiques à la recherche de l'indépendance au Burundi », *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (XIX^e s-XXe s)*, Actes du Colloque organisé par le Département d'Histoire de l'U.B, Paris, Karthala, 1991, pp.135-158.
2. Ndiho, J., « Que les expatriés retrouvent leurs biens », *L'aube de la démocratie n°27*, Bujumbura, du 1er au 15 octobre 1993, p.11.
3. Smets, G., « Commerce, marchés et spéculation chez les Barundi », *Congo, s.l,* 1930, pp.568-574.
4. Tannenwald, P., « Les origines du génocide au Burundi », *Le Soir* du 1er juin 1972.

5. Thibon, C., « Les origines historiques de la violence politique au Burundi », Guichaoua, A., (Sous la dir.), *Les crises politiques au Rwanda et au Burundi : 1993-1994*, Paris, Karthala, 1995, pp 55-88
6. Ugueux, E., « L'étonnant verdict de procès de Bujumbura », *Le Soir* du 28/1/1972.

D. Publications Officielles.

1. *Bulletin Officiel du Burundi*, 1974-1977-1991-1994-2002-2003.
2. *Infor-Burundi* n°144 des 6 et 13 mars 1965
3. Nations-Unies, *Conventions pour la prévention et la répression du crime de génocide*, New-York, (DPI/1055), 1991.
4. République du Burundi, *Rapport de la commission chargé d'étudier la question de l'Unité nationale*, Bujumbura, avril 1989.
5. *Les Rapports d'administration belge du Rwanda-Urundi de 1925 et 1931.*

E. Journaux.

1. *Ndongozi* n°4 du 15 février 1972.
2. *Le Renouveau du Burundi* n° 6717 du 3avril 2006

F. Autres Documents.

1. *Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi* du 28 août 2000, annexeV.
2. DGHER, *Etude de faisabilité pour l'alimentation en eau des provinces de Bujumbura et Bururi*, Bujumbura, juillet, 1994.
3. ICG, *Réfugiés et déplacés au Burundi : désamorcer la bombe foncière,* Rapport Afrique n° 70, Naïrobi/Bruxelles, 7 octobre 2003.
4. MPDR, *Situation de référence des communes : Province Bururi,* Bujumbura, mars 2005.
5. OAG, *Evaluation de la politique sectorielle de Rapatriement,de Réinsertion et de Réhabilitation des sinistrés au Burundi,* Etude commandée et dirigée par l'OAG, Bujumbura, Mai 2005.
6. OAG, *Politique de rapatriement, de réinsertion et de réhabilitation des sinistrés ainsi que la problématique de gestion des terres au Burundi,* mars 2003.
7. PNUD, *Le défi de l'ethnicité et des conflits en Afrique, Nécessité d'un nouveau modèle,* 2002.
8. RCN Justice et Démocratie, *Etude sur les pratiques foncières au Burundi,* Bujumbura, décembre 2004.

II. Sources orales.
Liste des informateurs.

Nom des informateurs	Ethnie	Age	Colline	Date d'enquête
BARAHO	T	± 65 ans	Rweza	12 juillet 2004
BARAMPAMA Jean	T	± 65 ans	Karehe	14 juillet 2004
BUCUMI Marc	H	± 53 ans	Rweza	12 juillet 2004
DOMERO Raphaël	T	± 76 ans	Gihinga	5 avril 2005
HAMENYIMANA Nicaise	T	± 57 ans	Bugeni	22 juin 2004
HATUNGIMANA Joseph	T	± 58 ans	Mushishi	7 avril 2005
KABURA Philippe	H	± 53 ans	Gitwaro	17 juin 2004
KAGOMA Joseph	H	± 69 ans	Bwatemba	8 avril 2005
MANYURANE Marcien	T	75 ans	Gitwaro	17 juin 2004
METERO Daniel	T	± 60 ans	Bwatemba	16 juillet 2004
MINANI Marc	T	± 75 ans	Kagoma	16 juillet 2004
NAHIGOMBEYE Bonaventure	T	± 82 ans	Rweza	20 juin 2004
NAHIMANA Fabien	T	± 63 ans	Karirimvya	10 avril 2005
NDABUMVIYE Pierre	H	± 70 ans	Bwatemba	23 juin 2004
NDORICIMPA Jonas	H	± 60 ans	Bwatemba	15 juillet 2004
NDUWIMANA Domitien	T	± 70 ans	Gihinga	5 avril 2005
NGENDANGANYA Jean	H	± 60 ans	Gitwaro	4 avril 2005
NTAHOBAJE Domitien	T	± 80 ans	Migera	22 juillet 2004
NTAMAGARA Côme	T	± 76 ans	Bugeni	20 juillet 2004
NTASIHIRI Séverin	T	± 80 ans	Bwatemba	15 juillet 2004
NTAWE Jean	H	± 49 ans	Karirimvya	10 avril 2005
NTEZE Isaac	H	± 71 ans	Nyakabenga	13 avril 2005
NYABENDA Marcien	T	± 80 ans	Bwatemba	16 juin 2004
NYANDWI Adronis	T	± 57 ans	Kagoma	19 juillet 2004
NYANDWI Pascal	T	± 79 ans	Kagoma	19 juillet 2004
SAMBIRO Pasteur	T	± 75 ans	Migera	22 juillet 2004
SIBONIYO Sylvain	H	± 58 ans	Bugeni	20 juillet 2004
SIGIRAKO Séverin	T	± 78 ans	Nyakabenga	13 juin 2004
SINZINKAYO Simon	T	± 76 ans	Bwatemba	14 juin 2004
RARANA	T	± 71 ans	Mushishi	18 juin 2004
RUFYIKI Rupien	T	± 70 ans	Migera	23 juillet 2004
Témoins anonymes	H	-	Mushishi	7 avril 2005
	H	-	Kagoma	9 avril 2005
	T	-	Karehe	6 avril 2005
	H	-	Karirimvya	11 avril 2005
	H	-	Mazinga	11 avril 2005
	H	-	Migera	23 avril 2005
	H	-	Mushishi	7 avril 2005
	T	-	Nyakabenga	13 avril 2005
	H	-	Rweza	3 avril 2005

Annexe.

Questionnaire d'enquête

Sujet : « La Crise politico-ethnique de 1972 en Commune de Vyanda : Essai d'analyse ».

Cette enquête est effectuée dans le cadre d'un travail de fin d'études universtaires. Nous avons voulu recueillir des informations sur une épisode de l'histoire qui a beaucoup marqué le Burundi en général et la commune de Vyanda en particulier à savoir : La crise politico-ethnique de 1972.

Espérant que vous pourrez nous donner des éclaircissements sur des questions qui nous préoccupent, nous vous présentons à l'avance nos remerciements.

Identification de l'enquêté.

Nom et Prénom :
Colline :
Profession en 1972 :
Religion :
Ethnie :
Age :

Questions.

1. Quand est-ce que l'attaque a commencé?
2. Qui ont attaqué?
3. Ils sont venus d'où?
4. A combien estimez-vous le nombre de ces rebelles?
5. Avaient-ils des éclaireurs locaux?
6. Vers où se dirigeaient-ils?
7. Connaissez-vous certains parmi eux?
8. Etiez-Vous au courant de l'imminence de l'attaque?
9. Si oui, par quel moyen étiez-vous informé? Par quel signe?
10. Y avait-il eu des signes précursseurs? Si oui, lesquels?
11. Y aurait-il eu des départs vers d'autres régions voisines ou étrangères avant le déclenchement des massaccres?
12. La crise s'est-elle limitée à cette commune seulement?
13. Y a-t-il eu des résistances contre les rebelles?
14. Y a-t-il eu des exils? Quand ?
15. Quelles étaient les premières visées des rebelles ? Massacres ou pillages?
16. Quels instruments utilisaient-ils?
17. Comment étaient-ils habillés?
18. Comment se ravitaillaient-ils?
19. Avaient-ils des slogans? Si oui, lesquels?
20. Quelle langue parlaient-ils?
21. Quelle a été l'attitude des autorités locales?
22. Quand est-ce qu'a eu lieu l'intervention militaire?
23. Comment se déroulait la répression?
24. Quel était le rôle des administratifs locaux?

25. Quel était le rôle de la population locale?
26. Comment s'est déroulée la crise sur votre colline?
27. Combien y a-t-il eu de morts?
28. Combien de victimes de la répression?
29. Combien de réfugiés?
30. Quelle a été la colline la plus touchéé à votre avis? Pourquoi?
31. A combien estimez-vous le nombre de victimes sur cette colline?
32. Quel a été l'impact de cette crise sur l'activité économique?
33. Qui ont pillé?
34. Quand ? Pendant ou après la crise?
35. Quel a été le sort des terres désertées?
36. La récupération de ces terres n'a-t-elle pas causé des conflits? Si oui. Comment se réglaient-ils?